

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998-1999 (*)

12 NOVEMBRE 1998

PROJET DE LOI portant des dispositions fiscales et autres

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES ET DU BUDGET (1)

PAR
MME Anne VAN HAESENDONCK

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a consacré ses réunions des 29 septembre, 20 et 21 octobre 1998 à l'examen du présent projet de loi.

(1) Composition de la commission :

Président : M. Didden.

A. — Membres titulaires :	B. — Membres suppléants :
C.V.P. MM. Didden, Leterme, Pieters (D.), Mme Van Haesendonck.	M. Ansoms, Mme D'Hondt (G.), MM. Eyskens, Van Erps, Vanpoucke.
P.S. MM. Demotte, Dufour, Moriau.	MM. Canon, Delizée, Henry, Meureau.
V.L.D. MM. Daems, De Grauwe, Desimpel.	MM. Huts, Lano, Van Aperen, van den Abeelen.
S.P. MM. Schoeters, Suykens.	Mme Croes-Lieten, MM. Schellens, Van Gheluwe.
P.R.L.- Mme Cornet, M. Reynders.	MM. de Donnée, Maingain, Michel.
F.D.F.	
P.S.C. M. Arens.	MM. Fournaux, Gehlen.
VI. M. Huysentruyt.	Mme Colen, M. Van den Eynde.
Blok	
Agalev/M. Tavernier.	MM. Detienne, Viseur (J.-P.).
Ecolo	

C. — Membre sans voix délibérative :

V.U. M. Olaerts.

Voir :

- 1608 - 97 / 98 :

— N° 1 : Projet de loi.

— N° 2 à 7 : Amendements.

Voir aussi :

— N° 9 : Texte adopté par la commission.

(*) Cinquième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998-1999 (*)

12 NOVEMBER 1998

WETSONTWERP houdende fiscale en andere bepalingen

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
FINANCIËN EN DE BEGROTING (1)

UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW Anne VAN HAESENDONCK

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergaderingen van 29 september, 20 en 21 oktober 1998.

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Didden.

A. — Vaste leden :	B. — Plaatsvervangers :
C.V.P. HH. Didden, Leterme, Pieters (D.), Mevr. Van Haesendonck.	H. Ansoms, Mevr. D'Hondt (G.), HH. Eyskens, Van Erps, Vanpoucke.
P.S. HH. Demotte, Dufour, Moriau.	HH. Canon, Delizée, Henry, Meureau.
V.L.D. HH. Daems, De Grauwe, Desimpel.	HH. Huts, Lano, Van Aperen, van den Abeelen.
S.P. HH. Schoeters, Suykens.	Mevr. Croes-Lieten, HH. Schellens, Van Gheluwe.
P.R.L.- Mevr. Cornet, H. Reynders.	HH. de Donnée, Maingain, Michel.
F.D.F.	
P.S.C. H. Arens.	HH. Fournaux, Gehlen.
VI. H. Huysentruyt.	Mevr. Colen, H. Van den Eynde.
Blok	
Agalev/H. Tavernier.	HH. Detienne, Viseur (J.-P.).
Ecolo	

C. — Niet-stemgerechtigd lid :

V.U. H. Olaerts.

Zie :

- 1608 - 97 / 98 :

— N° 1 : Wetsontwerp.

— N° 2 tot 7 : Amendementen.

Zie ook :

— N° 9 : Tekst aangenomen door de commissie.

(*) Vijfde zitting van de 49^e zittingsperiode.

I. — EXPOSÉ INTRODUCTIF DU MINISTRE DES FINANCES

Pour un exposé détaillé des nombreuses mesures contenues dans le présent projet de loi, *le ministre* renvoie à l'exposé des motifs (Doc. n°1608/1, pp. 3 à 39).

Il souhaite toutefois attirer tout particulièrement l'attention de la commission sur deux des mesures proposées, qui visent à modifier le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. Il s'agit des fusions dites « à l'anglaise » et de la réduction des droits sur la donation d'entreprises familiales.

Les droits d'enregistrement sont souvent considérés comme une branche du droit fiscal quasiment inamovible, dont les origines remontent au XVIII^e siècle. La nécessité de s'adapter au monde actuel, et plus particulièrement à la réalité économique et juridique d'aujourd'hui, n'en est que plus impérieuse.

La première mesure concerne les fusions « à l'anglaise ». Nous assistons actuellement à un phénomène de concentration sans précédent dans le monde des entreprises. Celle-ci se réalise par deux voies : des fusions juridiques et des fusions économiques, via la création de holdings, parfois faitiers, souvent intermédiaires. Compte tenu de notre structure juridique en matière de droit des sociétés, étant donné la nationalité d'une société qu'induit la localisation dans un pays du siège social de celle-ci, les fusions *stricto sensu* sont seulement le fait de l'union de sociétés résidentes dans un même État.

Lorsque les sociétés concernées ne sont pas résidentes du même État, l'on procédera à une concentration, par réunion de paquets d'actions entre les mains d'une société, des actions de sociétés actives dans le même créneau économique mais établies dans des pays différents. Ainsi, les actionnaires d'une société belge ne seront plus actionnaires de la société opérationnelle mais d'un holding intermédiaire dont ils auront acquis les actions par échange avec les actions de la société initialement détenue. Ce procédé consiste en la fusion dite « à l'anglaise ».

Il est de la plus grande importance économique que les holdings intermédiaires soient situés en Belgique, la localisation du lieu de décision dans notre pays influençant la localisation des sièges d'exploitation et des décisions stratégiques en matière d'emploi, d'investissement, de recherche et de développement, etc.

La deuxième mesure a pour objet de faciliter la transmission des entreprises familiales afin d'assurer la continuité de ces entreprises et des emplois y attachés.

I. — INLEIDING VAN DE MINISTER VAN FINANCIËN

Voor een gedetailleerde toelichting bij de talrijke maatregelen die in dit wetsontwerp zijn opgenomen, verwijst *de minister* naar de memorie van toelichting (Stuk n° 1608/1, blz. 3 tot 39).

Niettemin wil hij de commissie in het bijzonder attenderen op twee van de in uitzicht gestelde maatregelen, die strekken tot wijziging van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten. Het gaat om de zogenaamde fusies « op zijn Engels » en om de vermindering van de rechten bij de schenking van familiale ondernemingen.

Registratierechten worden vaak beschouwd als een haast niet bij te sturen onderdeel van het fiscaal recht. Die rechten, die teruggaan tot de 18^e eeuw, moeten dan ook onvervuld bij de tijd worden gebracht, en vooral in overeenstemming gebracht met de huidige economische en juridische context.

De eerste maatregel heeft betrekking op de fusies « op zijn Engels ». Thans maakt de bedrijfswereld concentratiebewegingen zonder voorgaande mee. Dat gebeurt op twee manieren : juridische fusies en economische fusies, via de oprichting van holdings, soms topholdings, vaak subholdings. Krachtens de vennootschapsrechtelijke juridische structuur van onze ondernemingen is alleen het samengaan van vennootschappen die in een zelfde Staat zijn gevestigd, een fusie *stricto sensu*; de nationaliteit van een vennootschap wordt immers bepaald door het land waar de zetel van die vennootschap is gevestigd.

Als de betrokken vennootschappen niet in een zelfde Staat zijn gevestigd, komt men tot een concentratie, door aandelenpakketten in één vennootschap onder te brengen, van vennootschappen die in dezelfde economische sector bedrijvig zijn, maar niet in hetzelfde land zijn gevestigd. De aandeelhouders van een Belgische vennootschap zullen derhalve niet langer aandeelhouder zijn van de operationele vennootschap, maar van een subholding waarvan ze aandeelhouder worden na verwerving van aandelen, via omwisseling met de aandelen van de vroegere vennootschap. Die procedure heet « fusie op zijn Engels ».

Economisch is het van heel groot belang dat de subholdings in België zijn gevestigd, aangezien de lokalisering van het beslissingscentrum in ons land invloed heeft op de lokalisering van de exploitatiezetsels en van de strategische beslissingen inzake werkgelegenheid, investeringen, onderzoek en ontwikkeling enz.

De tweede in uitzicht gestelde maatregel strekt ertoe de overdracht van familiale ondernemingen te vergemakkelijken, teneinde de continuïteit van die ondernemingen en de eraan verbonden werkgelegenheid te waarborgen.

Une recommandation adoptée par la Commission européenne en date du 7 décembre 1994 a tracé la voie. La transmission d'une entreprise se prépare à temps, c'est-à-dire lorsque ses dirigeants ont encore une vision d'avenir. Si le dirigeant est pensionné, pire est décédé, il est trop tard pour transmettre une entreprise dans les conditions optimales. C'est dès lors plutôt entre vifs que pour cause de décès qu'un régime fiscal de faveur doit être organisé.

En outre, la Commission européenne attire l'attention sur le fait que les Etats membres de l'Union européenne ont tendance à favoriser la création de nouvelles entreprises, plutôt que de se soucier du tissu économique existant. Or, la transmission d'une entreprise dans des conditions optimales et en temps utile est susceptible de préserver à la fois l'emploi et un *know-how* industriel ou commercial. Il s'agit donc d'une problématique de première importance.

Par ailleurs, le présent projet de loi contient diverses dispositions visant à modifier le Code des impôts sur les revenus, afin :

- de lui apporter une meilleure cohérence ou de corriger certaines erreurs. Le ministre précise qu'il s'agit d'apporter une solution à différents problèmes qui lui ont été soumis. Il cite l'exemple des pertes en capital;

- d'organiser une source de paiement au bénéfice des pouvoirs subordonnés qui n'aboutisse en aucun cas à un prélèvement net sur la trésorerie de ceux-ci (lorsque les dégrèvements excèdent les paiements).

Enfin, le projet contient une mesure non fiscale relative au relèvement du plafond en matière d'émission de monnaie divisionnaire (pièces de monnaie de 1, 5, 20 et 50 francs).

II. — CONSTATATIONS PRÉLIMINAIRES

Le ministre des Finances partage l'opinion du *président, M. Didden*, selon laquelle le Conseil d'État, dans son avis du 19 janvier 1998, tend à sortir du champ de ses compétences légistiques et rend un avis d'opportunité à propos de la mesure visant à modifier le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en remplaçant par un droit linéaire le tarif progressif par tranches en ce qui concerne les donations d'entreprises.

Par ailleurs, *M. Olaerts* déplore le caractère à la fois hétérogène et toujours très partiel des modifications apportées par le présent projet de loi, ce qui ne peut que nuire à la sécurité juridique du contribuable.

Een door de Europese Commissie op 7 december 1994 goedgekeurde aanbeveling heeft in dat verband als leidraad gediend. De overdracht van een onderneming moet tijdig gebeuren, dus wanneer de bedrijfsleiders nog een duidelijke toekomstvisie hebben. Op het ogenblik dat die bedrijfsleider met rust gaat of, erger nog, wanneer hij is overleden, is het te laat om de onderneming in optimale omstandigheden over te dragen. Een fiscale gunstregeling dient derhalve veeleer onder levenden te worden geregeld, dan naar aanleiding van een overlijden.

De Europese Commissie wijst er ook op dat de lidstaten van de Europese Unie veeleer geneigd zijn de oprichting van nieuwe ondernemingen te bevorderen dan aandacht te hebben voor het bestaande economische weefsel. Het feit dat een onderneming in optimale omstandigheden en tijdig kan worden overgedragen, komt wellicht het behoud van de werkgelegenheid ten goede en betekent de handhaving van een industriële of commerciële *knowhow*. Dat is dus een vraagstuk van wezenlijk belang.

Voorts bevat het wetsontwerp diverse bepalingen tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, met de bedoeling :

- terzake tot meer samenhang te komen of bepaalde vergissingen recht te zetten; de minister preciseert dat het de bedoeling is een oplossing aan te reiken voor een aantal knelpunten die hem werden voorgelegd, waarbij hij met name aan kapitaalverliezen denkt;

- ten gunste van de ondergeschikte besturen een bron van inkomsten te regelen, wat in geen geval mag leiden tot een netto-inhouding op de thesaurie van die besturen (in geval de verminderingen hoger liggen dan de betalingen).

Ter afronding bevat het wetsontwerp nog een niet-fiscale maatregel betreffende de verhoging van de bovengrens inzake de uitgifte van pasmunt (geldstukken van 1, 5, 20 en 50 frank).

II. — VASTSTELLINGEN VOORAF

De minister van Financiën is het eens met *voorzitter Didden* wanneer die stelt dat de Raad van State in zijn advies van 19 januari 1998 zijn wetgevings-technische bevoegdheden eigenlijk te buiten gaat en een opportuiniteitsadvies uitbrengt over de maatregel tot wijziging van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, met name om inzake de overdracht van ondernemingen de progressieve belastingtarieven te vervangen door een lineaire heffing.

Voorts betreurt *de heer Olaerts* dat de door het ter bespreking voorliggende wetsontwerp aangebrachte wijzigingen heterogeen en altijd uitermate partieel zijn, wat niet meer of minder betekent dan een aantasting van de rechtszekerheid van de belastingplichtige.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Article 1^{er}

Le ministre indique que cet article constitue la disposition devenue traditionnelle par laquelle l'auteur du projet indique la nature bicamérale parfaite ou virtuelle des dispositions qu'il propose à la délibération des Chambres. En l'espèce, le projet doit être considéré comme bicaméral virtuel ou optionnel.

*
* *

L'article 1^{er} n'appelle aucune observation.

Il est adopté à l'unanimité.

Article 1^{er}bis (nouveau)

L'amendement (n° 17, Doc. n° 1608/5) de *M. Olaerts* tend à insérer un article 1^{er}bis (nouveau), dont l'objet est de compléter l'article 6 du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 1992), par la disposition suivante :

« Les revenus nets des biens immobiliers et mobiliers sont ajoutés à l'assiette de l'impôt attribué au propriétaire. ».

Cet amendement est directement lié à l'amendement n° 21 (insérant un nouvel article 13bis dans le projet), qui tend à supprimer le premier alinéa de l'article 126, CIR 1992. Celui-ci dispose que « quel que soit le régime matrimonial, les revenus des conjoints autres que les revenus professionnels sont cumulés avec les revenus professionnels de celui des conjoints qui en a le plus. ».

M. Olaerts estime que cette disposition est particulièrement discriminatoire. Si, par exemple, l'un des conjoints a acquis un bien immobilier avant le mariage, l'orateur estime qu'il est normal que le revenu cadastral de cet immeuble soit cumulé avec ses propres revenus professionnels. Si le montant des revenus imposables de ce contribuable est insuffisant pour faire l'objet d'une imposition, le revenu cadastral déclaré devrait pouvoir faire l'objet d'une exonération.

Le ministre demande le rejet de cet amendement. Les discriminations fiscales entre couples mariés et cohabitants feront l'objet d'un débat global au sein du gouvernement.

*
* *

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikel 1

De minister verklaart dat dit artikel de gebruikelijk geworden formulering is, waarbij de indiener van het ontwerp preciseert of de bepalingen die hij ter beraadslaging aan het parlement voorlegt, een verplichte dan wel optioneel bicamerale behandeling vereisen. In het voorliggende geval moet het ontwerp een virtuele of optionele bicamerale behandeling krijgen.

*
* *

Over artikel 1 worden geen opmerkingen gemaakt.

Het wordt eenparig aangenomen.

Artikel 1bis (nieuw)

De heer Olaerts dient amendement n° 17 (Stuk n° 1608/5) in, dat ertoe strekt een artikel 1bis (nieuw) in te voegen, met de bedoeling artikel 6 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 1992) aan te vullen met de volgende bepaling :

« De netto-inkomsten uit onroerende en roerende inkomsten dienen voor de grondslag van de belasting toebedeeld aan de eigenaar. ».

Dit amendement hangt nauw samen met amendement n° 21, tot invoeging van een artikel 13bis (nieuw) in het ontwerp; dat amendement n° 21 strekt tot weglating van artikel 126, eerste lid, WIB 1992, dat het volgende bepaalt : « Ongeacht het huwelijksvermogensstelsel, worden de andere inkomsten dan de beroepsinkomsten van echtgenoten samengevoegd met de beroepsinkomsten van de echtgenoot die het meest zulke inkomsten heeft. ».

De heer Olaerts vindt die bepaling uitermate discriminerend. Indien een van de echtgenoten vóór het huwelijk een onroerend goed heeft verworven, is het volgens de spreker normaal dat het kadastraal inkomen van dat onroerend goed wordt samengevoegd met de eigen beroepsinkomsten. Als het bedrag van de belastbare inkomsten van die belastingplichtige lager ligt dan het belastbaar minimum, zou een vrijstelling kunnen worden toegekend voor het aangegeven kadastraal inkomen.

De minister vraagt om dit amendement te verwerpen. De regering zal een alomvattend overleg wijden aan de ongelijke fiscale behandeling van gehuwden en samenwonenden.

*
* *

L'amendement n° 17 de M. Olaerts, visant à insérer un nouvel article 1^{er}*bis*, est rejeté par 7 voix contre 3.

Art. 2 (et 67, § 1^{er})

Le ministre indique que lors de la coordination du Code des impôts sur les revenus en 1992 (CIR 1992), les dispositions visées à l'article 11 du CIR 1964, qui donnaient la définition des revenus mobiliers, ont été reprises à l'article 17, § 1^{er} (*nouveau*) dudit CIR 1992.

La phrase liminaire de ladite disposition a toutefois été modifiée par omission d'une disposition fondamentale, à savoir que les produits qui font l'objet de l'imposition doivent résulter d'une convention portant sur l'engagement d'un bien meuble. Le revenu est dès lors nécessairement le prix de la jouissance du capital payé par le débiteur tel que convenu avec celui qui a placé ou investi le capital.

Il en résulte que lorsqu'un défendeur est condamné en justice au paiement d'intérêts judiciaires ou moratoires, ceux-ci ne peuvent être considérés comme des revenus mobiliers au motif qu'ils ne résultent pas du placement d'un capital en mains de tiers à l'effet d'en recueillir un revenu, mais d'une indemnisation.

L'article 2 du projet vise à réparer cette omission.

M. Leterme et consorts présentent un amendement (n° 2, Doc. n° 1608/3) qui tend à remplacer, dans le texte néerlandais du § 1^{er} proposé, les mots « *inkomsten van* » par les mots « *inkomsten uit* » et les mots « *met name* » par le mot « *namelijk* ». Les auteurs renvoient à l'avis du Conseil d'État (Doc. n° 1608/1, p. 73).

Le ministre marque son accord.

*
* *

L'amendement n° 2 de M. Leterme et consorts est adopté à l'unanimité.

L'article 2, ainsi modifié, est adopté par 8 voix et 3 abstentions.

Art. 3 (et 67, §§ 1^{er} et 2)

Le ministre précise que l'article 3, 1°, du projet vise à remplacer le mot « *attachés* » par le mot « *attribués* » à l'article 18, alinéa 1^{er}, 1°, CIR 1992.

La modification apportée au libellé tend, comme pour la modification précédente, à revenir à la conception de la notion de dividende telle qu'elle résulte

Amendement n° 17 van de heer Olaerts, dat ertoe strekt een artikel 1*bis* (*nieuw*) in te voegen, wordt verworpen met 7 tegen 3 stemmen.

Art. 2 (en 67, § 1)

De minister wijst erop dat de in artikel 11 van het WIB 1964 bedoelde bepalingen, waarin een definitie werd gegeven van inkomsten uit roerende goederen, bij de coördinatie van het Wetboek van de inkomstenbelastingen in 1992 (WIB 1992) werden opgenomen in artikel 17, § 1, (*nieuw*) van dat WIB 1992.

De inleidende volzin van die bepaling werd evenwel gewijzigd door de weglating van een fundamentele bepaling, te weten dat de producten die worden belast het voorwerp moeten uitmaken van een overeenkomst over de beschikking van het roerend goed. Die inkomsten zijn derhalve de door de schuldenaar betaalde prijs voor het genot van het kapitaal, zoals is overeengekomen met degene die het kapitaal heeft belegd of geïnvesteerd.

Een en ander brengt mee dat wanneer een verweerder in rechte wordt veroordeeld tot de betaling van gerechtelijke of moratoriuminteressen, deze niet mogen worden aangemerkt als inkomsten uit roerende goederen omdat ze niet voortvloeien uit de belegging van een kapitaal bij een derde om er inkomsten uit te halen; terzake gaat het om een schadeloosstelling.

Artikel 2 van het ontwerp strekt ertoe die vergetelheid recht te zetten.

De heer Leterme c.s. dient amendement n° 2 (Stuk n° 1608/3) in, dat ertoe strekt in de voorgestelde § 1, de woorden « *inkomsten van* » te vervangen door de woorden « *inkomsten uit* », en de woorden « *met name* » te vervangen door het woord « *namelijk* ». De indieners verwijzen terzake naar het advies van de Raad van State (Stuk n° 1608/1, blz. 73).

De minister is het met die voorstellen eens.

*
* *

Amendement n° 2 van de heer Leterme c.s. wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 2 wordt aangenomen met 8 stemmen en 3 onthoudingen.

Art. 3 (en 67, §§ 1 en 2)

De minister preciseert dat artikel 3, 1°, van het ontwerp ertoe strekt in artikel 18, eerste lid, 1°, WIB 1992, de woorden « *voordelen van aandelen* » te vervangen door de woorden « *voordelen toegekend aan aandelen* ».

Die wijziging van de formulering heeft tot doel, net als de wijziging waarvan hierboven sprake, terug te keren naar de oorspronkelijke opvatting van het be-

tait de l'application des dispositions légales avant leur coordination en 1992.

Le principe est le suivant : le revenu d'un capital apporté à une société ne peut provenir que d'une mutation du patrimoine de la société dans celui de ses actionnaires ou associés. C'est ce qu'exprime le mot « attribués ». L'utilisation du mot « attachés » suggérerait par contre que serait également imposable le bénéfice réalisé par l'actionnaire dans le chef du titre, c'est-à-dire l'élément qui unit la société à ses actionnaires. Telle n'était pas l'intention du législateur de 1992 puisque la coordination n'avait pour objet ni d'étendre ni de restreindre l'assiette imposable en matière d'impôts sur les revenus.

L'ajout d'un 2^o*bis* à l'article 18, alinéa 1^{er}, CIR 1992, par l'article 3, 2^o, du projet résulte de la modification apportée par l'article 19 du présent projet à l'article 184, CIR 1992. Ledit article doit être lu en corrélation avec les articles 2, § 5, et 18, alinéa 1^{er}, 2^o, CIR 1992.

Une prime d'émission est la somme exigée des souscripteurs à une augmentation de capital, en sus de la valeur nominale de l'action. Cette somme est destinée à atténuer la perte subie par les titres existants du fait de la dilution du capital. En effet, si à l'occasion d'une augmentation de capital, l'on émettait des nouvelles actions au pair comptable des anciennes actions, les souscripteurs des nouvelles actions acquerraient, à terme, gratuitement leur part dans les réserves et plus-values accumulées par la société depuis sa constitution jusqu'à l'augmentation du capital social.

C'est pourquoi, et afin de maintenir un équilibre entre les anciennes et les nouvelles actions, ces dernières sont le plus souvent émises moyennant le paiement d'une prime d'émission. Si tel est le cas, la prime d'émission doit être versée à la société pour sa totalité dès la souscription (article 34, § 1^{er}, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales).

Les primes d'émission sont en principe portées au bilan au compte de passif « Primes d'émissions » faisant partie des fonds propres (voir avis n° 142 de la Commission des normes comptables, Bull. CNC, n° 13, janvier 1984). Fiscalement, si la société veut éviter que la prime d'émission ne soit taxée comme un bénéfice à l'impôt des sociétés, il y a lieu de la comptabiliser en réserve indisponible (voir commentaire administratif, COM/IR 184/30 d)).

Au niveau du texte légal, l'article 184, alinéa 2, CIR 1992, tel qu'il est rédigé actuellement, assimile les primes d'émission à du capital libéré. Cette assimilation est libellée d'une manière inconditionnelle et sans limites.

Il en résulte pour l'application de l'article 18, alinéa 1^{er}, CIR 1992, que le remboursement de la prime

grip « dividend », zoals die gold bij de tenuitvoerlegging van de wettelijke bepalingen vóór ze in 1992 werden gecoördineerd.

Het principe is het volgende : de inkomsten uit kapitaal dat in een vennootschap wordt ingebracht, mogen alleen voortvloeien uit een omzetting van het vermogen van de vennootschap in die van haar aandeelhouders of vennoten, zoals tot uiting komt door de uitdrukking « voordelen toegekend aan aandelen ». De woorden « voordelen van aandelen » deden echter uitschijnen dat ook de winst die de aandeelhouder behaalde op zijn aandeel (dus de band tussen de vennootschap en de aandeelhouders), belastbaar was. Dat was niet de bedoeling van de wetgever van 1992 aangezien de coördinatie niet tot doel had om inzake inkomstenbelastingen de belastinggrondslag uit te breiden of in te krimpen.

Artikel 3, 2^o, van het wetsontwerp voegt een punt 2^o*bis* toe aan artikel 18, eerste lid, WIB 1992; dat is het gevolg van de door artikel 19 van dit wetsontwerp aangebrachte wijziging in artikel 184, WIB 1992. Dat artikel moet worden gelezen in samenhang met artikel 2, § 5, en artikel 18, eerste lid, 2^o, WIB 1992.

Een uitgiftepremie is het bedrag dat wordt geëist van de inschrijvers op een kapitaalverhoging, bovenop de nominale waarde van het aandeel. Dat bedrag is bedoeld om een deel van het verlies op te vangen dat de bestaande aandelen lijden omdat het kapitaal « verwatert ». Zo er bij een kapitaalverhoging nieuwe aandelen worden uitgegeven *a pari* met de boekwaarde van de bestaande aandelen, zouden de inschrijvers op de nieuwe aandelen na verloop van tijd kosteloos hun deel krijgen van de reserves en meerwaarden die werden opgebouwd door de vennootschap, vanaf de oprichting ervan tot de verhoging van het maatschappelijk kapitaal.

Om een evenwicht te handhaven tussen de bestaande en de nieuwe aandelen, worden die laatste doorgaans uitgegeven mits een uitgiftepremie wordt betaald. In dat geval behoort de uitgiftepremie bij de inschrijving volledig aan de vennootschap te worden gestort (zie artikel 34, § 1, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen).

De uitgiftepremies worden in de balans doorgaans als passiva geboekt, namelijk bij de « uitgiftepremies », die deel uitmaken van het eigen vermogen (zie advies n° 142 van de Commissie voor boekhoudkundige normen, Bull. CBN n° 13, januari 1984). Uit een fiscaal oogpunt moet die premie worden geboekt als niet-beschikbare reserve, als de vennootschap wil voorkomen dat de uitgiftepremie inzake vennootschapbelastingen als winst wordt belast (zie administratief commentaar COM/IB 184/30d)).

Op wettelijk vlak stelt artikel 184, tweede lid, WIB 1992, zoals het thans is geformuleerd, de uitgiftepremies gelijk met volgestort kapitaal. Die gelijkstelling wordt geformuleerd zonder enige voorwaarde en zonder beperkingen.

Voor de toepassing van artikel 18, eerste lid, WIB 1992, volgt daaruit dat de terugbetaling van de uit-

d'émission ne constitue pas (jamais) un revenu imposable. La modification proposée à l'article 18, alinéa 1^{er}, CIR 1992, a pour objet d'aligner le régime d'imposition des sommes remboursées par prélèvement sur la prime d'émission sur celui applicable pour le remboursement du capital social.

Autrement dit, dorénavant, pour que le remboursement total ou partiel de la prime d'émission soit non imposable, il faut que celui-ci soit décidé par l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les formes et majorité requises pour la modification des statuts. De plus, la prime ne doit pas avoir servi antérieurement à une affectation à une réserve disponible, à l'apurement de pertes ou avoir été virée au compte de résultat, auquel cas un éventuel remboursement en exonération d'impôt pour l'application de l'article 18, CIR 1992, est réduit à due concurrence.

L'amendement (n° 37, Doc. n° 1608/6) de MM. Schoeters et Suykens vise à compléter l'alinéa 1^{er}, 1°, de l'article 18, CIR 1992, proposé, par les mots suivants :

« y compris les avantages considérés comme un dividende distribué au sens des articles 186, 187 et 209; ».

M. Schoeters souhaite que soient explicitement considérés comme dividendes les boni de liquidation, de même que l'excédent que présente le prix d'acquisition (de rachat) des actions propres (visés aux articles 186, 187 et 209, CIR 1992) des sociétés résidentes et non résidentes autres que les sociétés d'investissement.

Il est renvoyé à la discussion de l'amendement n° 38 à l'article 4 du projet.

L'amendement (n° 13, Doc. n° 1608/4) de M. Reynders est directement lié à l'amendement n° 12 du même auteur à l'article 19 du projet. Si cet amendement est adopté, il n'y a plus lieu de consacrer une disposition distincte au remboursement du capital libéré à la suite d'une réduction de capital et au remboursement de primes d'émission : il suffit de viser les remboursements de capital libéré au sens de l'article 184, CIR 1992 et de prescrire que ces remboursements sont opérés conformément aux dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Selon l'orateur, les modifications apportées par le projet à l'article 18, CIR 1992, paraissent en outre une bonne occasion pour revoir l'ensemble de la disposition afin d'en améliorer la lisibilité. L'amendement n° 13 propose de scinder cette disposition en deux articles distincts (articles 18 et 18bis (nouveau)).

Pour le surplus, il est renvoyé à la discussion de l'amendement n° 12 à l'article 19 du projet.

*
* *

giftepremie geenszins (nooit) als een belastbaar inkomen wordt aangemerkt. De voorgestelde wijziging van artikel 18, eerste lid, WIB 1992, strekt ertoe de belastingregeling inzake de met uitgiftepremies terugbetaalde bedragen in overeenstemming te brengen met die welke voor de terugbetaling van maatschappelijk kapitaal geldt.

Opdat de gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de uitgiftepremie niet-belastbaar zou zijn, moet daartoe met andere woorden worden besloten door de algemene vergadering van de aandeelhouders, die uitspraak doet volgens de regels en op de wijze die vereist zijn om de statuten te kunnen wijzigen. Voorts mag de premie niet eerder hebben gediend voor toevoeging aan een beschikbare reserve of voor aanzuivering van verliezen, noch op de resultatenrekening gestort zijn; in die gevallen wordt voor de toepassing van artikel 18, WIB 1992, een eventuele terugbetaling wegens belastingvrijstelling beperkt tot het vereiste bedrag.

De heren Schoeters en Suykens dienen amendement n° 37 (Stuk n° 1608/6) in, dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 18 van het WIB 1992 het eerste lid, 1°, aan te vullen met de volgende woorden :

« met inbegrip van de voordelen aangemerkt als uitgekeerd dividend in de artikelen 186, 187 en 209; ».

Volgens *de heer Schoeters* zouden de liquidatieboni alsmede het overschot opgeleverd door de aankoopsprijs (terugkoopsprijs) van de eigen aandelen (als bedoeld in de artikelen 186, 187 en 209, WIB 1992) van de binnen- en buitenlandse vennootschappen andere dan beleggingsvennootschappen, expliciet als dividend moeten worden beschouwd.

Er wordt verwezen naar de bespreking van amendement n° 38 op artikel 4 van het ontwerp.

Amendement n° 13 (Stuk n° 1608/4) van *de heer Reynders* houdt rechtstreeks verband met amendement n° 12 van dezelfde indiener op artikel 19 van het ontwerp. Indien dat amendement wordt aangenomen, is er geen reden meer om een aparte bepaling te wijden aan de terugbetaling van het gestorte kapitaal naar aanleiding van een kapitaalsvermindering en de terugbetaling van uitgiftepremies; het volstaat te wijzen op de terugbetaling van het gestorte kapitaal in de zin van artikel 184, WIB 1992 en voor te schrijven dat die terugbetalingen moeten geschieden overeenkomstig de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

De wijzigingen die het ontwerp aanbrengt in artikel 18, WIB 1992, lijken de spreker zeer gelegen te komen voor een herziening van de gehele bepaling, om die bevattelijker te maken. Amendement n° 13 stelt voor die bepaling te splitsen in twee aparte artikelen (artikel 18 en artikel 18bis (nieuw)).

Voor het overige wordt verwezen naar de bespreking van amendement n° 12 op artikel 19 van het ontwerp.

*
* *

MM. Schoeters et Suykens retirent leur amendement n° 37, à la condition que la problématique visée puisse faire l'objet d'un débat approfondi en commission (voir la discussion de l'article 4).

*
* *

L'amendement n° 13 de M. Reynders est rejeté par 8 voix contre 3.

L'article 3 est adopté par 8 voix contre 3.

Art. 4 (et 67, §§ 3 et 7)

Le ministre indique que l'article 4, 1°, du projet de loi modifie l'article 21, 2°, CIR 1992, pour comprendre comme revenus non imposables les boni de liquidation des sociétés résidentes et non résidentes. La présente modification ne fait que confirmer que les boni de liquidation ne constituent pas des revenus imposables, et ceci peu importe qu'il s'agisse du partage d'une société résidente ou non résidente. Cette précision est apportée légalement par la suppression dans l'article de loi de la référence au lieu de résidence de la société.

L'article 4, 2°, du projet supprime, dans l'article 21, 5°, 1^{er} tiret, CIR 1992, le renvoi à l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs. Celui-ci est en effet devenu inadéquat au motif que l'organisation du contrôle des établissements de crédit est dorénavant régie par la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit; l'arrêté royal n° 185 ne conservant plus qu'un caractère organique à l'égard de la Commission bancaire et financière.

Un amendement (n° 3, Doc. n° 1608/3) est déposé par *M. Leterme* afin de remplacer les mots « niet zijnde die vermeld » par les mots « andere dan die vermeld » dans le texte néerlandais de l'article 21, 2°, proposé. L'auteur renvoie à une remarque du Conseil d'État en la matière (Doc. n° 1608/1, p. 73).

Le ministre marque son accord.

Le président, M. Didden, constate que la mesure visée à l'article 4, 1°, revient une fois encore à réduire l'imposition des revenus de capitaux alors que chacun s'accorde à dire qu'il y a prioritairement lieu de diminuer l'impôt sur les revenus du travail.

L'orateur reconnaît qu'il s'agit d'une matière complexe, qui est, entre autres, réglée par la directive du Conseil des Communautés européennes du 23 juillet 1990 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'Etats membres diffé-

De heren Schoeters en Suykens trekken hun amendement n° 37 in, op voorwaarde evenwel dat de commissie dat vraagstuk in al zijn facetten zou bespreken (zie de bespreking van artikel 4).

*
* *

Amendement n° 13 van de heer Reynders wordt verworpen met 8 tegen 3 stemmen.

Artikel 3 wordt aangenomen met 8 tegen 3 stemmen.

Art. 4 (en 67, §§ 3 en 7)

De minister geeft aan dat artikel 4, 1°, van het wetsontwerp artikel 21, 2°, WIB 1992, wijzigt om bij de niet-belastbare inkomsten ook de « liquidatieboni » van de binnen- en buitenlandse vennootschappen op te nemen. De voorliggende wijziging is niets anders dan de bevestiging dat de liquidatieboni geen belastbare inkomsten zijn, waarbij het er weinig toe doet of het om de verdeling van een binnenlandse dan wel van een buitenlandse vennootschap gaat. Die precisering wordt in de wet aangebracht door in het wetsartikel de verwijzing naar de zetel van de vennootschap te schrappen.

Met artikel 4, 2°, van het ontwerp wordt in artikel 21, 5°, eerste gedachtestreep, WIB 1992, de verwijzing naar het koninklijk besluit n° 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten opgeheven. Die verwijzing is immers niet langer passend omdat de organisatie van de controle op de kredietinstellingen voortaan geregeld wordt door de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen; het koninklijk besluit n° 185 vormt alleen nog een kader ten opzichte van de commissie voor het Bank- en Financiewezen.

De heer Leterme dient amendement n° 3 (Stuk n° 1608/3) in, dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 21, 2°, de woorden « niet zijnde die vermeld » te vervangen door de woorden « andere dan die vermeld ». De auteur verwijst naar een desbetreffende opmerking van de Raad van State (Stuk n° 1608/1, blz. 73).

De minister gaat daarmee akkoord.

Voorzitter Didden constateert dat de in artikel 4, 1°, bedoelde maatregel eens te meer minder belasting op de inkomsten uit kapitaal betekent, hoewel iedereen het erover eens is dat het er in de eerste plaats op aankomt de belasting op de inkomsten uit arbeid te verlagen.

De spreker geeft toe dat het om een ingewikkelde materie gaat, die onder meer wordt geregeld door de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 23 juli 1990 « betreffende de gemeenschappelijke fiscale regeling voor moedermaatschap-

rents (90/435/CEE) (transposée en droit belge par la loi du 23 octobre 1991).

Tout en veillant à garantir la souplesse nécessaire en faveur des PME, l'intervenant se demande néanmoins s'il est réellement souhaitable d'exonérer à l'impôt des personnes physiques toutes les plus-values réalisées à la suite d'une liquidation entraînant la cessation de toute activité.

M. Leterme constate que, nonobstant le fait que nombre de mesures proposées présentent un caractère essentiellement technique, il s'avère utile de les évaluer à la lumière de l'évolution de la situation macro-économique de notre pays. Il en va notamment ainsi du régime fiscal appliqué en matière de boni de liquidation à l'impôt des personnes physiques.

Pourquoi le gouvernement a-t-il décidé de prendre la présente mesure d'exonération ? Pourquoi le champ d'application de la mesure est-il aussi large ? Le membre estime que l'exposé des motifs n'apporte pas suffisamment de précisions à cet égard.

Il souhaiterait également connaître le coût budgétaire de la mesure proposée (même si elle ne peut être considérée comme une dépense fiscale au sens de la définition du Conseil supérieur des Finances).

Il demande enfin quel est le régime fiscal appliqué dans les pays voisins en la matière.

Le ministre répond que le régime instauré par la loi du 22 décembre 1989 s'inspire justement pour l'application de l'impôt des sociétés des règles applicables dans les pays entourant la Belgique, lesquels n'établissent pas de régime spécifique pour la liquidation d'une société comme c'était le cas chez nous avant l'abrogation de la cotisation de liquidation instaurée par la loi du 20 novembre 1962.

M. Suykens se déclare peu favorable à la mesure visée à l'article 4, 1°, du projet de loi. Il se demande quelle sera la réaction des autres Etats membres de l'Union européenne face à cette disposition.

Il cite l'exemple de sociétés néerlandaises qui déplacent leur siège social en Belgique pour procéder ensuite à une liquidation de leurs activités en bénéficiant du régime d'exonération des plus-values ainsi réalisées. L'Etat néerlandais, qui impose encore toujours les boni de liquidation, risque de perdre de cette manière des revenus importants.

Le ministre explique que le transfert du siège social d'une société doit être considéré comme une liquidation de cette société, étant donné qu'en droit des sociétés, la nationalité de la société est un élément jugé essentiel pour l'existence de la personnalité juridique.

Au moment où il y a transfert du siège social, le fisc néerlandais a donc la possibilité d'imposer la société sur les réserves considérées comme liquidées à l'occasion de ce transfert.

pijen en dochterondernemingen » (90/435/EEG), die werd omgezet in het Belgisch recht door de wet van 23 oktober 1991.

Hoewel de spreker vindt dat ten aanzien van de KMO's de nodige soepelheid aan de dag moet worden gelegd, vraagt hij zich toch af of het echt wenselijk is alle meerwaarden geboekt naar aanleiding van een vereffening die de stopzetting van iedere activiteit met zich meebrengt, vrij te stellen van personenbelasting.

De heer Leterme stelt vast dat, hoewel veel van de voorgestelde maatregelen een vooral technische inslag hebben, zij niet los gezien mogen worden van de ontwikkeling van de macro-economische toestand van ons land. Dit geldt met name voor de belastingregeling die in de personenbelasting van toepassing is voor liquidatieboni.

Waarom heeft de regering beslist die vrijstellingsmaatregel toe te kennen ? Waarom heeft zij het toepassingsgebied ervan zo ruim opgevat ? Volgens het lid biedt de memorie van toelichting terzake niet genoeg opheldering.

Hij is ook benieuwd hoeveel de geplande maatregel zal kosten (zelfs al kan die niet worden beschouwd als een belastinguitgave in de zin van de definitie die de Hoge Raad van Financiën eraan geeft).

Ten slotte informeert hij naar de belastingregeling die op dat gebied in onze buurlanden van toepassing is.

De minister antwoordt dat de bij de wet van 22 december 1989 ingestelde regeling zich voor de toepassing van de vennootschapsbelasting precies laat leiden door de regels die gelden in de ons omringende landen, welke geen specifieke regeling instellen voor de vereffening van een vennootschap zoals die bij ons bestond vóór de afschaffing van de vereffeningbijdrage ingesteld bij de wet van 20 november 1962.

De heer Suykens is niet echt te vinden voor de maatregel waarvan sprake in artikel 4, 1°, van het wetsontwerp en hij vraagt zich af hoe de andere lidstaten van de Europese Unie daarop zullen reageren.

Zo kunnen Nederlandse vennootschappen hun zetel overbrengen naar België en vervolgens hun activiteiten stopzetten, waarbij ze vrijstelling krijgen van de aldus geboekte meerwaarden. De Nederlandse overheid, die nog altijd liquidatieboni belast, zou aldus weleens naast aanzienlijke inkomsten kunnen grijpen.

De minister geeft aan dat de overbrenging van de zetel van een vennootschap als een vereffening van die vennootschap moet worden beschouwd, want in het vennootschapsrecht geldt de nationaliteit van de vennootschap als een essentieel gegeven voor het bestaan van de rechtspersoonlijkheid.

Op het moment dat de zetel wordt overgebracht, kan de Nederlandse fiscus de vennootschap dus belasten op de reserves die worden aangemerkt als zijnde vereffend naar aanleiding van die overbrenging.

Le même raisonnement peut être fait pour le fisc belge, puisque au moment de la liquidation, il y a taxation à l'impôt des sociétés.

À la question du *président, M. Didden*, de savoir si le régime fiscal de faveur visé à l'article 4, 1°, du projet de loi est également d'application aux professions libérales (l'orateur rappelle à cet égard que quelque 50 % des pharmaciens, par exemple, exercent leur activité dans le cadre d'une société), le *ministre* répond que la disposition visée concerne exclusivement le partage des avoirs d'une société à l'occasion de sa dissolution et non les plus-values de cessation d'activité réalisées dans le cadre d'une entreprise individuelle ou de l'exercice d'une profession libérale.

Dans ce dernier cas, la plus-value est taxée à l'impôt des personnes physiques, en principe à un taux de 33 % pour les plus-values réalisées sur les immobilisations incorporelles.

La personne qui exerce son activité de pharmacien au sein d'une société perçoit non plus des profits mais une rémunération de dirigeant d'entreprise.

Le ministre renvoie dans ce contexte à la question de Mme Cornet sur les rémunérations de dirigeants d'entreprises et l'application de l'article 32, CIR 1992 (Compte rendu analytique de la réunion de la commission des Finances et du Budget du 27 mai 1998, C582, pp. 4-5).

MM. Schoeters et Suykens déposent un amendement (n° 38, Doc. n° 1608/6) tendant à remplacer le mot « sociétés » par les mots « sociétés d'investissement » dans l'article 21, 2°, CIR 1992, proposé.

M. Schoeters indique que les amendements n°s 37 à 40 ont pour objet :

- de considérer explicitement comme des dividendes tant les boni de liquidation que l'excédent que présente le prix d'acquisition (de rachat) des actions propres des sociétés résidentes et non résidentes autres que les sociétés d'investissement (amendement n° 37 à l'article 3 du projet, voir ci-dessus);
- d'exclure les boni de liquidation et l'excédent que présente le prix d'acquisition (de rachat) des actions propres d'une société de l'énumération des revenus mobiliers non imposables à l'impôt des personnes physiques (amendement n° 38 au présent article);
- d'imposer le prélèvement d'un précompte mobilier sur ce type de dividendes distribués (amendement n° 40 visant à insérer un article 41bis dans le projet, modifiant l'article 264, CIR 1992, voir ci-dessous);
- de fixer la date d'entrée en vigueur de ces diverses mesures au 15 octobre 1998 (amendement n° 39 à l'article 67, voir ci-dessous).

Il ressort en effet des travaux préparatoires de la loi du 22 décembre 1989 portant des dispositions fiscales que telle était bien l'intention du législateur (cf. Doc. Sénat n°s 806/1 et 3-89/90 et Chambre n° 1026/5-89/90).

Aangezien de vennootschap op het ogenblik van de vereffening wordt aangeslagen in de vennootschapsbelasting, gaat die redenering ook op voor de Belgische fiscus.

Voorzitter Didden vraagt of de fiscale gunstregeling als bedoeld in artikel 4, 1°, van het wetsontwerp ook geldt voor de vrije beroepen; de spreker memoreert in dat verband dat zowat de helft van alle apothekers werkzaam zijn in het raam van een vennootschap. *De minister* antwoordt dat die bepaling uitsluitend betrekking heeft op de verdeling van de activa van een vennootschap naar aanleiding van de ontbinding ervan en dus niet slaat op de meerwaarden geboekt bij stopzetting van de activiteit in het raam van een individuele onderneming of van de uitoefening van een vrij beroep.

In dit laatste geval wordt de meerwaarde aangeslagen in de personenbelasting, in principe tegen het 33 %-tarief voor de meerwaarden gerealiseerd op de immateriële vaste activa.

Een apotheker die in een vennootschapsstructuur werkt, deelt niet in de winsten, maar wordt als bedrijfsleider bezoldigd.

De minister verwijst in dat verband naar de vraag van mevrouw Cornet over de bezoldigingen van bedrijfsleiders en over de toepassing van artikel 32, WIB 1992 (Beknopt verslag van de vergadering van de commissie voor de Financiën en de Begroting van 27 mei 1998, C582, blz. 4-5).

De heren Schoeters en Suykens dienen amendement n° 38 (Stuk n° 1608/6) in, dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 21, 2°, WIB 1992, de woorden « vennootschappen » te vervangen door het woord « beleggingsvennootschappen ».

De heer Schoeters legt uit dat de amendementen n°s 37 tot 40 ten doel hebben :

- zowel de liquidatieboni als het overschot opgeleverd door de aankoopprijs (terugkooprijs) van de eigen aandelen van de binnen- en buitenlandse vennootschappen (andere dan beleggingsvennootschappen) expliciet als dividend aan te merken (amendement n° 37 op artikel 3 van het ontwerp, cf. *supra*);
- de liquidatieboni en het overschot, opgeleverd door de aankoopprijs (terugkooprijs) van de eigen aandelen van een vennootschap, uit te sluiten van de opsomming van de roerende inkomsten waarvoor geen aanslag in de personenbelasting geldt (amendement n° 38 op artikel 4);
- dit soort van uitgekeerde dividend te onderwerpen aan de roerende voorheffing (amendement n° 40 om in het ontwerp een artikel 41bis tot wijziging van artikel 264, WIB 1992, in te voegen, cf. *infra*);
- de datum waarop die diverse maatregelen van kracht worden, vast te stellen op 15 oktober 1998 (amendement n° 39 op artikel 67, cf. *infra*).

Zoals blijkt uit de parlementaire werkzaamheden van de wet van 22 december 1989 houdende fiscale bepalingen was dit immers wel de bedoeling van de wetgever (zie Stuk Senaat n°s 806/1 en 3-89/90 en Stuk Kamer n° 1026/5-89/90).

Faisant suite à une controverse en la matière (basée notamment sur un arrêt de la Cour de cassation de 1956), la loi du 23 octobre 1991 transposant en droit belge la directive du Conseil des Communautés européennes du 23 juillet 1990 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales a modifié fondamentalement ce régime en exonérant ce type de revenu de tout précompte mobilier.

Selon l'orateur, cette décision était totalement incohérente : pourquoi imposer un précompte mobilier de 25 % lors de la répartition des réserves au cours de l'exploitation d'une société alors que la répartition des réserves (bénéfices accumulés) après la dissolution de la société (ou lors de l'acquisition d'actions ou parts propres par la société) n'est soumise à aucun prélèvement ?

L'article 4, 1°, du présent projet, qui modifie l'article 21, 2°, CIR 1992, confirme le principe de l'exonération en ajoutant les boni de liquidation à la liste des revenus mobiliers non imposables à l'impôt des personnes physiques.

M. Schoeters estime qu'une telle mesure est inappropriée alors que l'on s'accorde à dénoncer le niveau trop élevé des prélèvements sur les revenus du travail par rapport aux revenus du capital. Les présents amendements tendent à corriger cette anomalie et à rétablir une meilleure justice fiscale.

Enfin, le membre souligne que les boni de liquidation, de même que l'excédent que présente le prix d'acquisition (de rachat) des actions propres d'une société sont lourdement taxés dans les pays voisins.

Pour plus de détails, il renvoie à la justification de ses amendements (Doc. n° 1608/6, pp. 9-10).

M. Daems observe que l'introduction d'un précompte mobilier de 25 % sur les boni de liquidation entraînerait globalement une pression fiscale de plus de 75 % sur les revenus des sociétés, étant donné que les revenus visés ont déjà été imposés auparavant.

Il fait également remarquer que l'exonération des boni de liquidation est jusqu'ici la seule manière pour un indépendant qui exerce son activité dans le cadre d'une société d'arrondir quelque peu le montant dérisoire de sa pension.

M. Olaerts partage cette opinion et estime une telle mesure totalement inopportune. Il fournit la note suivante produite par la « *Beroepsvereniging voor Belastingconsulenten en Accountants* » (BBAV) :

« Conséquences de l'instauration d'un précompte mobilier sur les boni de liquidation »

a) La société ne peut plus être liquidée, même à l'âge de la retraite.

b) Entre 28,84 % et 42,23 % ont déjà été payés précédemment à titre d'impôt des sociétés. La pression fiscale effective est de ce fait déjà très importan-

Als gevolg van een desbetreffende controverse (met name op grond van een arrest uit 1956 van het Hof van Cassatie) heeft de wet van 23 oktober 1991 tot omzetting van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 23 juli 1990 betreffende de gemeenschappelijke fiscale regeling voor moedermaatschappijen en dochterondernemingen die regeling grondig gewijzigd door dergelijke inkomsten vrij te stellen van elke roerende voorheffing.

Volgens de spreker was die beslissing volkomen incoherent : waarom bij de verdeling van de reserves in de loop van de exploitatie van een vennootschap een roerende voorheffing van 25 % opleggen, terwijl geen heffing wordt toegepast bij verdeling van de reserves (gecumuleerde winsten) na ontbinding van de vennootschap (of wanneer de vennootschap haar eigen aandelen aankoopt) ?

Artikel 4, 1° van het ontwerp, dat artikel 21, 2°, WIB 1992, wil wijzigen, bevestigt het principe van de vrijstelling door de liquidatieboni op te nemen in de lijst van de roerende inkomsten waarvoor geen aanslag in de personenbelasting geldt.

De heer Schoeters vindt die maatregel niet gepast, nu zowat iedereen het afkeurt dat de inkomsten uit arbeid veel te zwaar worden belast in vergelijking met de inkomsten uit kapitaal. De voorliggende amendementen hebben tot doel die anomalie weg te werken en terug te keren naar meer fiscale billijkheid.

Tot slot beklemtoont het lid dat de buurlanden hoge belastingen heffen op liquidatieboni, alsook op het overschot verkregen door de aanschaffingswaarde (inkoopprijs) van de eigen aandelen van een vennootschap.

Voor meer details verwijst hij naar de verantwoording van zijn amendementen (Stuk n° 1608/6, blz. 9-10).

De heer Daems merkt op dat de invoering van een roerende voorheffing op de liquidatieboni ten belope van 25 % de algemene fiscale druk op de inkomsten van de vennootschappen tot ruim 75 % zal doen toenemen. De inkomsten die onder die regeling zouden vallen, werden immers vooraf al belast.

Tevens stipt hij aan dat in een vennootschap werkende zelfstandigen het tot dusver uitsluitend aan die vrijstelling van de liquidatieboni te danken hebben dat zij hun belachelijk lage pensioen enigszins kunnen aanvullen.

De heer Olaerts deelt die mening en vindt zulke maatregel volkomen ongepast. Hij presenteert de hiernavolgende nota van de Beroepsvereniging voor Belastingconsulenten en Accountants (BBAV) :

« Gevolgen bij de invoering van roerende voorheffing op liquidatieboni »

a) De vennootschap wordt onliquideerbaar, zelfs bij de pensioenleeftijd.

b) In het verleden werden reeds 28,84 % à 42,23 % vennootschapsbelasting betaald. De werkelijke belastingdruk is hierdoor reeds zeer hoog, ge-

te, puisque l'impôt sur le revenu a déjà été versé au Trésor depuis des années, alors que le contribuable n'a lui-même tiré aucun avantage direct de ce revenu déjà imposé mais réservé. De la sorte, la pression fiscale réelle passe, en cas d'application d'un taux d'intérêt fiscal de 9,60 % :

- de 28,84 % à 65,81 % pour les réserves de 10 ans;
- de 28,84 % à 164,59 % pour les réserves de 20 ans;
- de 40,17 % à 91,66 % pour les réserves de 10 ans;
- de 40,17 % à 229,25 % pour les réserves de 20 ans

[voir le tableau ci-dessous : « pression fiscale effective en matière d'impôt des sociétés »].

c) Un impôt des sociétés supplémentaire de 40,17 % doit encore être payé en raison des plus-values réalisées lors de la liquidation.

d) La perception d'un précompte mobilier de 25 % — assez bizarrement, ces boni ne sont pas et n'ont jamais été des dividendes — revient à taxer la somme des réserves déjà taxées antérieurement (cf. b) ainsi que les plus-values (cf. c).

Exemple :

- réserves déjà taxées : 10 000 000 de francs
- pression fiscale moyenne : 35,00 %
- pression fiscale normale : 40,17 %
- plus-value de cessation : 3 000 000 de francs
- 1. Impôt déjà payé : 35 %
 $10\,000\,000 \times 100/65 = 15\,384\,615 \times 35 \% = 5\,384\,615$ francs.
- 2. Perte d'intérêts sur 1 (p.m.)
- 3. Impôt sur la plus-value de cessation : 40,17 %, soit : 1 205 100 de francs.
- 4. Précompte mobilier sur (10 000 000 + 3 000 000 =) 13 000 000 x 25 % = 3 250 000 francs.
- 5. Majoration pour insuffisance de versement anticipé sur 1 et 3 (p.m.)

Total : 9 839 715 francs

- payé précédemment : 5 384 615 francs
- payé à la liquidation : 4 455 100 francs

Pression fiscale : $9\,839\,715 / 13\,000\,000 = 75,69 \%$, auxquels il faut ajouter les intérêts non perçus sur 1.

zien de belasting op het inkomen al jaren aan de Schatkist werd gestort terwijl de belastingplichtige zelf geen enkel rechtstreeks nut had van dit reeds belaste maar gereserveerde inkomen. Zo bedraagt de reële belastingdruk, indien de fiscale rentevoet van 9,60 % wordt gehanteerd :

- 65,81 % (in plaats van 28,84 %) voor reserves van 10 jaar;
- 164,59 % (in plaats van 28,84 %) voor reserves van 20 jaar;
- 91,66 % (in plaats van 40,17 %) voor reserves van 10 jaar;
- 229,25 % (in plaats van 40,17 %) voor reserves van 20 jaar

[zie tabel onderaan : « werkelijke belastingdruk vennootschapsbelasting »].

c) Er moet nog eens extra 40,17 % vennootschapsbelasting worden betaald wegens de meerwaarden bij liquidatie.

d) De taxatie met 25 % roerende voorheffing — eigenaardig genoeg zijn en waren deze boni nooit dividend — leidt tot een belasting over de som van de reeds vroeger belaste reserves (cf. b) alsmede over de meerwaarden (cf. c).

Voorbeeld :

- reeds belaste reserves : 10 000 000 frank
- gemiddelde belastingdruk : 35,00 %
- normale belastingdruk : 40,17 %
- meerwaarde bij stopzetting : 3 000 000 frank
- 1. Reeds betaalde belasting : 35 %
 $10\,000\,000 \times 100/65 = 15\,384\,615 \times 35 \% = 5\,384\,615$ frank.
- 2. Renteverlies op 1 (p.m.)
- 3. Belasting op de stopzettingsmeerwaarde : 40,17 %, of 1 205 100 frank.
- 4. Roerende voorheffing op (10 000 000 + 3 000 000) 13 000 000 x 25 % = 3 250 000 frank.
- 5. Verhoging onvoldoende voorafbetaling op 1 en 3 (p.m.)

Totaal : 9 839 715 frank

- betaald in het verleden : 5 384 615 frank
- betaald bij de liquidatie : 4 455 100 frank

Belastingdruk : $9\,839\,715 / 13\,000\,000 = 75,69 \%$ te verhogen met de gederfde rente op 1.

Pression fiscale effective en matière d'impôt des sociétés

Werkelijke belastingdruk vennootschapsbelasting

Taux d'intérêt 9,60 — <i>Rentevoet 9,60</i>	Taux réduits — <i>Verlaagde tarieven</i>			Taux normal (*) — <i>Normaal tarief (*)</i>
	28,84 %	37,08 %	42,23 %	40,17 %
Année — <i>Jaar</i>	0-1 million de francs — <i>0-1 miljoen frank</i>	1-3,6 millions de francs — <i>1-3,6 miljoen frank</i>	3,6-13 millions de francs — <i>3,6-13 miljoen frank</i>	> 13 millions de francs — <i>> 13 miljoen frank</i>
1	28,84	37,08	42,23	40,17
2	31,61	40,64	46,28	44,03
3	34,64	44,54	50,73	48,25
4	37,97	48,82	55,60	52,89
5	41,61	53,50	60,93	57,96
6	45,61	58,64	68,78	63,63
7	49,99	64,27	73,20	69,62
8	54,79	70,44	80,22	76,31
9	60,05	77,20	87,92	83,63
10	65,81	84,61	96,36	91,66
11	72,13	92,74	105,62	100,46
12	79,05	101,64	115,75	110,11
13	86,64	111,40	126,87	120,68
14	94,96	122,09	139,05	132,26
15	104,07	133,81	152,39	144,96
16	114,07	146,66	167,02	158,88
17	125,02	160,73	183,06	175,13
18	137,02	176,16	200,63	190,85
19	150,17	193,08	219,89	209,17
20	164,59	211,61	241,00	229,25
21	180,39	231,93	264,14	251,25
22	197,70	254,19	289,50	275,37
23	216,68	278,59	317,29	301,81
24	237,49	305,34	347,75	330,78
25	260,28	334,65	381,13	362,54

(*) y compris la cotisation complémentaire de crise de 3 %

(*) Inclusief aanvullende crisisbijdrage van 3 %.

Après avoir longuement étudié la question, *M. Pieters* énumère plusieurs arguments en faveur du maintien du régime fiscal actuel :

— les boni de liquidation ou l'excédent que présente le prix d'acquisition (de rachat) des actions ou parts propres d'une société ne peuvent être considérés comme des revenus mobiliers mais plutôt comme des plus-values;

— l'exonération des boni de liquidation par la loi du 23 octobre 1991 était à l'époque censée compenser la suppression du taux réduit sur les plus-values réalisées;

— les amendements de MM. Schoeters et Suykens prévoient une exception pour les sociétés d'investissement (SICAV, ...) si bien que ce seront principalement les indépendants exerçant leur activité dans le cadre d'une société qui seront soumis au précompte mobilier.

Na een grondige analyse van het vraagstuk, geeft *de heer Pieters* verscheidene argumenten voor het behoud van de huidige fiscale regeling :

— de liquidatieboni en het overschot verkregen door de aanschaffingswaarde (inkoopprijs) van de eigen aandelen van een vennootschap, kunnen niet als roerende inkomsten worden beschouwd, maar wel als meerwaarden;

— de vrijstelling van de liquidatieboni op grond van de wet van 23 oktober 1991 werd destijds gezien als een compensatie voor de afschaffing van de lagere heffing op de gerealiseerde meerwaarde;

— de amendementen van de heren Schoeters en Suykens voorzien in een uitzondering voor de beleggingsvennootschappen (BEVEK, ...), met als gevolg dat de roerende voorheffing voornamelijk op kosten zal komen van de in een vennootschap werkende zelfstandigen.

Au vu de ces arguments, l'orateur estime que cette problématique ne peut être réglée par la voie d'amendements au présent projet de loi. Il plaide pour l'organisation au sein de la commission d'un débat d'ensemble en la matière.

Tout comme *M. Schoeters*, *M. Tavernier* se demande s'il ne serait dès lors pas préférable de supprimer l'article 4, 1°, du projet en attendant les résultats de cette discussion. Avant de se prononcer définitivement sur le présent projet de loi, l'orateur souhaiterait obtenir de la part du gouvernement une note technique détaillée sur les différents aspects de la question (régime fiscal appliqué aux divers types de boni de liquidation), ainsi qu'une comparaison de notre régime fiscal avec celui appliqué dans les pays voisins.

Quant aux chiffres avancés par *M. Daems*, *M. Tavernier* évalue la pression fiscale à quelque 55 % (impôt des sociétés de 40 % sur les bénéfices + 25 % de précompte mobilier en cas de liquidation sur les 60 % de bénéfices restants).

Le ministre souscrit aux arguments développés par *M. Pieters* et demande le maintien de la disposition proposée.

Selon lui, les amendements de *MM. Schoeters* et *Suykens* sont inapplicables d'un point de vue technique. Il y a en effet lieu d'opérer une nette distinction entre, d'une part, la situation de la société qui est liquidée ou dont les actions ou parts sont rachetées et, d'autre part, la situation de l'actionnaire dont la société est mise en liquidation ou dont les actions ou parts sont rachetées.

Comme la législation de nombreux autres pays, la loi du 22 décembre 1989 a considéré le partage de la société comme une distribution de réserves, ce qui est exact d'un point de vue économique (mais non d'un point de vue strictement juridique) : il ne s'agit en effet pas de la distribution d'un résultat d'exploitation mais de l'attribution des réserves accumulées par la société depuis sa constitution. De plus, les biens qui ont servi à l'exploitation de la société sont réalisés et les plus-values sont payées aux actionnaires.

En ce qui concerne la situation de l'actionnaire de la société, les arguments développés par *M. Pieters* sont exacts; il n'y a pas de différence financière pour lui entre :

- une société dissoute dont on partage l'avoir de la société entre les actionnaires;
- une société dont les actions ou parts sont rachetées;
- une société qui procède au partage partiel de son avoir social : c'est le cas d'une société de personnes où l'un des associés se retire ou d'une société dont un des actionnaires vend ses titres à une tierce personne.

Les amendements proposés ne donneront aucun résultat tangible : si l'on décide de prélever un précompte mobilier « libératoire » sur les plus-values

In het licht van die argumenten vindt de spreker dat dit knelpunt niet via amendementen kan worden opgelost. Hij is er voorstander van dat de commissie terzake een algemeen debat organiseert.

Net als *de heer Schoeters*, vraagt ook *de heer Tavernier* zich af of artikel 4, 1°, van het ontwerp, in afwachting van de uitkomst van dat debat, dan ook niet beter wordt weggelaten. De spreker vraagt aan de regering een gedetailleerde technische nota over de verschillende aspecten van deze kwestie (welk belastingstelsel voor de verschillende soorten liquidatieboni ?), alsook een nota waarin ons belastingstelsel met dat van onze buurlanden wordt vergeleken. Pas daarna wil hij over dit wetsontwerp een definitief oordeel vellen.

Anders dan de heer *Daems*, verwacht de heer *Tavernier* een belastingdruk van 55 % (vennootschapsbelasting van 40 % op de winst plus, in geval van liquidatie, 25 % roerende voorheffing op de resterende 60 % van de winst).

De minister is het eens met de door de heer *Pieters* aangehaalde argumenten en pleit voor de handhaving van de voorgestelde bepaling.

Volgens hem zijn de amendementen van de heren *Schoeters* en *Suykens* technisch ontoepasbaar. Er bestaat immers een duidelijk onderscheid, naargelang men de situatie bekijkt vanuit het standpunt van een vennootschap die in vereffening gaat of waarvan de aandelen worden ingekocht, dan wel vanuit het standpunt van een aandeelhouder van wie de vennootschap in vereffening gaat of wiens aandelen werden ingekocht.

Net als in de wetgeving van talrijke andere landen, geldt de verdeling van de vennootschap ook in de wet van 22 december 1989 als een uitkering van reserves, wat economisch gezien klopt (maar strikt juridisch gezien dan weer niet) : het betreft hier immers geen uitkering van een bedrijfsresultaat, maar de toewijzing van de door de vennootschap sinds haar oprichting geaccumuleerde reserves. De voor de exploitatie van het bedrijf aangewende goederen werden bovendien benut en de meerwaarden aan de aandeelhouders uitbetaald.

Wat de situatie van de aandeelhouders van de vennootschap betreft, heeft de heer *Pieters* correcte argumenten aangehaald; volgens hem is er financieel geen verschil tussen :

- een ontbonden vennootschap waarvan het vermogen onder de aandeelhouders wordt verdeeld;
- een vennootschap waarvan de aandelen werden ingekocht;
- een vennootschap waarvan het maatschappelijk vermogen gedeeltelijk wordt verdeeld: denken we hierbij aan een personenvennootschap waaruit een van de vennoten zich terugtrekt of aan een vennootschap waarvan één aandeelhouder zijn aandelen aan een derde verkoopt.

De voorgestelde amendementen zullen geen tastbare resultaten opleveren : zo men tot een « bevrijdende » roerende voorheffing op de gerealiseerde

réalisées, il est probable que l'ancien actionnaire s'empressera de vendre ses titres à un tiers avant le paiement du bonus.

Concernant l'amendement n° 40 de MM. Schoeters et Suykens (visant à modifier l'article 264, 2°, CIR 1992, en vue d'instaurer le prélèvement d'un précompte mobilier sur les boni de liquidation), le ministre fait remarquer que le précompte mobilier sera imputable au niveau de l'actionnaire dans les cas les plus fréquents où l'actionnaire final se révèle être une société. Ainsi, le précompte sera simplement un à valoir sur l'impôt des sociétés, ce qui devrait par ailleurs permettre à la société de réduire le montant de ses versements anticipés.

L'amendement n° 39 des mêmes auteurs, qui complète l'article 67 du projet, prévoit que les articles 3, 1° et 4, 1°, du projet, tels que modifiés, seront applicables aux revenus attribués ou payés à partir du 15 octobre 1998. Selon le ministre, une telle disposition peut être très dangereuse car elle n'opère aucune distinction selon la date de dissolution de la société, si bien que l'on risque d'imposer un précompte mobilier à des sociétés dissoutes depuis plusieurs années et qui sont encore soumises à l'ancien régime de la cotisation de liquidation (applicable pour les dissolutions gérées avant le 1^{er} janvier 1990). On instaure ainsi une forme de double taxation, en appliquant à la fois l'ancien et le nouveau régime fiscal.

Les amendements de MM. Schoeters et Suykens entraînent une rétroactivité qui revient à considérer la situation à partir de la constitution de la société, ce qui pourrait entraîner, dans certains cas, le prélèvement d'un précompte mobilier sur une plus-value réalisée par un actionnaire qui s'est retiré depuis longtemps de la société visée.

Enfin, le ministre fait observer que l'article 21, 2°, CIR 1992, tel que modifié par l'article 4, 1°, du projet, précise uniquement que les boni de liquidation ne sont pas des revenus imposables. Il n'indique, par contre, pas qu'il s'agit de revenus exonérés. De plus, pour pouvoir instaurer le prélèvement « définitif » ou « libératoire » d'un précompte mobilier, l'amendement n° 37 de MM. Schoeters et Suykens doit compléter l'article 18, alinéa 1^{er}, 1°, CIR 1992 pour déterminer le montant taxable des boni de liquidation ou de l'excédent que présente le prix d'acquisition (de rachat) des actions ou parts propres à considérer, par assimilation, comme un revenu mobilier, à l'instar de l'article 202, § 1^{er}, 2°, CIR 1992, qui définit ce montant comme étant « l'excédent que présentent les sommes obtenues ou la valeur des éléments reçus, sur la valeur d'investissement ou de revient des actions ou parts acquises, remboursées ou échangées par la société qui les avait émises (...) ».

meerwaarden besluit, zal de ex-aandeelhouders zijn aandelen wellicht snel aan een derde verkopen, vóór de bonus moet worden betaald.

In verband met amendement n° 40 van de heren Schoeters en Suykens (tot wijziging van artikel 264, 2°, WIB 1992, teneinde de inhouding van een roerende voorheffing op de liquidatie-boni in te voeren), merkt de minister op dat de roerende voorheffing zal worden opgelegd aan de aandeelhouders, in de meest voorkomende gevallen waarin de eindaandeelhouder een vennootschap blijkt te zijn. Aldus zal de voorheffing gewoon op de vennootschapsbelasting kunnen worden geheven, wat de vennootschap dan weer in staat zou moeten stellen minder voorafbetalingen te verrichten.

Amendement n° 39 van dezelfde indieners dat een aanvulling vormt op artikel 67 van het ontwerp bepaalt dat de artikelen 3, 1°, en 4, 1°, van het ontwerp, zoals zij werden gewijzigd, ook toepasbaar zullen zijn op de vanaf 15 oktober 1998 toegekende of betaalde inkomsten. Een dergelijke bepaling kan volgens de minister zeer gevaarlijke gevolgen hebben, want van enig onderscheid op grond van de datum van ontbinding van de vennootschap is geen sprake. Daardoor dreigt men een roerende voorheffing op te leggen aan vennootschappen die al jarenlang ontbonden zijn en die nog onder het oude stelsel van de vereffeningsaanslag vallen (van toepassing voor de ontbindingen verricht vóór 1 januari 1990). Op die manier roept men een dubbele belastingheffing in het leven, aangezien men tegelijkertijd de oude en de nieuwe belastingregeling toepast.

De amendementen van de heren Schoeters en Suykens werken zo ver terug dat de toestand bij de oprichting van de vennootschap in aanmerking wordt genomen. In bepaalde gevallen kan dat leiden tot een roerende voorheffing op meerwaarden die werden gerealiseerd door een aandeelhouder die zich reeds lang uit de betrokken vennootschap heeft teruggetrokken.

Tot slot merkt de minister op dat artikel 21, 2°, WIB 1992, zoals gewijzigd bij artikel 4, 1°, van het ontwerp, alleen preciseert dat de liquidatieboni geen belastbare inkomsten zijn. Nergens staat daarentegen te lezen dat het om vrijgestelde inkomsten gaat. Willen de heren Schoeters en Suykens bovendien, via amendement n° 37, een « definitieve » of « bevrijdende » roerende voorheffing invoeren, dan moeten zij in een aanvulling van artikel 18, eerste lid, 1°, WIB 1992, voorzien, zodat het mogelijk wordt het belastbaar bedrag te bepalen van de liquidatieboni of van het overschot verkregen door de aanschaffingswaarde (inkoopprijs) van de eigen aandelen die, via assimilatie, worden aangemerkt als roerende inkomsten, naar het voorbeeld van artikel 202, § 1, 2°, WIB 1992, dat daarvan de volgende definitie geeft : « het positieve verschil tussen de verkregen sommen of de waarde van de ontvangen bestanddelen en de aanschaffings- of beleggingsprijs van de aandelen die worden verkregen, terugbetaald of geruild door de vennootschap die ze had uitgegeven (...) ».

Le président, M. Didden, indique que, contrairement à ce qu'affirment plusieurs articles parus dans le *Financieel Economische Tijd* des 15 et 20 octobre 1998, M. Leterme et lui-même ont décidé de ne pas introduire d'amendements en la matière, et ce notamment en raison des arguments développés par M. Pieters. L'intervenant estime lui aussi préférable d'examiner cette problématique dans le cadre plus général du régime fiscal appliqué aux plus-values.

M. Didden souhaiterait néanmoins connaître le montant précis des boni de liquidation exonérés de précompte mobilier. Il rappelle que la situation actuelle peut donner lieu à des abus, dans la mesure où des sociétés saines transfèrent leur siège social en Belgique pour échapper à l'impôt perçu sur le capital dans leur pays d'origine. Une fois leur siège établi dans notre pays, ces sociétés sont mises en liquidation de manière à pouvoir distribuer leurs réserves sans devoir acquitter le moindre impôt de liquidation.

Il n'entre pas dans les intentions de l'orateur d'imposer les sociétés de manière telle que toute forme d'entreprise privée soit découragée (cf. les chiffres avancés par la BBAV). Il n'en demeure pas moins indispensable de mettre fin aux tentatives d'évasion fiscale susmentionnées. Ces abus doivent être sanctionnés, notamment sur la base des dispositions visées à l'article 344, CIR 1992.

Le ministre indique que son administration ne dispose pas de statistiques détaillées en la matière, étant donné que dans les trois situations visées ci-dessous aucune déclaration fiscale spéciale ne doit être remplie. Il s'agit :

- de la liquidation/dissolution d'une société;
- de la liquidation partielle d'une société de personnes (société en commandite simple, ...);
- du rachat d'actions par une société anonyme ou une SPRL; des abus ont surtout été constatés à ce niveau : certaines sociétés rachètent en effet des actions sans disposer des réserves disponibles.

Dans ces trois cas, le droit fiscal se conforme aux règles fixées par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le ministre estime par ailleurs que le régime de taxation des boni de liquidation dans le chef des actionnaires doit être examiné dans le cadre d'une coordination de la législation fiscale sur le plan européen. Notre législation présente en effet certaines différences par rapport à la législation néerlandaise, notamment en ce qui concerne le régime fiscal appliqué aux participations importantes à l'impôt des personnes physiques. Le problème soulevé ci-dessus se situe en effet principalement au niveau des revenus perçus par des personnes physiques à la suite de la liquidation d'une société étrangère qui a déplacé

Voorzitter Didden stipt aan dat de heer Leterme en hij terzake geen amendementen zullen indienen, in tegenstelling tot wat de *Financieel Economische Tijd* in artikels van 15 en 20 oktober 1998 beweerde. Aan de basis van hun beslissing liggen de argumenten die de heer Pieters heeft aangevoerd. Voorts vindt ook deze spreker dat dit vraagstuk beter aan bod zou komen in het licht van de ruimere bespreking over het op de meerwaarden toegepaste belastingstelsel.

De heer Didden wenst niettemin het juiste bedrag te kennen van de liquidatieboni die vrijgesteld zijn van roerende voorheffing. Hij herinnert eraan dat de huidige situatie aanleiding kan geven tot misbruiken omdat gezonde ondernemingen hun zetel naar België verplaatsen om te ontsnappen aan de belasting die in hun land van oorsprong wordt geheven op het kapitaal. Als hun zetel eenmaal in België is gevestigd, worden die vennootschappen in vereffening gesteld om hun reserves te kunnen uitkeren zonder dat ze enige liquidatiebelasting moeten betalen.

Het is niet de bedoeling van de spreker de vennootschappen dermate te belasten dat elke vorm van particulier ondernemen wordt ontmoedigd (zie de cijfers van de BBAV). Het blijft echter noodzakelijk een einde te maken aan de voormelde pogingen tot belastingontduiking. Die misbruiken moeten worden bestraft, onder meer op grond van de bepalingen van artikel 344, WIB 1992.

De minister wijst erop dat zijn diensten terzake niet over gedetailleerde statistieken beschikken omdat in de drie hieronder bedoelde situaties geen bijzondere belastingaangifte moet worden ingevuld. Het betreft :

- de vereffening/ontbinding van een vennootschap;
- de gedeeltelijke vereffening van een personenvennootschap (commanditaire vennootschap, ...);
- de inkoop van aandelen door een naamloze vennootschap of een BVBA; er zijn vooral op dat niveau misbruiken vastgesteld : sommige vennootschappen kopen immers aandelen in zonder over de nodige reserves te beschikken.

In die drie gevallen is het fiscaal recht in overeenstemming met de regels die zijn vastgesteld door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

De minister is voorts van oordeel dat het stelsel van de belasting op de liquidatieboni voor de aandeelhouders moet worden onderzocht in het kader van een coördinatie van de fiscale wetgeving op Europees vlak. Er bestaan immers een aantal verschillen tussen onze wetgeving en de Nederlandse, onder meer in verband met het belastingstelsel dat in de personenbelasting wordt toegepast op de aanmerkelijke deelnemingen. Het hierboven aangesneden probleem heeft namelijk hoofdzakelijk betrekking op de inkomsten die worden ontvangen door natuurlijke personen als gevolg van de vereffening van een bui-

volontairement son siège social dans notre pays afin de pouvoir réaliser cette opération hors impôt.

M. Daems estime inopportun de modifier notre législation dans le cadre du présent projet de loi. Une telle modification pénaliserait en effet les entreprises belges pour la seule raison qu'un certain nombre (probablement assez limité) d'entreprises étrangères s'établissent dans notre pays afin de bénéficier — de manière d'ailleurs tout à fait légale — d'un avantage fiscal.

L'intervenant déclare toutefois être prêt lui aussi à envisager l'organisation d'un débat au sein de la commission sur l'ensemble de cette problématique.

M. Schoeters répète que, selon lui, notre législation fiscale ne doit pas favoriser la répartition des réserves après la dissolution de la société (aucun précompte mobilier) par rapport à la répartition de réserves (bénéfices distribués après imposition) en cours d'exploitation de la société (précompte mobilier de 25 %).

Le ministre indique qu'un dividende revêt en principe un caractère périodique. Pour autant qu'elle se conforme aux dispositions légales en la matière, l'assemblée générale d'une société peut décider de distribuer une part des bénéfices même antérieurement réservés, sous la forme de dividendes. Elle en fixe le montant, qui correspond exactement au revenu perçu par l'actionnaire.

Par contre, lors de la liquidation d'une société, ce n'est plus la situation bénéficiaire de la société qui est prise en compte, mais il est procédé à la répartition de l'ensemble des réserves entre les actionnaires. Or, si l'on peut connaître le montant du revenu distribué par la société avec exactitude (il s'agit en effet du montant dépassant le capital souscrit et libéré qui reste à rembourser), il est beaucoup plus difficile de déterminer le montant de la plus-value réalisée par l'actionnaire. En effet, celui-ci peut parfaitement avoir acquis des actions en cours d'existence de la société si bien que le montant de la « plus-value » peut être moindre que le montant distribué par la société au titre de bonus de liquidation.

En outre, d'un point de vue juridique, il y a lieu de noter que le bonus de liquidation est normalement attribué au nu-propriétaire. Or, il faut être plein propriétaire ou usufruitier, c'est-à-dire disposer de la propriété utile, pour pouvoir toucher un revenu mobilier (dividende). Le bonus de liquidation est au regard du droit civil considéré comme le remboursement du capital investi dans une société et non comme le paiement d'un revenu.

M. Schoeters répète que le régime fiscal actuel donne lieu à des abus. Une société peut décider d'accumuler ses bénéfices sous forme de réserves pendant plusieurs années avant de procéder à sa liquida-

tenlandse vennootschap die willens haar zetel heeft overgeplaatst naar ons land om die transactie zonder belasting te kunnen verwezenlijken.

Volgens *de heer Daems* is het niet gepast onze wetgeving te wijzigen in het kader van het onderhavige wetsontwerp. Een dergelijke wijziging zou immers de Belgische ondernemingen benadelen omdat een (waarschijnlijk vrij beperkt) aantal buitenlandse bedrijven zich in ons land vestigen om — op een overigens volkomen wettelijke manier — een belastingvoordeel te kunnen genieten.

De spreker verklaart echter dat ook hij bereid is te overwegen dat die problematiek wordt besproken in de commissie.

De heer Schoeters herhaalt dat onze wetgeving de verdeling van de reserves na de ontbinding van de vennootschap (geen roerende voorheffing) zijns inziens niet moet bevoordelen ten opzichte van de verdeling van de reserves (winst die wordt uitgekeerd na belasting) tijdens de exploitatie van de vennootschap (25 % roerende voorheffing).

De minister stipt aan dat een dividend in principe een periodiek karakter heeft. Voor zover ze zich schikt naar de wettelijke bepalingen terzake kan de algemene vergadering van een vennootschap beslissen een gedeelte van de, zelfs voordien gereserveerde, winst uit te keren in de vorm van dividend. Ze stelt het bedrag ervan vast, dat precies overeenstemt met het inkomen van de aandeelhouder.

Bij de vereffening van een vennootschap wordt daarentegen geen rekening meer gehouden met de winstgevendende situatie van de vennootschap, maar worden alle reserves verdeeld onder de aandeelhouders. Het is weliswaar mogelijk nauwkeurig het bedrag van het inkomen te kennen dat door de vennootschap wordt uitgekeerd (het gaat immers om het bedrag boven het geplaatst en volgestort kapitaal dat nog moet worden terugbetaald), maar het is veel moeilijker het bedrag van de door de aandeelhouder gerealiseerde meerwaarde te bepalen. De aandeelhouder kan immers aandelen hebben gekocht tijdens het bestaan van de vennootschap, met als gevolg dat het bedrag van de « meerwaarde » lager kan zijn dan het door de vennootschap als liquidatiebonus uitgekeerde bedrag.

Uit een juridisch oogpunt moet bovendien worden opgemerkt dat de liquidatiebonus normaal wordt toegekend aan de blote eigenaar. Om een roerend inkomen (dividend) te kunnen ontvangen, moet men echter volle eigenaar of vruchtgebruiker zijn, dat wil zeggen dat men moet beschikken over de nuttige eigendom. Burgerrechtelijk wordt de liquidatiebonus beschouwd als de terugbetaling van het in een vennootschap belegde kapitaal en niet als de betaling van een inkomen.

De heer Schoeters herhaalt dat het huidig belastingstelsel aanleiding geeft tot misbruiken. Een vennootschap kan beslissen gedurende verscheidene jaren haar winsten te cumuleren in de vorm van

tion et de répartir ces réserves entre les actionnaires sans que la plus-value ainsi réalisée ne soit taxée.

Le ministre fait observer qu'une telle opération n'est pas nécessairement « rentable ». Une société mise en liquidation ne peut en principe pas poursuivre son exploitation. En outre, la liquidation entraîne des coûts et les actifs sont réalisés à une valeur moindre que celle qui serait la leur en cas de poursuite des activités. Enfin, il faut trouver un acquéreur pour le fonds de commerce et les actifs de la société.

M. Schoeters rétorque que ce procédé peut être utilisé par une personne décidée à mettre fin à ses activités dans un avenir proche.

Dans ce cas, *le ministre* indique qu'il est préférable que la personne concernée vende ses actions, la plus-value qu'elle en retire n'étant pas (non plus) taxée.

Suite à cette discussion, *MM. Schoeters et Suykens* retirent leurs amendements n^{os} 37 à 40 à condition que la commission organise un débat approfondi sur la question.

Concernant l'article 4, 2^o, du projet de loi, *M. Leterme* constate que conformément à l'article 21, 5^o, 1^{er} tiret, CIR 1992, les dépôts d'épargne doivent « répondre aux critères définis par le Roi sur avis de la Commission bancaire et financière en application de l'arrêté royal n^o 185 du 9 juillet 1935 » pour pouvoir être considérés comme revenus non imposables.

Suite à la suppression de la référence à l'arrêté royal n^o 185, l'avis de la Commission bancaire et financière sera-t-il encore requis ? Si oui, sur la base de quelle disposition légale ?

Le ministre indique que la suppression de cette référence a pour conséquence que dorénavant seules les dispositions de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit seront d'application.

Quant à la remarque formulée par l'orateur précédent, le ministre effectuera les vérifications nécessaires et apportera, s'il échet, les modifications législatives requises dans le cadre du deuxième projet de loi relatif à l'euro, qui sera déposé au Parlement au plus tard début 1999.

*
* *

L'amendement n^o 3 de *M. Leterme* est adopté à l'unanimité.

L'article 4, ainsi modifié, est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

reserves alvorens de vennootschap te vereffenen en die reserves te verdelen onder de aandeelhouders zonder dat de aldus verwezenlijkte meerwaarde wordt belast.

De minister merkt op dat een dergelijke transactie niet noodzakelijk « rendabel » is. Een in vereffening gestelde vennootschap kan in principe haar exploitatie voortzetten. Bovendien brengt de vereffening kosten mee en de activa worden te gelde gemaakt tegen een lagere waarde dan die welke ze zouden hebben mochten de activiteiten worden voortgezet. Ten slotte moet een koper worden gevonden voor de handelszaak en de activa van de vennootschap.

De heer Schoeters werpt tegen dat een persoon die beslist heeft binnenkort een einde te maken aan zijn activiteiten gebruik kan maken van die techniek.

Volgens *de minister* verdient het in dat geval de voorkeur dat de betrokken persoon zijn aandelen verkoopt aangezien de aldus verwezenlijkte meerwaarde (ook) niet wordt belast.

Als gevolg van die bespreking trekken *de heren Schoeters en Suykens* hun amendementen n^{rs} 37 tot 40 in op voorwaarde dat de commissie aan die kwestie een grondig debat wijdt.

Wat artikel 4, 2^o, van het wetsontwerp betreft, stelt *de heer Leterme* vast dat overeenkomstig artikel 21, 5^o, eerste gedachtestreepje, WIB 1992, de spaardeposito's « moeten voldoen aan de vereisten die de Koning stelt op advies van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen met toepassing van het koninklijk besluit n^o 185 van 9 juli 1935 » om als niet-belastbare inkomsten te kunnen worden aangemerkt.

Zal als gevolg van de weglating van de verwijzing naar het koninklijk besluit n^o 185 het advies van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen nog vereist zijn ? Zo ja, op grond van welke wettelijke bepaling ?

De minister verklaart dat de weglating van die verwijzing tot gevolg heeft dat voortaan alleen de bepalingen van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen van toepassing zullen zijn.

In verband met de opmerking van de vorige spreker zal de minister de nodige onderzoeken doen en in voorkomend geval de vereiste wetswijzigingen aanbrengen in het kader van het tweede wetsontwerp betreffende de euro dat uiterlijk begin 1999 bij het parlement zal worden ingediend.

*
* *

Amendement n^o 3 van de heer *Leterme* wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 4 wordt aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 5 (et 67, § 4)

Le ministre déclare que toute personne morale constitue, pour l'application des impôts sur les revenus, un contribuable assujéti suivant le cas à l'impôt des sociétés ou à l'impôt des personnes morales.

La loi du 30 juin 1994 modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives à la copropriété a accordé aux associations de copropriétaires la personnalité juridique à compter du 1^{er} août 1995. En principe, une formule de déclaration devrait donc être adressée à chaque gérant ou syndic d'une copropriété régie par un acte de base. Un tel formalisme est toutefois sans intérêt fiscal à défaut de matière imposable (ce qui doit être taxé, l'est déjà au niveau des copropriétaires et du gérant ou syndic de l'immeuble).

La modification proposée à l'article 29, CIR 1992, tend à assurer la transparence fiscale de l'association de copropriétaires nonobstant la personnalité juridique qui leur est reconnue par la loi précitée.

Ceci concerne un nombre indéterminable de copropriétés à défaut de statistiques disponibles à ce sujet. L'administration évalue leur nombre entre 50 000 et 300 000.

À la question de *M. Olaerts* de savoir pourquoi cette mesure entre en vigueur à partir du 1^{er} août 1995 (article 67, § 4, du projet), *le ministre* répond que cette date correspond à la date d'entrée en vigueur de la loi du 30 juin 1994, qui confère aux associations de copropriétaires la personnalité juridique à partir de cette date.

L'acquisition de la personnalité juridique en cours d'année poserait en plus problème pour l'envoi de la déclaration fiscale et l'obligation subséquente pour le contribuable de la remplir et de la déposer.

*
* *

L'article 5 est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Art. 6 (et 67, § 5)

Le ministre précise que l'article 45, CIR 1992, modifié par la présente disposition, concerne le traitement fiscal des plus-values constatées sur les actions ou parts d'une société qui sont obtenues par un actionnaire en échange des actions anciennes qu'il détient lorsque la société dont il est actionnaire, est partie (disparaît suite) à une opération de fusion ou de scission.

Art. 5 (en 67, § 4)

De minister deelt dat voor de toepassing van de inkomstenbelasting elke rechtspersoon een belastingplichtige is die naargelang het geval onderworpen is aan de vennootschapsbelasting of aan de rechtspersonenbelasting.

Ingevolge de wet van 30 juni 1994 tot wijziging en aanvulling van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende de medeëigendom is sinds 1 augustus 1995 rechtspersoonlijkheid verleend aan de verenigingen van medeëigenaars. In principe zou dus aan elke zaakvoerder of administrateur van een door een akte van splitsing administrateur medeëigendom een aangifteformulier moeten worden overgezonden. Een dergelijk formalisme is echter zonder fiscaal belang bij gebrek aan belastingobject (wat moet worden belast, is dat reeds op het niveau van de medeëigenaars en van de zaakvoerder of administrateur van het gebouw).

De voorgestelde wijziging van artikel 29, WIB 1992, strekt ertoe te zorgen voor fiscale doorzichtigheid van de vereniging van medeëigenaars, ondanks de hun door de voormelde wet verleende rechtspersoonlijkheid.

Dat heeft betrekking op een bij gebrek aan terzake beschikbare statistieken niet nader te bepalen aantal medeëigendommen, dat door de administratie wordt geschat tussen 50 000 en 300 000.

Op de vraag van *de heer Olaerts* waarom die maatregel van kracht is vanaf 1 augustus 1995 (artikel 67, § 4, van het ontwerp) antwoordt *de minister* dat die datum overeenstemt met die van de inwerkingtreding van de wet van 30 juni 1994, die rechtspersoonlijkheid verleent aan de verenigingen van medeëigenaars.

Het verkrijgen van de rechtspersoonlijkheid in de loop van het jaar zou bovendien een probleem doen rijzen voor de verzending van de belastingaangifte en de aansluitende verplichting voor de belastingplichtige om ze in te vullen en in te dienen.

*
* *

Artikel 5 wordt aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 6 (en 67, § 5)

De minister preciseert dat artikel 45, WIB 1992, dat door de onderhavige bepaling wordt gewijzigd, betrekking heeft op de fiscale behandeling van de meerwaarden die zijn vastgesteld op de aandelen van een onderneming welke zijn verkregen door een aandeelhouder in ruil voor oude aandelen die hij bezit wanneer de onderneming waarvan hij aandeelhouder is, deelneemt aan een fusie of een splitsing, dan wel verdwijnt ingevolge die fusie of splitsing.

L'objet de la modification est de préciser que l'exonération ne porte que sur la plus-value constatée entre la valeur (actuelle) des actions nouvellement émises à l'occasion de l'opération de fusion ou de scission et la valeur (initiale) d'investissement ou d'acquisition des actions anciennes.

La valorisation comptable des actions anciennes est corrigée fiscalement suivant les règles contenues à l'alinéa 2 de l'article 45 (*nouveau*), CIR 1992. Il s'agit cependant d'une reprise intégrale du dispositif déjà inséré dans l'actuel article 45, alinéa 2, CIR 1992 sous réserve d'une simple adaptation terminologique.

Le ministre signale que la présente disposition doit être examinée en corrélation avec les modifications apportées par le droit commun en matière de fusions et scissions, ainsi que celles apportées à l'article 211, CIR 1992 par l'article 28 du projet à l'examen.

En réponse à *M. Olaerts* le questionnant sur l'application en pratique de cette nouvelle disposition (il cite l'exemple d'une fusion entre trois sociétés A, B et C), *le ministre* fait remarquer que l'article 45, CIR 1992, ne concerne pas le traitement comptable de l'opération au niveau des sociétés qui sont parties à la fusion/scission. Cet article détermine uniquement la manière dont doit être traitée cette opération au niveau des comptes de l'actionnaire.

Dans l'exemple cité, lors de l'opération de restructuration, les actionnaires des sociétés A, B et C acquièrent en échange des actions initiales des actions ou parts de la société X (A + B + C). La plus-value constatée par les réviseurs, mais non exprimée dans les comptes de l'actionnaire suite à l'opération de fusion ou de scission, n'est pas imposable. Les nouvelles actions ou parts sont, en d'autres termes, comptabilisées à la valeur d'investissement ou d'acquisition des actions anciennes qu'elles remplacent.

La présente mesure d'exonération tend à favoriser les restructurations de sociétés par la voie d'opérations de fusion ou de scission en garantissant la continuité de l'entreprise.

Dans ce type d'opérations, il n'y a aucune distribution de liquidités. De plus, les dispositions de l'article 45 ne s'appliquent pas lorsque l'apport n'est pas rémunéré intégralement en actions ou parts nouvelles suite au paiement d'une soulte en espèces.

L'article 45, alinéa 1^{er}, proposé fait l'objet d'un amendement (n° 4, Doc. n° 1608/3) de *M. Pieters* visant à remplacer respectivement, dans le texte néerlandais, les mots « *Zijn eveneens vrijgesteld* » par les mots « *Vrijgesteld zijn eveneens* », le mot « *inrichting* » par le mot « *vestiging* » et les mots « *verricht in toepassing van* » par les mots « *tot stand gebracht met toepassing van* ». L'auteur renvoie à une remarque du Conseil d'État (Doc. n° 1608/1, p. 73).

Le ministre marque son accord, à l'exception du remplacement du mot « *inrichting* » par le mot « *ves-*

De wijziging heeft tot doel duidelijk te stellen dat de vrijstelling alleen betrekking heeft op de meerwaarde die is vastgesteld tussen de (huidige) waarde van de aandelen die worden uitgegeven ter gelegenheid van de fusie of de splitsing en de (aanvankelijke) investerings- of aanschaffingswaarde van de oude aandelen.

De boekhoudkundige waardebepaling van de oude obligaties wordt fiscaal gecorrigeerd conform de in het tweede lid van artikel 45 (*nieuw*), WIB 1992, omschreven regels. Op een gewone terminologische aanpassing na, wordt daarbij echter het reeds in het vigerende artikel 45, tweede lid, WIB 1992 ingevoegde bepalende gedeelte integraal overgenomen.

De minister wijst erop dat deze bepaling moet worden bekeken in samenhang met de door het gemeene recht inzake fusies en splitsingen, alsmede met de door artikel 28 van het ter bespreking voorliggende ontwerp in artikel 211, WIB 1992, aangebrachte wijzigingen.

In antwoord op een vraag van *de heer Olaerts* over de praktische toepassing van deze nieuwe bepaling (hij geeft daarbij het voorbeeld van een fusie tussen drie vennootschappen A, B en C), merkt *de minister* op dat artikel 45, WIB 1992, geen betrekking heeft op de boekhoudkundige verwerking van de verrichting op het niveau van vennootschappen die fuseren of splitsen. Dat artikel bepaalt alleen de wijze waarop die verrichting door de aandeelhouder moet worden geboekt.

In voormeld voorbeeld verwerven de aandeelhouders van de vennootschappen A, B en C bij de herstructurering, in ruil voor de oorspronkelijke aandelen, aandelen van de vennootschap X (A + B + C). De na de fusie of splitsing door de revisoren vastgestelde — maar niet in de boekhouding van de aandeelhouder verwerkte — meerwaarde, is belastingvrij. De nieuwe aandelen worden met andere woorden geboekt tegen de investerings- of verwervingswaarde van de oude aandelen die ze vervangen.

Deze maatregel inzake belastingvrijstelling wil herstructureringen van vennootschappen via fusie of splitsing bevorderen en terzelfder tijd de continuïteit van de onderneming waarborgen.

Bij soortgelijke verrichtingen worden geen liquide middelen verdeeld. Bovendien zijn de bepalingen van artikel 45 niet van toepassing wanneer de inbreng na een uitkering in contanten niet integraal in de vorm van nieuwe aandelen wordt vergoed.

Op het voorgestelde artikel 45, eerste lid, dient *de heer Pieters* amendement n° 4 (Stuk n° 1608/3) in, dat ertoe strekt respectievelijk de woorden « *Zijn eveneens vrijgesteld* » door de woorden « *Vrijgesteld zijn eveneens* », het woord « *inrichting* » door het woord « *vestiging* » en de woorden « *verricht in toepassing van* » door de woorden « *tot stand gebracht met toepassing van* » te vervangen. De indiener verwijst naar een opmerking van de Raad van State (Stuk n° 1608/1, blz. 73).

Op de vervanging van het woord « *inrichting* » door het woord « *vestiging* » na, stemt *de minister*

tinging ». Il renvoie à la définition donnée à l'article 2, § 2, 1°, CIR 1992.

La commission décide d'adapter l'amendement n° 4 en ce sens.

*
* *

L'amendement n° 4 de M. Pieters, tel que modifié par la commission, est adopté à l'unanimité.

L'article 6, ainsi modifié, est adopté par le même vote.

Art. 7

Le ministre indique que le présent article du projet de loi a pour objet de concentrer dans l'article 184, CIR 1992 (article 19 du projet), toutes les dispositions du Code traitant du capital libéré, ici en cas d'opérations d'apport.

*
* *

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation.

Il est adopté à l'unanimité.

Art. 8 (et 67, §§ 7 et 8)

Le ministre rappelle qu'actuellement le régime de la taxation étalée des plus-values réalisées sur des immobilisations incorporelles ou corporelles n'est applicable qu'aux plus-values réalisées à l'occasion d'une vente.

L'article 8, 1° et 2°, du projet de loi tend à étendre le régime de taxation visé à l'article 47, § 1^{er}, CIR 1992, aux plus-values réalisées à l'occasion de tout acte translatif de propriété, c'est-à-dire notamment en cas de vente, d'échange ou d'apport en société.

L'article 8, 3°, du projet vise, quant à lui, à mettre l'article 47, CIR 1992, en concordance avec les nouvelles dispositions relatives aux comptes annuels des entreprises d'assurances, qui dérogent aux règles comptables applicables suivant le droit commun aux entreprises.

La nouvelle disposition assimile à des immobilisations corporelles, « les terrains et constructions figurant sous le poste placements de l'actif, conformément à la législation relative aux comptes annuels des entreprises d'assurances », de manière à préserver, d'un point de vue fiscal, la situation antérieure à l'introduction d'une norme spécifique au secteur des assurances pour la comptabilisation de ces actifs.

En réponse à une question du *président*, M. Didden, le *ministre* précise que l'article 47, CIR 1992,

daarmee in. Hij verwijst naar de in artikel 2, § 2, 1°, WIB 1992 gegeven definitie.

De commissie beslist amendement n° 4 in die zin aan te passen.

*
* *

Het aldus door de commissie gewijzigde amendement n° 4 van de heer Pieters wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 6 wordt aangenomen met dezelfde stemming.

Art. 7

De minister wijst erop dat dit artikel van het wetsontwerp tot doel heeft in artikel 184, WIB 1992 (artikel 19 van het ontwerp) alle bepalingen van het Wetboek te groeperen die handelen over volgestort kapitaal, *in casu* bij inbrengverrichtingen.

*
* *

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 8 (en 67, §§ 7 en 8)

De minister wijst erop dat de regeling van de gespreide belasting van op materiële of immateriële vaste activa verwezenlijkte meerwaarden momenteel alleen van toepassing is op de meerwaarden die bij een verkoop werden verwezenlijkt.

Artikel 8, 1° en 2°, van het wetsontwerp strekt ertoe de in artikel 47, § 1, WIB 1992, bedoelde aanslagregeling uit te breiden tot de meerwaarden die worden verwezenlijkt bij iedere eigendomsoverdracht, dus onder meer bij verkopen, ruilverrichtingen of bij inbreng in vennootschappen.

Artikel 8, 3°, van het ontwerp strekt er anderzijds toe artikel 47, WIB 1992 in overeenstemming te brengen met de nieuwe bepalingen inzake de jaarrekeningen van de verzekeringsondernemingen, die afwijken van de boekhoudkundige regels die volgens het gemeen recht op de ondernemingen van toepassing zijn.

De nieuwe bepaling stelt « de terreinen en gebouwen die voorkomen onder de actiefpost beleggingen, overeenkomstig de wetgeving betreffende de jaarrekening van verzekeringsondernemingen » gelijk aan materiële vaste activa, teneinde de situatie die gold vóór de invoering, in de verzekeringssector, van een specifieke norm voor de boeking van die activa, uit een fiscaal oogpunt te behouden.

In antwoord op een vraag van de *voorzitter*, de heer Didden, preciseert de *minister* dat artikel 47, WIB

visé tous les actifs comptabilisés dans une entreprise comme étant une immobilisation corporelle ou incorporelle. Elle ne concerne en revanche pas les immobilisations financières ou les actions ou parts comptabilisées en valeurs de portefeuille.

Le problème posé par la spécialisation de la comptabilité pour les entreprises d'assurances est qu'elle ne prévoit pas d'immobilisation corporelle pour les investissements que la compagnie d'assurances réalise afin de garantir le service des prestations en matière de capitaux « assurance-vie ».

La législation relative aux contrôles des entreprises d'assurances oblige celles-ci à établir une gestion distincte entre leurs activités « vie » et « non vie » et à couvrir pour les premières le risque couru par des réserves et provisions techniques. Les valeurs représentatives de ces réserves et provisions techniques ne sont pas à comptabiliser comme des immobilisations mais comme des actifs. C'est pour tenir compte de cette spécificité comptable que le texte de l'article 47, CIR 1992, a été adapté afin de confirmer que les terrains et constructions figurant sous le poste « placements de l'actif » pour une entreprise d'assurances sont bien considérés (fictivement) comme des immobilisations corporelles.

M. Olaerts présente un amendement (n° 18, Doc. n° 1608/5) tendant à supprimer le 1° de l'article 8. L'auteur constate que le présent projet de loi introduit un certain nombre de nouveaux concepts dans le CIR 1992. Ainsi, à l'article 8, les mots « prix de réalisation » sont remplacés par les mots « valeur de réalisation ». Or, il existe indéniablement une différence entre le prix de vente fixé et le prix de réalisation. L'orateur déplore le manque de précision en la matière et espère que ce nouveau concept sera défini de manière plus précise dans l'arrêté royal d'exécution du CIR 1992.

M. Olaerts dépose un second amendement (n° 19, Doc. n° 1608/5) en ordre subsidiaire qui vise à remplacer le 1° comme suit :

« 1° dans la phrase liminaire du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « vénal » est inséré entre les mots « au prix de réalisation » et les mots « est remplacé; ».

Le ministre demande le rejet de ces deux amendements.

Concernant la différence entre le « prix » et la « valeur » de réalisation, le ministre précise que, comme indiqué ci-dessus, le régime de la taxation étalée des plus-values réalisées sur des immobilisations incorporelles ou corporelles n'est actuellement applicable qu'aux plus-values réalisées à l'occasion d'une vente. L'article 8, 1° et 2°, du projet de loi vise à étendre le régime de taxation étalée aux plus-values réalisées notamment en cas de cession, d'échange ou d'apport en société.

1992 s'applique à tous les actifs comptabilisés dans une entreprise comme étant une immobilisation corporelle ou incorporelle. Elle ne concerne en revanche pas les immobilisations financières ou les actions ou parts comptabilisées en valeurs de portefeuille.

Le problème posé par la spécialisation de la comptabilité pour les entreprises d'assurances est qu'elle ne prévoit pas d'immobilisation corporelle pour les investissements que la compagnie d'assurances réalise afin de garantir le service des prestations en matière de capitaux « assurance-vie ».

La législation relative aux contrôles des entreprises d'assurances oblige celles-ci à établir une gestion distincte entre leurs activités « vie » et « non vie » et à couvrir pour les premières le risque couru par des réserves et provisions techniques. Les valeurs représentatives de ces réserves et provisions techniques ne sont pas à comptabiliser comme des immobilisations mais comme des actifs. C'est pour tenir compte de cette spécificité comptable que le texte de l'article 47, CIR 1992, a été adapté afin de confirmer que les terrains et constructions figurant sous le poste « placements de l'actif » pour une entreprise d'assurances sont bien considérés (fictivement) comme des immobilisations corporelles.

M. Olaerts présente un amendement (n° 18, Doc. n° 1608/5) tendant à supprimer le 1° de l'article 8. L'auteur constate que le présent projet de loi introduit un certain nombre de nouveaux concepts dans le CIR 1992. Ainsi, à l'article 8, les mots « prix de réalisation » sont remplacés par les mots « valeur de réalisation ». Or, il existe indéniablement une différence entre le prix de vente fixé et le prix de réalisation. L'orateur déplore le manque de précision en la matière et espère que ce nouveau concept sera défini de manière plus précise dans l'arrêté royal d'exécution du CIR 1992.

M. Olaerts dépose un second amendement (n° 19, Doc. n° 1608/5) en ordre subsidiaire qui vise à remplacer le 1° comme suit :

« 1° dans la phrase liminaire du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « vénal » est inséré entre les mots « au prix de réalisation » et les mots « est remplacé; ».

Le ministre demande le rejet de ces deux amendements.

Concernant la différence entre le « prix » et la « valeur » de réalisation, le ministre précise que, comme indiqué ci-dessus, le régime de la taxation étalée des plus-values réalisées sur des immobilisations incorporelles ou corporelles n'est actuellement applicable qu'aux plus-values réalisées à l'occasion d'une vente. L'article 8, 1° et 2°, du projet de loi vise à étendre le régime de taxation étalée aux plus-values réalisées notamment en cas de cession, d'échange ou d'apport en société.

Or, une opération de vente suppose effectivement un prix. Par contre, lorsqu'il s'agit d'une opération d'échange, on ne peut plus parler d'un prix mais de la valeur de la contrepartie.

Quant à savoir quel est le prix qui doit être pris en considération dans les relations entre le contribuable et l'administration, le ministre indique que pour les impôts sur les revenus, c'est en principe la valorisation telle qu'elle est déterminée par les parties, qui doit être prise en compte, contrairement aux droits d'enregistrement ou aux droits de succession pour lesquels la base d'imposition est constituée par la valeur vénale d'après son évaluation par l'administration.

Le ministre souligne que, sur la base de l'article 26, CIR 1992, l'administration peut taxer l'avantage dans le chef de la société qui a consenti un avantage anormal ou bénévole. Cette disposition ne s'applique cependant pas lorsqu'il s'agit d'avantages consentis entre deux sociétés belges car, dans ce cas, il est toujours possible, lors de la réalisation ultérieure du bien acquis, de taxer la deuxième société pour l'avantage consenti par la première.

*
* *

Les amendements n^{os} 18 et 19 de M. Olaerts sont rejetés par 8 voix contre 3.

L'article 8 est adopté par 8 voix contre 3.

Art. 9

Le ministre indique qu'il s'agit ici d'une simple adaptation de la référence à d'autres législations dans l'article 52, 8°, CIR 1992.

En outre, la terminologie de cet article a été alignée sur celle de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualité.

Cet article fait l'objet d'un *amendement* (n^o 43, Doc. n^o 1608/6) de M. Brouns tendant essentiellement à compléter l'article 52, CIR 1992, par la disposition suivante :

« 12° à concurrence de 80 000 francs par an, les sommes payées par le contribuable domicilié en Belgique qui exerce son activité professionnelle aux Pays-Bas, rentre au moins une fois par semaine en Belgique et est assujetti aux Pays-Bas à la loi du 14 décembre 1967 *tot algemene verzekering bijzondere ziektekosten*, à :

— soit une société mutualiste approuvée par la Belgique, dans le cadre d'une assurance en vue de bénéficier d'une intervention dans le coût des soins de santé comme prévu à l'article 34 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

Nu onderstelt een verkoop wel degelijk een prijs. Gaat het daarentegen om een ruilverrichting, dan is er niet langer sprake van een prijs, maar van de tegenwaarde.

Wat de prijs betreft die in aanmerking moet worden genomen in de betrekkingen tussen de belastingbetaler en de fiscus, wijst de minister erop dat voor de inkomstenbelastingen in principe de waardebepaling zoals ze door de partijen wordt verricht in rekening moet worden gebracht, in tegenstelling tot de registratie- of de successierechten waarvoor de heffingsgrondslag wordt gevormd door de handelswaarde zoals die door de administratie is geraamd.

De minister onderstreept dat de administratie, op grond van artikel 26, WIB 1992, het voordeel kan belasten van de vennootschap die een abnormaal of goedgunstig voordeel heeft toegestaan. Deze bepaling is evenwel niet van toepassing als het gaat om voordelen die tussen twee Belgische vennootschappen werden toegestaan. In dat geval is het immers steeds mogelijk, bij de latere tegeldemaking van het verwoven goed, de tweede vennootschap te belasten voor het voordeel dat door de eerste werd verleend.

*
* *

De amendementen n^{rs} 18 en 19 van de heer Olaerts worden verworpen met 8 tegen 3 stemmen.

Artikel 8 wordt aangenomen met 8 tegen 3 stemmen.

Art. 9

De minister wijst erop dat het hierbij gaat om een eenvoudige aanpassing van de verwijzing, in artikel 52, 8°, WIB 1992, naar andere wetten.

Bovendien werd de terminologie afgestemd op die van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen.

Op dat artikel diende *de heer Brouns amendement* n^o 43 (Stuk n^o 1608/6) in, dat in hoofdzaak strekt om artikel 52, WIB 1992, aan te vullen met de volgende bepaling :

« 12° ten belope van maximaal 80 000 frank per jaar, de sommen betaald door de in België wonende belastingplichtige die zijn beroepswerkzaamheid uitoefent in Nederland, ten minste éénmaal per week terugkeert naar België en in Nederland onderworpen is aan de wet van 14 december 1967 tot algemene verzekering bijzondere ziektekosten, aan :

— hetzij een door België goedgekeurd ziekenfonds in het kader van een verzekering voor het verkrijgen van een tegemoetkoming in de kosten van geneeskundige verzorging zoals bepaald in artikel 34 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;

— soit à un assureur privé néerlandais, en vue de bénéficier d'une intervention dans le coût des soins de santé équivalente à celle prévue par l'article 34 de la même loi coordonnée. ».

M. Brouns rappelle la situation dramatique dans laquelle se trouvent les travailleurs frontaliers, qu'ils exercent leurs activités en France ou aux Pays-Bas. Ces travailleurs, dont les revenus sont imposés en Belgique mais qui sont obligés de verser leurs cotisations sociales dans le pays où leur activité s'exerce, sont en effet doublement pénalisés (tant sur le plan fiscal que social) par rapport à leurs collègues qui travaillent en Belgique, avec pour conséquence une diminution de leur pouvoir d'achat.

Lorsqu'aux Pays-Bas, la fiscalité a été revue à la baisse et que les cotisations sociales ont été considérablement augmentées le 1^{er} janvier 1994, les travailleurs frontaliers belges qui occupent un emploi dans ce pays ont à nouveau perdu une partie de leur revenu disponible. Le Parlement a alors estimé qu'il était équitable de leur accorder une indemnité compensatoire afin de préserver leur pouvoir d'achat (cf. la loi du 13 mars 1997 relative à la sécurité sociale des travailleurs frontaliers).

Le projet de loi relatif à la sécurité sociale des travailleurs frontaliers, issu d'une proposition de loi déposée le 29 avril 1997 au Sénat par MM. Santkin et Charlier, qui sera voté incessamment par la Chambre, vise à rencontrer un objectif analogue pour l'ensemble des travailleurs frontaliers belges subissant une perte de rémunération du fait qu'ils paient leurs impôts en Belgique et leurs cotisations sociales dans le pays d'emploi (Doc. Chambre n^{os} 1602/1 à 4-97/98).

À l'occasion de la discussion de ce projet en commission des Affaires sociales de la Chambre, il a été décidé d'examiner cette problématique dans sa globalité et de demander aux départements des Finances et des Affaires sociales de rédiger une note permettant de dégager une solution pour les différents problèmes soulevés. Cette note n'a toutefois pas fait l'objet d'un examen approfondi par le gouvernement lors de la préparation du projet de budget 1999.

M. Brouns fait référence aux diverses propositions de loi déposées par MM. Leterme, Vermassen et lui-même en la matière :

— les propositions de loi (n^{os} 1418/1-97/98 et 1428/1-97/98) modifiant l'article 51, § 4, des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939 : s'ils ne suivent pas une formation reconnue aux Pays-Bas, les enfants de frontaliers belges qui travaillent dans ce pays ne peuvent bénéficier d'une allocation d'études. Ils ne peuvent pas non plus bénéficier des allocations familiales en Belgique. Les travailleurs frontaliers belges qui travaillent en France sont également lésés en la matière;

— la proposition de loi (n^o 1563/1-97/98) modifiant l'article 32 de la loi coordonnée du 14 juillet 1994

— hetzij een Nederlandse privé-verzekeraar voor het verkrijgen van een tegemoetkoming in de kosten van geneeskundige verzorging gelijkwaardig aan diegene waarin artikel 34 van dezelfde gecoördineerde wet voorziet. ».

De heer Brouns wijst op de dramatische toestand van de grensarbeiders die hun beroepswerkzaamheden in Frankrijk of in Nederland uitoefenen. Deze werknemers, van wie de inkomsten in België worden belast, maar die verplicht zijn hun sociale bijdragen te betalen in het land waarin zij hun activiteit uitoefenen, worden immers tweemaal (zowel sociaal als fiscaal) gestraft ten opzichte van hun collega's die in België werken, met een verminderde koopkracht als gevolg.

Toen in Nederland de belastingheffingen neerwaarts werden aangepast, en de sociale bijdragen op 1 januari 1994 aanzienlijk werden verhoogd, hebben de Belgische grensarbeiders die in dat land werken opnieuw een deel van hun beschikbaar inkomen verloren. Het parlement heeft dan gemeend dat het billijk was hen ter compensatie een schadeloosstelling toe te kennen om hun koopkracht te handhaven (zie de wet van 13 maart 1997 betreffende de sociale zekerheid van grensarbeiders).

Het wetsontwerp betreffende de sociale zekerheid van de grensarbeiders, dat voortvloeit uit een wetsvoorstel dat op 29 april 1997 door de heren Santkin en Charlier werd ingediend in de Senaat en waarover weldra in de Kamer zal worden gestemd, strekt ertoe een soortgelijke doelstelling te verwezenlijken voor alle Belgische grensarbeiders die een deel van hun loon verliezen omdat ze hun belastingen in België betalen en hun sociale bijdragen in het land waar ze werken (Stukken n^{rs} 1602/1 tot 4-97/98).

Tijdens de bespreking van dat ontwerp in de commissie voor de Sociale Zaken van de Kamer is beslist die problematiek in haar geheel te onderzoeken en aan de departementen voor Financiën en Sociale Zaken te vragen een nota op te stellen die de mogelijkheid biedt een oplossing te vinden voor de verschillende problemen die te berde zijn gebracht. Die nota werd echter niet grondig onderzocht door de regering bij de voorbereiding van de ontwerp-begroting 1999.

De heer Brouns verwijst naar de verschillende wetsvoorstellen terzake van de heren Leterme, Vermassen en hemzelf :

— de wetsvoorstellen (n^{rs} 1418/1-97/98 en 1428/1-97/98) tot wijziging van artikel 51, § 4, van de op 19 december 1939 samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders : kinderen van Belgische grensarbeiders die in Nederland werken, kunnen noch een studiefinanciering krijgen wanneer zij geen onderwijs volgen dat in Nederland erkend is, noch de Belgische kinderbijslag genieten. Ook de Belgische grensarbeiders die in Frankrijk werken, zijn op dat stuk benadeeld;

— het wetsvoorstel (n^o 1563/1-97/98) tot wijziging van artikel 32 van de gecoördineerde wet van 14 juli

relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, et l'article 52 du Code des impôts sur les revenus 1992, dont est directement inspiré le présent amendement n° 43 : un travailleur frontalier domicilié en Belgique, travaillant aux Pays-Bas et dont le revenu est supérieur au plafond fixé aux Pays-Bas pour l'assujettissement à l'assurance obligatoire soins de santé, n'a pas le statut d'assuré obligatoire auprès d'une mutualité néerlandaise. Il est uniquement assuré au regard de l'*Algemene wet bijzondere ziektekosten*, qui ne couvre que les gros risques. Le présent amendement prévoit que les montants qu'un travailleur frontalier travaillant aux Pays-Bas verse à une société mutualiste agréée par la Belgique ou à un assureur privé néerlandais dans le cadre d'une assurance libre contre les petits risques est fiscalement déductible au titre de frais professionnels;

— les propositions de loi (n°s 1411/1-97/98 et 1609/1-97/98) insérant un article 156*bis* dans le Code des impôts sur les revenus 1992 visant à octroyer une réduction d'impôt compensatoire afin de mettre fin aux discriminations fiscales et sociales qui frappent les travailleurs frontaliers travaillant en France et aux Pays-Bas. Cette option présente l'avantage d'apporter une solution structurelle globale en la matière. L'orateur renvoie également à ses amendements n°s 44 et 45 dont la portée est similaire et qui visent respectivement à insérer un article 16*bis* et 16*ter* dans le présent projet de loi.

L'intervenant souhaiterait savoir quelle sera l'option finalement retenue par le gouvernement :

— soit l'octroi d'une réduction d'impôt compensatoire;

— soit la mise en place d'un fonds de compensation (projet de loi n° 1602/1) et la libération des crédits nécessaires à son alimentation (aucune assurance n'a été donnée par le gouvernement à ce jour). L'orateur fait remarquer que si cette option est définitivement retenue, il y aurait lieu d'apporter une modification à l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, afin de permettre aux travailleurs frontaliers belges occupés aux Pays-Bas et subissant les effets néfastes de la nouvelle réforme des assurances sociales intervenue dans ce pays le 1^{er} avril 1998, de bénéficier de l'indemnité de compensation. Une telle indemnité doit aussi être accordée aux travailleurs frontaliers occupés aux Pays-Bas après le 1^{er} janvier 1994 et avant le 1^{er} avril 1998, étant donné qu'ils subissent, eux aussi, une perte de pouvoir d'achat par suite de la nouvelle réglementation (cf. la proposition de loi de MM. Brouns et Vermassen, Doc. n° 1577/1-97/98). Cette modification n'entraînerait aucun coût complémentaire.

M. Leterme partage le point de vue de l'orateur précédent. Il déplore que le gouvernement n'ait pas encore dégagé de solution globale en la matière, malgré les engagements pris avant les vacances parlementaires.

1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen en artikel 52 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, dat model heeft gestaan voor het voorliggende amendement n° 43 : een in België wonende en in Nederland werkende grensarbeider met een inkomen dat hoger ligt dan de in Nederland toegelaten inkomensgrens voor onderwerping aan de verplichte ziekteverzekering (ziekenfondswet) is niet verplicht verzekerd bij een Nederlands ziekenfonds. Hij is alleen verzekerd op grond van de Algemene wet bijzondere ziektekosten, die uitsluitend de grote risico's dekt. Het onderhavige amendement bepaalt dat de bedragen die een in Nederland werkende grensarbeider stort aan een door België erkend ziekenfonds of aan een Nederlandse privé-verzekeraar in het kader van een vrijwillige verzekering tegen kleine risico's fiscaal aftrekbaar zijn als beroepskosten;

— de wetsvoorstellen (n°s 1411/1-97/98 en 1609/1-97/98) tot invoeging van een artikel 156*bis* in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, die de toekenning beogen van een compenserende belastingvermindering om een einde te maken aan de fiscale en sociale discriminatie van de in Frankrijk en Nederland werkende grensarbeiders. Het voordeel van die keuze is dat ze terzake een algemene structurele oplossing aanreikt. De spreker verwijst tevens naar zijn amendementen n°s 44 en 45, die een gelijkaardige strekking hebben en die tot doel hebben in het voorliggende wetsontwerp een artikel 16*bis* en een artikel 16*ter* in te voegen.

De interveniënt wenst te weten welke keuze de regering uiteindelijk zal maken :

— hetzij de toekenning van een compenserende belastingvermindering;

— hetzij de oprichting van een compensatiefonds (wetsontwerp n° 1602/1) en het vrijmaken van de kredieten die nodig zijn om het te stijven (de regering heeft tot op heden nog geen zekerheid gegeven). De spreker merkt op dat mocht definitief voor die oplossing worden gekozen, artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders zou moeten worden gewijzigd zodat de sinds 1 januari 1994 in Nederland werkende grensarbeiders die de nefaste gevolgen ondervinden van de de nieuwe hervorming van de sociale verzekeringen die in dat land heeft plaatsgehad op 1 april 1998, de compensatievergoeding kunnen genieten. Een dergelijke vergoeding moet ook worden toegekend aan de grensarbeiders die na 1 januari 1994 en voor 1 april 1998 in Nederland zijn gaan werken, aangezien ook hun koopkracht daalt ingevolge de nieuwe regelgeving (cf. het wetsvoorstel van de heren Brouns en Vermassen, Stuk n° 1577/1-97/98). Die wijziging zou geen extrakosten meebrengen.

De heer Leterme is het eens met de vorige spreker. Hij betreurt dat de regering terzake nog geen algemene oplossing heeft uitgewerkt, ondanks de beloften die zij vóór het parlementair reces heeft gedaan.

Il rappelle que selon un arrêt récent de la Cour de cassation (arrêt Verrast), l'article 11.2.c) de la convention tendant à éviter les doubles impositions, conclue avec la France, doit être interprété en ce sens que les travailleurs frontaliers belges occupés en France peuvent choisir de payer l'impôt sur les revenus dans ce pays.

Toutefois, l'administration fiscale belge a déjà fait savoir aux nombreux contribuables qui ont introduit une réclamation ces dernier mois sur la base de cet arrêt qu'il n'entre pas dans ses intentions de généraliser ce principe, un tel arrêt ne trouvant, d'un point de vue purement juridique, à s'appliquer qu'entre parties.

Le membre déplore cette attitude et s'indigne que, faute de réglementation globale satisfaisante en la matière, ces contribuables soient obligés de suivre une longue procédure administrative et judiciaire avant d'obtenir éventuellement gain de cause.

Les travailleurs frontaliers belges (qui touchent généralement de bas salaires) sont doublement pénalisés : ils paient l'impôt sur les revenus en Belgique, qui est plus élevé qu'en France, tout en cotisant à la sécurité sociale française, dont les cotisations sont plus élevées. Ils ne peuvent en outre pas bénéficier d'un certain nombre de prestations familiales : pour le premier enfant du ménage, les allocations ne sont octroyées que pendant les trois premières années. Les enfants âgés de plus de 20 ans ne bénéficient plus d'allocations familiales.

Cette situation se traduit par une perte mensuelle de revenus net de plusieurs milliers de francs. À l'heure où l'Europe assure la libre circulation des travailleurs et prône une véritable harmonisation sociale, il est inadmissible qu'une pareille discrimination demeure !

M. Leterme estime que l'attribution d'une réduction d'impôt compensatoire est une solution à la fois plus transparente et plus efficace que la création d'un fonds de compensation (projet de loi n° 1602/1). Si le gouvernement devait cependant retenir cette dernière option, le membre souhaite obtenir la garantie que des crédits budgétaires suffisants seront inscrits dans le projet de budget 1999.

Le ministre confirme qu'un groupe de travail s'est penché sur la question durant les vacances parlementaires. Lors de la confection du budget 1999, le gouvernement a toutefois décidé de reporter l'examen de ses conclusions. En attendant d'apporter une solution globale en la matière, il sera opté pour l'octroi d'une indemnité compensatoire (projet de loi n° 1602/1).

Selon le ministre, la solution définitive ne pourra pas être d'ordre fiscal, et ce pour deux raisons :

— la notion de travailleur frontalier retenue sur le plan fiscal est différente de celle utilisée par la législation sociale;

Hij herinnert eraan dat krachtens een recent arrest van het Hof van Cassatie (arrest Verrast) artikel 11.2.c) van de met Frankrijk gesloten overeenkomst tot het vermijden van dubbele belastingen dusdanig moet worden uitgelegd dat de in Frankrijk werkende grensarbeiders ervoor kunnen kiezen in dat land inkomstenbelastingen te betalen.

De Belgische belastingadministratie heeft echter reeds aan de talrijke belastingplichtigen die de jongste maanden op grond van dat arrest een bezwaarschrift hebben ingediend, laten weten dat zij niet voornemens is dat principe te veralgemenen omdat een dergelijk arrest uit een louter juridisch oogpunt alleen van toepassing is tussen de partijen.

Het lid betreurt die houding en is erover verontwaardigd dat die belastingplichtigen, bij gebrek aan een voldoende duidelijke reglementering terzake, verplicht zijn een lange administratieve en gerechtelijke procedure te doorlopen alvorens ze eventueel in het gelijk worden gesteld.

De Belgische grensarbeiders (die doorgaans lage lonen hebben) worden op twee manieren benadeeld : zij betalen hun inkomstenbelastingen in België, waar ze hoger zijn dan in Frankrijk, en dragen bij aan de sociale zekerheid in Frankrijk, waar de bijdragen hoger zijn dan in België. Bovendien kunnen zij een aantal gezinsbijslagen niet krijgen : voor het eerste kind van het gezin wordt de bijslag slechts gedurende de eerste drie jaar toegekend. De kinderen die ouder zijn dan 20 jaar hebben geen recht op kinderbijslag.

Een en ander houdt een maandelijks verlies in van duizenden franken van het netto-inkomen. Het is onaanvaardbaar dat een dergelijke discriminatie blijft bestaan op een ogenblik waarop Europa het vrij verkeer van de werknemers waarborgt en een echte sociale harmonisatie voorstaat !

Volgens de heer Leterme is de toekenning van een compenserende belastingvermindering een oplossing die tegelijk doorzichtiger en doeltreffender is dan de oprichting van een compensatiefonds (wetsontwerp n° 1602/1). Indien de regering echter die laatste oplossing zou kiezen, wenst het lid de garantie te hebben dat voldoende begrotingskredieten zullen worden opgenomen in de ontwerp-begroting 1999.

De minister bevestigt dat een werkgroep zich over de kwestie heeft gebogen tijdens het parlementair reces. Bij de opmaak van de begroting voor 1999 heeft de regering echter beslist het onderzoek van zijn conclusies uit te stellen. In afwachting van een algemene oplossing terzake zal worden gekozen voor de toekenning van een compensatievergoeding (wetsontwerp n° 1602/1).

Volgens de minister kan de definitieve oplossing niet van fiscale aard zijn. Daartoe zijn twee redenen :

— het begrip grensarbeider dat op fiscaal vlak wordt gehanteerd is niet hetzelfde als dat waarvan in de sociale wetgeving gebruik wordt gemaakt;

— les contribuables belges doivent pouvoir bénéficier d'un traitement égal sur le plan fiscal, qu'ils travaillent en Belgique ou à l'étranger.

Le ministre estime qu'il conviendrait de rechercher une solution plus globale au niveau européen, qui permette de prévenir les problèmes avec l'ensemble des pays voisins. Toutefois, la conclusion de nouvelles conventions bilatérales est loin d'être simple. Ainsi, les modifications proposées sur le plan fiscal dans le cadre de la nouvelle convention à conclure avec les Pays-Bas entraînerait une moins-value importante pour le Trésor belge.

Après le vote du projet de loi relatif à la sécurité sociale des travailleurs frontaliers (Doc. n° 1602/1), l'alimentation budgétaire du fonds de compensation, élargi à l'ensemble des travailleurs frontaliers, devra faire l'objet d'une discussion au sein du gouvernement. Il est évident que des crédits budgétaires devront être trouvés pour mettre fin à des situations socialement inacceptables.

Le ministre considère que le système de l'indemnité compensatoire présente en outre l'avantage de pouvoir moduler la situation en fonction des éventuelles modifications de la législation dans les pays voisins.

En conclusion, le ministre demande le rejet des amendements n°s 43 à 45.

En ce qui concerne l'arrêt Verrast, le ministre estime que les règles d'un État de droit doivent être respectées. Il considère que cet arrêt a une portée générale et il donnera des instructions précises à son administration pour que celle-ci se rallie à l'arrêt de la Cour de cassation.

En réponse à une demande de précision de *M. Leterme*, le ministre confirme que tous les travailleurs frontaliers occupant un emploi en France pourront dorénavant opter pour l'imposition en France des revenus du travail promérités dans ce pays. Toutes les réclamations introduites en la matière deviennent donc sans objet, y compris celles qui ont déjà été rejetées par l'administration et pour lesquelles les contribuables doivent maintenant introduire un recours auprès du pouvoir judiciaire.

M. Brouns déplore que le gouvernement renonce à trouver une solution structurelle sur le plan fiscal (cf. les amendements n°s 44 et 45).

Il insiste par ailleurs sur le fait que le projet de loi relatif à la sécurité sociale des travailleurs frontaliers (n° 1602/1) ne trouvera pas à s'appliquer tant que les crédits budgétaires nécessaires à l'alimentation du fonds de compensation n'auront pas été accordés.

Enfin, l'orateur estime que les travailleurs frontaliers occupant un emploi aux Pays-Bas devraient être autorisés, comme le sont déjà les travailleurs indépendants, à déduire fiscalement les primes versées à une société mutualiste (belge ou néerlandaise) dans le cadre d'une assurance libre contre les petits risques, et ce afin de respecter le principe constitu-

— de Belgische belastingplichtigen moeten uit een fiscaal oogpunt op dezelfde manier worden behandeld, ongeacht of ze in België of in het buitenland werken.

De minister is van oordeel dat op Europees vlak zou moeten worden gestreefd naar een meer algemene oplossing, die het mogelijk maakt de problemen te voorkomen met alle buurlanden. Het sluiten van nieuwe onderlinge overeenkomsten is echter niet eenvoudig. De wijzigingen die op fiscaal vlak worden voorgesteld in het kader van de nieuwe overeenkomst die met Nederland moet worden gesloten, zouden aldus een aanzienlijk verlies met zich brengen voor de Belgische schatkist.

Na de goedkeuring van het wetsontwerp betreffende de sociale zekerheid van de grensarbeiders (Stuk n° 1602/1) zal binnen de regering een bespreking moeten plaatshebben over de stijving van het compensatiefonds, dat zal uitgebreid zijn tot alle grensarbeiders. Het ligt voor de hand dat begrotingskredieten zullen moeten worden gevonden om een einde te maken aan sociaal onaanvaardbare toestanden.

De minister is van mening dat het systeem van de compensatievergoeding bovendien het voordeel biedt dat de situatie kan worden aangepast naar gelang van de eventuele wijzigingen van de wetgeving in de buurlanden.

Om af te ronden vraagt de minister dat de amendementen n°s 43 tot 45 worden verworpen.

Wat het arrest-Verrast betreft, is de minister van oordeel dat de regels van een rechtsstaat moeten worden nageleefd. Volgens hem heeft dat arrest een algemene strekking en hij zal zijn diensten duidelijke richtlijnen geven opdat ze zich zou aansluiten bij de beslissing van het Hof van Cassatie.

In antwoord op een vraag om precisering van *de heer Leterme* bevestigt *de minister* dat alle in Frankrijk werkende grensarbeiders er voortaan zullen kunnen voor kiezen in dat land belastingen op de voorheen verworven inkomsten uit arbeid te betalen. Alle in dat verband ingediende bezwaarschriften vervallen bijgevolg, met inbegrip van die welke reeds door de administratie werden verworpen en waarvoor de belastingplichtigen nu beroep moeten instellen bij de rechterlijke macht.

De heer Brouns betreurt dat de regering ervan afziet op fiscaal vlak een structurele oplossing te zoeken (zie de amendementen n°s 44 en 45).

Voorts wijst hij erop dat het wetsontwerp betreffende de sociale zekerheid van de grensarbeiders (n° 1602/1) niet zal worden toegepast zolang de begrotingskredieten die nodig zijn voor de stijving van het compensatiefonds niet zullen zijn toegekend.

Ten slotte is de spreker van mening dat, om het grondwettelijk beginsel van de gelijkheid van de burgers voor de wet (artikel 10 van de Grondwet) in acht te nemen, de in Nederland werkende grensarbeiders, net als de zelfstandigen, de toestemming zouden moeten krijgen om de in het kader van een vrijwillige verzekering tegen kleine risico's aan een (Belgisch of

tionnel d'égalité des citoyens belges devant la loi (article 10 de la Constitution). Comment justifier qu'un travailleur frontalier affilié à la même société mutualiste qu'un travailleur indépendant ne puisse bénéficier du même avantage que celui accordé au second ?

M. Olaerts se déclare lui aussi favorable à l'instauration d'un régime fiscal compensatoire pour les travailleurs frontaliers.

Concernant plus particulièrement l'amendement n° 43 de *M. Brouns*, l'orateur considère que même si la technique fiscale à appliquer diffère quelque peu de celle utilisée dans le régime des indépendants, les travailleurs frontaliers belges occupés aux Pays-Bas doivent pouvoir bénéficier de la déduction fiscale des primes d'assurances « petits risques » qu'ils sont tenus de verser afin de se conformer à la législation sociale en vigueur, et ce, étant donné que les revenus de ces personnes sont imposés en Belgique. Ils doivent donc pouvoir bénéficier des mêmes avantages fiscaux que tout autre contribuable belge.

M. Arens demande qu'il soit mis fin le plus rapidement possible aux discriminations dont sont victimes les travailleurs frontaliers belges qui, dans certains cas, vivent des situations particulièrement dramatiques sur le plan humain. C'est notamment le cas des travailleurs occupant un emploi en France. Le membre renvoie à sa proposition de loi insérant un article 156bis dans le Code des impôts sur les revenus 1992 (Doc. n° 1251/1-97/98).

Par ailleurs, *M. Arens* rappelle que les contribuables belges travaillant au Grand-Duché de Luxembourg paient l'impôt sur les revenus (y compris les additionnels communaux) dans ce pays. Dans certaines communes frontalières belges, jusqu'à 50 % des habitants ne contribuent plus au financement des services communaux, ce qui cause de graves problèmes sur le plan budgétaire. C'est pourquoi l'orateur plaide en faveur d'une indemnisation de ces communes par l'État. En effet, que représente le montant de 400 millions de francs nécessaire à cet effet par rapport aux économies de l'ordre de 5 à 6 milliards de francs réalisées par le gouvernement en matière d'allocations de chômage grâce aux dix-huit mille emplois occupés par des travailleurs belges au Grand-Duché de Luxembourg ?

Suite aux assurances données par le ministre des Finances, notamment en ce qui concerne l'alimentation budgétaire du fonds de compensation, *MM. Brouns et Leterme* retirent leurs amendements n° 43 à 45.

Il est également renvoyé à la discussion des articles 50bis à 50quater (nouveaux) du projet.

*
* *

L'article 9 est adopté à l'unanimité.

Nederlands) ziekenfonds gestorte premies fiscaal af te trekken. Hoe kan worden gerechtvaardigd dat een grensarbeider niet hetzelfde voordeel kan genieten als een zelfstandige die bij hetzelfde ziekenfonds is aangesloten ?

De heer Olaerts verklaart dat ook hij voorstander is van de invoering van een compenserende fiscale regeling voor de grensarbeiders.

Wat meer bepaald amendement n° 43 van de heer *Brouns* betreft, meent de spreker dat, zelfs al verschilt de vereiste fiscale techniek enigszins van die welke in de regeling van de zelfstandigen gehanteerd wordt, de in Nederland werkende Belgische grensarbeiders aanspraak moeten kunnen maken op de belastingaftrek van de verzekeringspremies « kleine risico's » (die moeten worden betaald om in orde te zijn met de vigerende sociale wetgeving) en zulks aangezien de inkomsten van die mensen belast worden in België. Zij moeten dus recht hebben op dezelfde fiscale voordelen als iedere andere Belgische belastingplichtige.

De heer Arens wenst dat er binnen de kortste keren een einde komt aan de ongelijke behandeling van de Belgische grensarbeiders, wier situatie op menselijk vlak in bepaalde gevallen bijzonder dramatisch is; dat is met name het geval voor wie in Frankrijk aan de slag is. Het lid verwijst in dat verband naar zijn wetsvoorstel tot invoering van een artikel 156bis in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (Stuk n° 1251/1-97/98).

De spreker herinnert er tevens aan dat de Belgische belastingplichtigen die in het Groothertogdom Luxemburg werken, in dat land inkomstenbelastingen betalen (gemeentelijke opcentiemen inclus). In sommige Belgische grensgemeenten draagt tot de helft van de inwoners niet meer bij tot de financiering van de gemeentelijke diensten, wat aanleiding geeft tot zware budgettaire problemen. De spreker pleit er dan ook voor dat die gemeenten een schade-loosstelling zouden krijgen van de Staat. De daarvoor vereiste 400 miljoen frank zijn immers maar een peulschil in vergelijking met de 5 à 6 miljard frank die de regering kan besparen aan werkloosheidsuitkeringen, dankzij de 18 000 Belgen die een baan hebben in het Groothertogdom.

De heren Brouns en Leterme trekken hun amendementen n° 43 tot 45 in nadat de minister van Financiën hen heeft gerustgesteld, met name over de budgettaire stijging van het vereffeningsfonds.

Er wordt tevens verwezen naar de bespreking van de artikelen 50bis tot 50quater (nieuw) van het ontwerp.

*
* *

Artikel 9 wordt eenparig aangenomen.

Art. 9bis (nouveau)

M. Olaerts présente un amendement (n° 42, Doc. n° 1608/6) qui tend à remplacer les mots « 50 % » par les mots « 75 % » à l'article 53, 8°, CIR 1992.

L'auteur estime en effet que vu les difficultés rencontrées actuellement par le secteur horeca, le pourcentage de la quotité professionnelle des frais de restaurant, de réception et de cadeaux d'affaires, déductibles comme frais professionnels doit être augmenté pour atteindre le niveau des frais professionnels déductibles afférents à l'utilisation des voitures, voitures mixtes et minibus (article 66, § 1^{er}, CIR 1992).

M. Daems introduit un amendement (n° 51, Doc. n° 1608/7), sous-amendement à l'amendement n° 42 de *M. Olaerts*. Selon lui, les mots « 75 % » doivent être remplacés par les mots « 25 % » dans l'amendement n° 42 pour atteindre l'objectif poursuivi par son auteur.

*
* *

L'amendement n° 51 de *M. Daems* (sous-amendement à l'amendement n° 42 de *M. Olaerts*) est rejeté par 8 voix contre 3 et 1 abstention.

L'amendement n° 42 de *M. Olaerts*, dont la formulation ne correspond pas à l'objectif poursuivi, est retiré.

Art. 10 (et 67, §§ 3, 7 et 9)

Le ministre indique que l'article 10, 1° à 4°, a pour objet d'adapter l'article 56, §§ 1^{er} et 2, CIR 1992, aux modifications apportées à la législation bancaire et financière par la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire, par la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, ainsi que par l'arrêté royal du 19 décembre 1996 modifiant, en ce qui concerne la Caisse nationale de crédit professionnel, la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé et diverses autres dispositions et l'arrêté royal du 23 décembre 1996 modifiant, en ce qui concerne notamment le Crédit agricole SA, les lois des 17 juin 1991 et 22 mars 1993 précitées.

Il est proposé de remplacer l'énumération des banques, institutions publiques de crédit et caisses d'épargne privées à l'article 56, § 1^{er}, par une disposition regroupant tous les établissements de crédit soumis, notamment pour leur contrôle prudentiel, à la loi précitée du 22 mars 1993.

Art. 9bis (nieuw)

De heer Olaerts dient amendement n° 42 (Stuk n° 1608/6) in, dat ertoe strekt in artikel 53, 8°, WIB 1992, de woorden « 50 % » te vervangen door de woorden « 75 % ».

De indiener meent immers dat gelet op de huidige moeilijkheden van de horecasector, het percentage van de als beroepskosten aftrekbare beroepsmatig gedane restaurant- en receptiekosten en kosten voor relatiegeschenken zou moeten worden opgetrokken tot het peil van de aftrekbare beroepskosten voor het gebruik van personenauto's, auto's voor dubbel gebruik en minibussen (artikel 66, § 1, WIB 1992).

De heer Daems dient amendement n° 51 (Stuk n° 1608/7) in, als subamendement op amendement n° 42 van de heer *Olaerts*. Wil men het door de indiener van dat amendement n° 42 gestelde oogmerk halen, dan dienen zijns inziens de woorden « 75 % » te worden vervangen door de woorden « 25 % ».

*
* *

Amendement n° 51 van de heer *Daems* (subamendement op amendement n° 42 van de heer *Olaerts*) wordt verworpen met 8 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Amendement n° 42 van de heer *Olaerts*, waarvan de formulering niet beantwoordt aan het gestelde oogmerk, wordt ingetrokken.

Art. 10 (en 67, §§ 3, 7 en 9)

De minister geeft aan dat artikel 10, 1° tot 4°, ertoe strekt artikel 56, §§ 1 en 2, WIB 1992, aan te passen ingevolge de wijzigingen die werden aangebracht in de wetgeving op het bank- en financiewezen, respectievelijk bij de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet, bij de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen en bij het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot wijziging van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen en van diverse andere bepalingen, wat betreft de Nationale Kas voor Beroepskrediet, alsmede bij het koninklijk besluit van 19 december 1996 houdende wijziging, met name wat het Landbouwkrediet NV betreft, van de voormelde wetten van 17 juni 1991 en 22 maart 1993.

Er wordt voorgesteld de in artikel 56, § 1, opgenomen opsomming van de banken, openbare kredietinstellingen en privé-spaarkassen te vervangen door een bepaling die alle kredietinstellingen bijeenbrengt die met name inzake prudentiële controle onderworpen zijn aan de voormelde wet van 22 maart 1993.

À l'article 56, § 2, 2°, b, le concept de « sociétés financières » est remplacé par celui de « sociétés à portefeuille » telles que visées à l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 64 du 10 novembre 1967. Cette notion a le mérite de bien cibler les sociétés concernées, placées sous le contrôle de la Commission bancaire et financière.

Par ailleurs, le § 2, 2°, d, vise dorénavant spécifiquement les entreprises de crédit hypothécaire soumises à la loi du 4 août 1992 précitée.

Enfin, l'article 10, 5°, du projet de loi abroge l'article 56, § 2, 2°, j. Il n'est en effet pas nécessaire d'appliquer une quelconque limitation aux intérêts des emprunts octroyés par des sociétés de logement qui se rapportent à la partie professionnelle de l'immeuble étant donné que ces intérêts sont en principe fixés à des taux sensiblement inférieurs à ceux pratiqués sur le marché.

M. Arens présente un *amendement* (n° 41, Doc. n° 1608/6) tendant à compléter l'article 56, § 2, 2°, b), CIR 1992, tel que proposé par le présent article, par la disposition suivante :

« ou les entreprises financières visées à l'article 215, alinéa 3, 1°; ».

La disposition proposée fait en effet exclusivement référence à une définition de la notion de société à portefeuille visée à l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 64 du 10 novembre 1967. Or, cette réglementation est devenue obsolète depuis l'émergence d'un droit financier applicable notamment aux sociétés faisant appel public à l'épargne.

C'est pourquoi l'orateur suggère de compléter la disposition proposée par une référence à la définition des entreprises financières donnée à l'article 215, alinéa 3, 1°, CIR 1992, tel que modifié par l'article 31, 1°, du présent projet. Une telle référence présente l'avantage d'uniformiser les définitions et critères à appliquer pour l'ensemble du Code des impôts sur les revenus 1992.

L'administration avait d'ailleurs déjà retenu cette définition dans ses prescriptions administratives relatives à l'application du CIR 1964, notamment par souci d'uniformisation et de simplification (voir Com. IR 44/50.7.3° et 164/133.3°).

Le ministre estime que la modification proposée n'est pas purement formelle. C'est pourquoi il dépose un *amendement* (n° 52, Doc. n° 1608/7) qui a pour objet de compléter le littéra b) proposé par les mots : « , remplacé par l'article 7 de la loi du 20 janvier 1978 organisant l'association des holdings à la planification économique et modifiant le statut des sociétés à portefeuille; ».

In artikel 56, § 2, 2°, b, wordt het begrip « financiële ondernemingen » vervangen door « portefeuillemaatschappijen », als bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit n° 64 van 10 november 1967. Dat laatste begrip heeft het voordeel de betrokken maatschappijen, die onder toezicht van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen staan, duidelijk als doelgroep te kiezen.

Overigens slaat § 2, 2°, d, voortaan specifiek op de ondernemingen die hypothecair krediet verlenen en die onderworpen zijn aan voormelde wet van 4 augustus 1992.

Ten slotte heft artikel 10, 5°, van het wetsontwerp artikel 56, § 2, 2°, j, op. Het is immers niet nodig de interesten van door huisvestingsmaatschappijen toegekende leningen die betrekking hebben op het beroepsgedeelte van het gebouw, aan enigerlei beperking te onderwerpen aangezien die tarieven in principe merkkelijk lager zijn dan die welke op de markt worden gehanteerd.

De heer Arens dient *amendement n° 41* (Stuk n° 1608/6) in, dat ertoe strekt artikel 56, § 2, 2°, b), WIB 1992, zoals het door dit artikel 10 wordt voorgesteld, aan te vullen als volgt :

« of financieringsvennootschappen als bedoeld in artikel 215, derde lid, 1°; ».

De voorgestelde bepaling verwijst immers uitsluitend naar een definitie van het begrip portefeuillemaatschappij als bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit n° 64 van 10 november 1967. Nu is die regelgeving evenwel achterhaald want sindsdien is een financieel recht van kracht geworden dat meer in het bijzonder van toepassing is op de vennootschappen die een publiek beroep doen op het spaarwezen.

Daarom stelt de spreker voor de voorgestelde bepaling aan te vullen met een verwijzing naar de in artikel 215, derde lid, 1°, WIB 1992, gegeven definitie van de financieringsvennootschappen, zoals dat artikel door artikel 31, 1°, van het voorliggende wetsontwerp wordt gewijzigd. Die verwijzing biedt het voordeel dat zij eenvormigheid brengt in de definities en criteria die voor het gehele Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 moeten worden gehanteerd.

De administratie had in haar administratieve voorschriften betreffende de toepassing van het WIB 1964 trouwens reeds voor die definitie gekozen en zulks met het oog op uniformering en vereenvoudiging van de normen (zie Com. IB 44/50.7.3° en 164/133.3°).

De minister acht de voorgestelde wijziging niet louter formeel. Hij dient daarom *amendement n° 52* (Stuk n° 1608/7) in, dat ertoe strekt de voorgestelde littera b) aan te vullen met de woorden : « , vervangen bij artikel 7 van de wet van 20 januari 1978 tot organisatie van de associatie der holdings bij de economische planning en tot wijziging van het statuut der portefeuillemaatschappijen ».

En conséquence, *M. Arens* retire son amendement n° 41.

*
* *

L'amendement n° 52 du gouvernement est adopté à l'unanimité.

L'article 10, ainsi modifié, est adopté par le même vote.

Art. 11 (et 67, §§ 10 à 12)

Le ministre indique que l'article 11, 1°, proposé supprime l'Institut pour l'Encouragement de la Recherche Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture (IRSIA) de la liste des organismes habilités à recevoir des libéralités fiscalement déductibles conformément à l'article 104, 3°, b, CIR 1992. Cet institut a en effet été dissout par l'arrêté royal du 19 décembre 1995.

L'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles a transféré des communautés aux régions la compétence sur la matière des monuments et sites.

Afin de dissiper toute équivoque quant à la question de savoir si une institution qui a pour but la conservation des monuments et sites peut encore être agréée sur la base de l'article 104, 3°, d, CIR 1992, comme institution susceptible de recevoir des libéralités fiscalement déductibles, il est proposé de compléter l'article 104, 3°, par un *littera j*, visant spécialement ce type d'institutions. C'est l'objet de l'article 11, 3°, du présent projet.

M. Daems estime que les dispositions visées à l'article 104, 3°, CIR 1992 doivent faire l'objet d'une évaluation afin de déterminer si elles sont encore adaptées à l'ensemble des législations en vigueur et si elles tiennent compte de l'évolution socio-économique de notre pays.

Ainsi, l'article 104, 3°, g, prévoit la possibilité de déduire de l'ensemble des revenus nets les libéralités faites en argent à « la Caisse nationale des calamités au profit du Fonds national des calamités publiques ou du Fonds national des calamités agricoles, aux Fonds provinciaux des calamités, ainsi qu'aux institutions qui sont créées en vue de venir en aide aux victimes de calamités (...) ».

Suite aux récentes inondations, le gouvernement va devoir augmenter sensiblement les crédits budgétaires prévus pour couvrir les dépenses générées par l'indemnisation des victimes. Ne serait-il pas préférable d'augmenter, voire de doubler, au cours de l'exercice d'imposition 1999, le montant déductible par l'entreprise ou le particulier pour les libéralités qu'il verse à la Caisse nationale des calamités ? Les moyens financiers supplémentaires ainsi obtenus

De heer Arens trekt bijgevolg zijn amendement n° 41 in.

*
* *

Amendement n° 52 van de regering wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 10 wordt aangenomen met eenzelfde stemuitslag.

Art. 11 (en 67, §§ 10 tot 12)

De minister geeft aan dat het voorgestelde artikel 11, 1°, het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw (IWONL) schrapt uit de lijst van de instellingen die overeenkomstig artikel 104, 3°, b, WIB 1992 fiscaal aftrekbare giften mogen ontvangen. Die instelling werd immers ontbonden bij koninklijk besluit van 19 december 1995.

Artikel 1, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1988 tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen heeft de bevoegdheid inzake monumenten en landschappen overgedragen van de gemeenschappen naar de gewesten.

Om iedere dubbelzinnigheid uit de weg te ruimen over de vraag of een instelling die het behoud of de zorg voor monumenten en landschappen ten doel heeft, op grond van artikel 104, 3°, d, WIB 1992, nog erkend kan worden als een instelling die fiscaal aftrekbare giften mag ontvangen, wordt voorgesteld artikel 104, 3°, aan te vullen met een *littera j*, die dat soort instellingen specifiek op het oog heeft. Dat is de opzet van artikel 11, 3°, van het voorliggende ontwerp.

De heer Daems meent dat de in artikel 104, 3°, WIB 1992, bedoelde bepalingen moeten worden geëvalueerd om na te gaan of zij nog aangepast zijn aan alle vigerende wetgevingen en rekening houden met de sociaal-economische ontwikkeling van ons land.

Zo biedt artikel 104, 3°, g, de mogelijkheid de giften in geld « aan de Nationale Kas voor rampenschade ten bate van het Nationaal Fonds voor Algemene rampen of van het Nationaal Fonds voor landbouwrampen, aan de provinciale rampenfonds, evenals aan instellingen voor hulpverlening aan slachtoffers van rampen (...) », af te trekken van het geheel van de netto-inkomsten.

Als gevolg van de recente overstromingen zal de regering zich genoopt zien de uitgetrokken budgettaire kredieten aanzienlijk te verhogen om de slachtoffers te kunnen vergoeden voor de geleden schade. Ware het niet beter het bedrag dat ondernemingen of particulieren kunnen aftrekken voor giften in geld aan het Nationaal Rampenfonds, voor het aanslagjaar 1999 te verhogen of zelfs te verdubbelen ? Die bijkomende financiële middelen zouden het mogelijk

permettraient de réduire proportionnellement le crédit inscrit en la matière dans le budget.

Vu le niveau actuel des taux marginaux, la perte de recettes fiscales résultant d'un doublement de la somme déductible, ne s'élèverait en fait qu'à la moitié du crédit budgétaire supplémentaire nécessaire à politique inchangée. Cette mesure serait même neutre d'un point de vue budgétaire si l'on permettait au contribuable de déduire 160 % du montant versé.

En outre, une telle mesure présenterait l'avantage de responsabiliser les entreprises et, plus généralement, la population.

Le membre plaide en faveur d'une approche globale et fondamentale de ce type de problèmes plutôt que de réagir au coup par coup en fonction des circonstances.

Le président, M. Didden, souhaiterait obtenir une évaluation du coût budgétaire résultant de l'ensemble des déductions admises sur pied de l'article 104, 3°, CIR 1992.

Le ministre estime que ces questions doivent faire l'objet d'une réflexion approfondie afin de déterminer comment cerner de manière générique les réalités visées et d'y apporter une réponse à la fois claire et pratique.

M. Olaerts s'étonne du fait que les diverses dispositions visées au présent article produisent leurs effets de manière rétroactive et à des dates différentes. Ainsi, l'article 11, 1°, produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 1995 (article 67, § 10, du projet). Le 2° entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 1999 (revenus 1998) (article 67, § 12), tandis que les dispositions visées au 3° sont d'application à partir du 1^{er} janvier 1997 (article 67, § 11).

Le membre déplore le manque de sécurité juridique pour le contribuable et s'indigne, par ailleurs, qu'il ait fallu autant de temps au législateur pour procéder à des adaptations législatives jugées indispensables.

Le ministre répond que l'article 11, 1°, produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 1995, date de dissolution de l'IRSIA.

Pour ce qui est de l'article 11, 3°, la date d'entrée en vigueur est celle où les régions sont devenues compétentes en matière de monuments et sites.

Enfin, en ce qui concerne l'article 11, 2°, le ministre estime qu'il n'y a pas rétroactivité. En effet, le Conseil d'État considère qu'une modification législative n'est pas rétroactive pour autant qu'elle intervienne avant la fin de la période imposable. En outre, il y a lieu de noter que la présente modification s'impose à l'autorité publique et non au contribuable : elle allège en effet la procédure d'agrément, les arrêtés royaux ne devant dorénavant plus être délibérés en Conseil des ministres.

maken de terzake in de begroting opgenomen bedragen naar evenredigheid te verlagen.

Gelet op het huidige peil van de marginale aanslagvoeten zou het verlies aan belastingontvangsten als gevolg van een verdubbeling van het aftrekbaar bedrag in feite niet hoger zijn dan de helft van het bij ongewijzigd beleid vereiste bijkomende begrotingskrediet. Die maatregel zou budgettair beschouwd zelfs neutraal zijn als de belastingplichtige 160 % van het gestorte bedrag zou mogen aftrekken.

Diezelfde maatregel zou ook nog het voordeel hebben de ondernemingen en meer algemeen de bevolking verantwoordelijkheidszin bij te brengen.

Het lid is voorstander van een algemene en fundamentele aanpak van die problemen, in plaats van een aparte benadering die afhangt van de omstandigheden op het moment dat zij zich voordoen.

Voorzitter Didden wenst een evaluatie van de budgettaire kosten die voortvloeien uit alle op grond van artikel 104, 3°, WIB 1992, toegestane aftrekmogelijkheden.

De minister meent dat zulks veel werk zal vergen want er moet worden nagegaan hoe de pijnpunten een algemene en tegelijk duidelijke en praktische oplossing kunnen krijgen.

De heer Olaerts verbaast zich erover dat de in het voorliggende artikel bedoelde bepalingen terugwerken tot uiteenlopende data. Zo sorteert artikel 11, 1°, effect op 1 januari 1995 (artikel 67, § 10, van het ontwerp). Het punt 2° wordt van kracht met ingang van het aanslagjaar 1999 (inkomsten 1998) (artikel 67, § 12), maar de bepalingen waarvan sprake in het punt 3° gaan in per 1 januari 1997 (artikel 67, § 11).

Het lid betreurt het gebrek aan rechtszekerheid voor de belastingplichtige en vindt het bovendien ongehoord dat de wetgever er zo lang over heeft gedaan, alvorens voor de dag te komen met deze, nochtans onontbeerlijk geachte wetswijzigingen.

De minister antwoordt dat artikel 11, 1°, effect sorteert vanaf 1 januari 1995, de dag waarop het IWONL werd ontbonden.

De inwerkingtreding van artikel 11, 3°, gaat dan weer terug op de datum waarop de gewesten bevoegd zijn geworden voor het beleid inzake monumenten en landschappen.

Tot slot is de minister van oordeel dat artikel 11, 2°, geen terugwerkende kracht heeft. De Raad van State is immers de mening toegedaan dat een wetswijziging geen terugwerkende kracht heeft, althans wanneer ze vóór het einde van het belastbaar tijdperk plaatsvindt. Bovendien mag niet uit het oog worden verloren dat deze wetswijziging verplichtingen oplegt aan de overheid, en niet aan de belastingbetaler. De erkenningsprocedure wordt immers minder omslachtig, want de koninklijke besluiten terzake moeten voortaan niet meer door de Minister-raad worden besproken.

L'article 11 est adopté à l'unanimité.

Art. 11bis (nouveau)

M. Daems présente un amendement (n° 8, Doc. n° 1608/3) qui tend à insérer un nouvel article 11bis, libellé comme suit :

« Art. 11bis. — Un article 104bis, libellé comme suit, est inséré dans le même Code :

Art. 104bis. — Les libéralités visées à l'article 104, 3°, g), sont déductibles à concurrence de 200 % pour l'exercice d'imposition 1999. ».

Il est renvoyé à la discussion en la matière à l'article 11 ci-dessus.

Le ministre demande le rejet de cet amendement dans la mesure où il admet en déduction des dépenses virtuelles. L'apport de nouveaux moyens nets au budget de l'État n'est donc nullement garanti.

*
* *

L'amendement n° 8 de *M. Daems*, visant à insérer un article 11bis (nouveau), est rejeté par 9 voix contre 3.

Art. 12 (et 67, § 12)

Le ministre précise que le présent article vise à permettre au Roi de déterminer les obligations et formalités que devront dorénavant respecter tous les organismes habilités à recevoir des libéralités fiscalement déductibles (article 108 (nouveau), CIR 1992).

L'administration étudie actuellement la manière d'informatiser l'ensemble de la procédure, ce qui nécessiterait, entre autres, de pouvoir identifier le donateur, bénéficiaire de l'avantage fiscal.

En réponse à une question de *M. Olaerts*, le ministre confirme que cet article ne modifie en rien les conditions que doit remplir une libéralité pour qu'elle soit fiscalement déductible ni les conditions d'agrément des organismes visés.

Mme Van Haesendonck constate que de nombreux organismes se plaignent de la lenteur de la procédure administrative. Or, la plupart des donateurs attendent d'avoir la certitude qu'une attestation fiscale leur sera accordée avant d'effectuer leur don, ce qui a des conséquences budgétaires dramatiques pour beaucoup d'associations actives notamment dans le domaine social (soins palliatifs, etc.).

Le ministre fait remarquer que, lors du renouvellement de leur demande, par exemple, certains organismes envoient les documents indispensables et réagissent aux contrôles effectués par l'administration avec beaucoup de retard. Il n'est pas rare que pour les dossiers 1998-2000, actuellement traités,

Artikel 11 wordt eenparig aangenomen.

Art. 11bis (nieuw)

De heer Daems dient amendement n° 8 (Stuk n° 1608/3) in, dat ertoe strekt een artikel 11bis (nieuw) in te voegen, luidend als volgt :

« Art. 11bis. — Een artikel 104bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

Art. 104bis. — De in artikel 104, 3°, g), bedoelde giften zijn aftrekbaar ten belope van 200 % voor het aanslagjaar 1999. ».

Er wordt verwezen naar de bespreking van artikel 11 (cf. *supra*).

De minister vraagt om dat amendement te verwerpen, omdat het de aftrek van virtuele uitgaven mogelijk maakt. Het is dus geenszins zeker dat op die manier nieuwe nettomiddelen in de rijksbegroting vrijkomen.

*
* *

Amendement n° 8 van de heer *Daems*, tot invoeging van een artikel 11bis (nieuw), wordt verworpen met 9 tegen 3 stemmen.

Art. 12 (en 67, § 12)

De minister preciseert dat dit artikel de Koning machtigt om te bepalen aan welke verplichtingen en nadere voorwaarden de instellingen die fiscaal aftrekbare giften mogen ontvangen, voortaan moeten voldoen (artikel 108 (nieuw), WIB 1992).

De administratie zoekt momenteel uit hoe de hele procedure kan worden geïnformatiseerd, wat onder andere impliceert dat de schenker, die de begunstigde van het fiscale voordeel is, identificeerbaar moet zijn.

In antwoord op een vraag van *de heer Olaerts* bevestigt *de minister* dat dit artikel niets wijzigt aan de voorwaarden waaraan een gift moet voldoen om fiscaal aftrekbaar te zijn, noch aan de door de betrokken organisaties te vervullen erkenningsvoorwaarden.

Mevrouw Van Haesendonck stelt vast dat talrijke organisaties klagen over de traagheid van de administratieve procedure. De meeste schenkers wachten nu eenmaal met een gift tot ze zeker zijn dat ze een fiscaal attest zullen krijgen. Voor vele verenigingen die op sociaal vlak actief zijn (stervensbegeleiding enz.), heeft een en ander budgettaire gevolgen.

De minister merkt op dat sommige organisaties enigszins talmen, bijvoorbeeld met het verzenden van de voor de vernieuwing van hun erkenningsaanvraag vereiste documenten, of met het reageren op de controles van de administratie. Niet zelden gebeurt het dat de administratie bij de momenteel aan de

l'administration soit obligée d'envoyer quatre, voire cinq lettres de rappel concernant des formalités non respectées ou l'absence de réponse à des demandes précises de renseignement.

M. Olaerts demande si les conditions d'agrément sont toujours appliquées de manière uniforme par l'administration.

Par ailleurs, le membre estime que les organismes qui ont rempli toutes les formalités nécessaires dans les délais prévus devraient pouvoir disposer de l'agrément à la fin de l'année précédent celle au cours de laquelle ils sont autorisés à recevoir des libéralités fiscalement déductibles. Dans de nombreux cas, cela ne semble actuellement pas être possible.

Le membre se demande s'il ne s'agit pas d'un problème structurel lié au fonctionnement de l'administration. Il souhaiterait savoir quel est le pourcentage d'organismes qui obtiennent leur agrément dans les délais prévus.

Le ministre déclare qu'il n'est pas favorable à une reconduction automatique de l'agrément sans qu'une demande ait été formellement introduite par l'organisme concerné. Des contrôles précis doivent en effet pouvoir être effectués par l'administration quant à la légitimité de la demande mais aussi quant à l'affectation des fonds ainsi obtenus. Les réponses fournies par les organismes lors du contrôle sont souvent très incomplètes et peu précises.

De plus, et suivant ce qu'il a pu constater, le ministre doit encore préciser que des organismes dont la période d'agrément a pris fin le 31 décembre 1997 n'ont pas renouvelé leur demande en temps utile, celle-ci n'étant parvenue à l'administration que dans le courant de 1998.

Pour les organismes ayant rempli l'ensemble des formalités dans les délais, le ministre donnera en tout cas des instructions précises pour que la procédure administrative soit terminée au cours du premier semestre de l'année qui précède l'année de renouvellement, de sorte que les libéralités puissent être consenties avec la certitude de leur déductibilité.

Le ministre fournira une étude statistique détaillée concernant les demandes introduites en 1997-1998.

Un amendement (n° 7, Doc. n° 1608/3) est déposé par *MM. Leterme et Pieters* dans le but de remplacer les mots « *wordt terug opgenomen* » par les mots « *wordt hersteld* » dans le texte néerlandais de la phrase liminaire du présent article. Il est renvoyé à une remarque du Conseil d'État (Doc. n° 1608/1, p. 74).

L'article 12 fait également l'objet d'un amendement (n° 20, Doc. n° 1608/5) de *M. Olaerts* visant à compléter l'article 108 CIR 1992, proposé, par la disposition suivante :

« Il doit être répondu avant le 31 décembre de l'année précédant l'agrément de l'exemption à toute demande complète introduite dans les délais. ».

L'auteur renvoie à la discussion ci-dessus. Il rappelle que, d'après ses informations, pratiquement aucune

gang zijnde behandeling van de dossiers voor 1998-2000, vier tot vijf rappelbrieven moet sturen, omdat bepaalde voorwaarden niet werden vervuld of omdat op specifieke vragen terzake geen antwoord werd gegeven.

De heer Olaerts vraagt of de administratie de erkenningsvoorwaarden altijd op eenvormige wijze toepast.

Voorts is het lid van mening dat de organisaties die alle nodige formaliteiten tijdig hebben afgehandeld, hun erkenning al moeten hebben tegen het einde van het jaar vóór dat waarin zij fiscaal aftrekbare giften mogen ontvangen. Momenteel blijkt dat vaak onmogelijk te zijn.

Het lid vraagt zich af of de administratie niet met structurele werkingsproblemen kampt. Hij had graag geweten hoeveel procent van de organisaties hun erkenning tijdig in de bus krijgt.

De minister zegt niet gewonnen te zijn voor een automatische vernieuwing van de erkenning, zonder dat de betrokken organisatie daartoe formeel een aanvraag hoeft in te dienen. De administratie moet immers nauwgezet de wettigheid kunnen nagaan van de aanvraag, maar ook van de besteding van de aldus verkregen fondsen. Bij dergelijke controles geven de organisaties vaak zeer onvolledige en zeer vage antwoorden.

Bovendien acht de minister het nodig te melden dat hij heeft vastgesteld dat een aantal organisaties waarvan de erkenning op 31 december 1997 een einde nam, hun aanvraag niet tijdig hebben vernieuwd. De administratie ontving ze pas in de loop van 1998.

Ten behoeve van de organisaties die tijdig met alle formaliteiten in orde waren, zal de minister hoe dan ook precieze instructies geven, zodat de administratieve procedure wordt afgerond in de loop van het eerste semester van het jaar vóór dat waarin de vernieuwing ingang vindt. Aldus is het zeker dat de giften aftrekbaar zijn.

De minister zal de commissie een studie bezorgen waarin de in 1997-1998 ingediende aanvragen, met behulp van statistieken, nader worden toegelicht.

De heren Leterme en Pieters dienen amendement n° 7 (Stuk n° 1608/3) in, dat ertoe strekt in de inleidende zin van dit artikel de woorden « *wordt terug opgenomen* » te vervangen door de woorden « *wordt hersteld* ». Terzake wordt verwezen naar een opmerking van de Raad van State (Stuk n° 1608/1, blz. 74).

Nog steeds op artikel 12 dient ook *de heer Olaerts* een amendement in (n° 20, Stuk n° 1608/5), dat ertoe strekt het voorgestelde artikel 108 WIB 1992, aan te vullen met de volgende bepaling :

« Elke tijdige en volledige aanvraag moet beantwoord worden vóór 31 december van het jaar dat de erkenning van de vrijstelling voorafgaat. ».

De indiener verwijst naar de zonet gevoerde discussie. Hij herinnert eraan dat, volgens zijn informa-

institution n'obtient à temps l'agrément visé à l'article 110, CIR 1992, et ce même si sa demande d'agrément en vue de bénéficier de la déductibilité des libéralités est complète et a été introduite dans les délais. C'est pourquoi il estime nécessaire d'inscrire dans la loi le délai dans lequel l'administration est tenue de traiter une telle demande. Les institutions qui n'obtiennent cet agrément que dans le courant de l'année au cours de laquelle elles sont autorisées à recevoir des libéralités fiscalement déductibles, rencontrent en effet des difficultés d'organisation quasi insurmontables.

M. Schoeters fait observer que cette disposition sera difficile à faire respecter, étant donné qu'elle ne prévoit aucune sanction lorsque l'administration ne répond pas dans les délais prévus.

Le ministre partage cette opinion et estime par ailleurs qu'il s'agit d'une disposition organique qui n'a pas sa place dans le Code des impôts sur les revenus. Il organisera une réunion avec son administration le 30 octobre prochain afin d'examiner et de résoudre les problèmes pratiques qui peuvent se poser en cette matière.

*
* *

L'amendement n° 7 de MM. Leterme et Pieters est adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 20 de M. Olaerts est rejeté par 7 voix contre 2 et 2 abstentions.

L'article 12, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

Art. 13 (et 67, § 11)

Le ministre indique que les références visées à l'article 110, CIR 1992, qui attribue au Roi le pouvoir de déterminer les conditions et les modalités d'agrément des associations et institutions visées à l'article 104, 3°, CIR 1992, doivent être adaptées compte tenu des modifications apportées à cet article par l'article 11 du projet.

*
* *

Cet article n'appelle aucun commentaire.

Il est adopté à l'unanimité.

Art. 13bis (nouveau)

M. Olaerts présente un amendement (n° 21, Doc. n° 1608/5) qui tend à supprimer le premier alinéa de l'article 126, CIR 1992. Il est renvoyé à la discussion de l'amendement n° 17 du même auteur visant à

tie, haast geen enkele organisatie tijdig in het bezit wordt gesteld van de erkenning waarin artikel 110, WIB 1992, voorziet. Dat is ook zo wanneer de erkenningsaanvraag met het oog op de aftrekbaarheid van de giften volledig en tijdig werd ingediend. Daarom acht hij het noodzakelijk dat de wet de administratie een termijn oplegt, waarbinnen ze een dergelijke aanvraag moet behandelen. Organisaties die hun erkenning pas krijgen tijdens het jaar waarin zij fiscaal aftrekbare giften mogen ontvangen, kampen inderdaad met haast onoverkomelijke organisatorische problemen.

De heer Schoeters merkt op dat die bepaling moeilijk afdwingbaar zal zijn, wegens het gebrek aan sancties zo de administratie niet tijdig reageert.

De minister deelt die mening en neemt voorts dat het om een organieke bepaling gaat die niet thuisheert in het Wetboek van de inkomstenbelastingen. Op 30 oktober eerstkomend zal hij de praktische problemen die terzake kunnen rijzen, samen met zijn diensten bestuderen en trachten op te lossen.

*
* *

Amendement n° 7 van de heren Leterme en Pieters wordt eenparig aangenomen.

Amendement n° 20 van de heer Olaerts wordt verworpen met 7 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Het aldus gewijzigde artikel 12 wordt eenparig aangenomen.

Art. 13 (en 67, § 11)

De minister stipt aan dat wijzigingen moeten worden aangebracht aan de verwijzingen in artikel 110, WIB 1992, waarin de Koning wordt gemachtigd de nadere erkenningsvoorwaarden vast te leggen voor de in artikel 104, 3°, WIB 1992, bedoelde verenigingen en organisaties. Een en ander is een gevolg van de wijzigingen die, via artikel 11 van dit ontwerp, aan dat artikel werden aangebracht.

*
* *

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 13bis (nieuw)

De heer Olaerts dient amendement n° 21 (Stuk n° 1608/5) in, dat ertoe strekt het eerste lid van artikel 126, WIB 1992, weg te laten. Terzake wordt verwezen naar de bespreking van amendement n° 17

insérer un article 1^{er}*bis* (nouveau) dans le présent projet de loi.

*
* *

L'amendement n° 21 de M. Olaerts, visant à insérer un article 13*bis*, est rejeté par 8 voix contre 2.

Art. 13*ter* (nouveau)

M. Olaerts dépose un amendement (n° 22, Doc. n° 1608/5) tendant à compléter l'article 130, CIR 1992, par la disposition suivante :

« Les impôts sur la base imposable majorée ne peuvent jamais dépasser, dans l'imputation ou l'imposition, les barèmes fiscaux correspondants. ».

L'auteur fait remarquer que du fait des contradictions et incohérences dans l'application des déductions et exonérations, il est possible, dans la pratique, que certains contribuables percevant, par exemple, 10 000 francs de plus à titre de revenus de remplacement, doivent payer un supplément d'impôt qui peut varier de 10 000 francs à 30 000 francs. Une telle situation est totalement inacceptable car profondément injuste. C'est pourquoi l'orateur estime que le gouvernement doit immédiatement prendre les mesures nécessaires afin de remédier à cette discrimination sans attendre la réforme globale visant à supprimer les discriminations entre couples mariés et cohabitants. Il renvoie à sa question orale du 24 juin 1998 (annales parlementaires de la séance plénière, n° 258-9054).

M. Schoeters partage cette opinion. Il renvoie à sa question orale concernant une anomalie dans le CIR 1992 visant les revenus de remplacement des chômeurs âgés (annales parlementaires de la commission des Finances et du Budget du 22 avril 1998, C554-7). Le ministre avait alors répondu qu'il ferait examiner la situation par son administration.

Le ministre indique que ce problème concerne un nombre très élevé de contribuables si bien que le coût budgétaire d'une mesure visant à remédier à la situation décrite s'élèverait à quelque 700 millions de francs. Vu les crédits budgétaires supplémentaires nécessaires en vue de l'indemnisation des victimes des récentes inondations, le gouvernement ne peut prendre en la matière aucune mesure dans l'immédiat. Toutefois, le ministre considère que toute amélioration de la situation budgétaire de notre pays devra prioritairement être mise à profit pour mettre fin à cette anomalie.

M. Olaerts s'indigne que le projet de budget 1999 omette de prendre des mesures en vue de mettre fin à une discrimination aussi perfide touchant des contri-

van dezelfde indiener, dat ertoe strekt een artikel 1*bis* (nieuw) in dit wetsontwerp in te voegen.

*
* *

Amendement n° 21 van de heer Olaerts, dat ertoe strekt een artikel 13*bis* in te voegen, wordt verworpen met 8 tegen 2 stemmen.

Art. 13*ter* (nieuw)

De heer Olaerts dient amendement n° 22 (Stuk n° 1608/5) in, dat ertoe strekt artikel 130, WIB 1992 aan te vullen met de volgende bepaling :

« De belastingen op de vermeerderende belastbare basis kunnen in de verrekening of in de aanslag nooit hoger zijn dan de overeenkomstige belastingschalen. ».

De indiener merkt op dat het, gelet op de tegenstrijdigheden en de incoherenties bij de toepassing van aftrekken, vrijstellingen en taxatie, in de praktijk mogelijk is dat sommige belastingplichtigen wier vervangingsinkomen bijvoorbeeld met 10 000 frank stijgt, een extra belasting moeten betalen die tussen 10 000 frank en 30 000 frank kan schommelen. Een dergelijke situatie is volkomen onaanvaardbaar want uitermate onrechtvaardig. Daarom is de spreker van mening dat de regering onverwijld de nodige maatregelen moet nemen om die discriminatie weg te werken, zonder te wachten op de alomvattende hervorming die ertoe strekt discriminaties tussen gehuwden en samenwonenden weg te werken. Hij verwijst naar zijn mondelinge vraag van 24 juni 1998 (handelingen van de plenaire vergadering, n° 258-9054).

De heer Schoeters deelt die mening. Hij verwijst naar zijn mondelinge vraag over een anomalie in het WIB 1992 met betrekking tot de vervangingsinkomens van oudere werklozen (handelingen van de commissie voor de Financiën en de Begroting van 22 april 1998, C554-7). De minister had toen geantwoord dat hij de situatie door zijn administratie zou laten onderzoeken.

De minister wijst erop dat dit vraagstuk heel veel belastingplichtigen aanbelangt; de budgettaire kosten van een maatregel om de beschreven toestand te verhelpen zou dan ook oplopen tot zowat 700 miljoen frank. Gelet op de noodzakelijke extra begrotingsmiddelen die moeten worden uitgetrokken voor de schadeloosstelling van de slachtoffers van de recente overstromingen, kan de regering op korte termijn terzake geen enkele maatregel nemen. De minister gaat er evenwel van uit dat iedere verbetering van de budgettaire toestand van ons land bij voorrang zal moeten worden aangewend om die anomalie weg te werken.

De heer Olaerts is verontwaardigd over het feit dat in het ontwerp van begroting voor 1999 geen maatregelen worden genomen om een einde te maken aan

buables vivant de revenus de remplacement, alors qu'il prévoit d'augmenter le minimum exonéré d'impôt pour les couples mariés. Selon lui, il est tout à fait possible de rechercher des alternatives permettant de financer une telle réforme.

*
* *

L'amendement n° 22 de M. Olaerts, visant à insérer un article 13^{ter}, est rejeté par 7 voix contre 2 et 2 abstentions.

Art. 13^{quater} et 13^{quinquies} (nouveaux)

M. Olaerts introduit un amendement (n° 23, Doc. n° 1608/5) qui tend à apporter les modifications suivantes à l'article 131, 1°, CIR 1992 :

- insérer le mot « effectivement » entre les mots « contribuable » et « isolé »;
- remplacer les mots « 165 000 francs » par les mots « 180 000 francs ».

L'orateur indique que les montants visés dans ses amendements n°s 23 à 25 sont des montants indexés.

Le présent amendement a pour but de relever la quotité du revenu exemptée pour les véritables isolés. L'orateur insiste pour que la législation fiscale prenne en compte la situation réelle des contribuables, comme cela est d'ailleurs déjà le cas pour la détermination des divers revenus de remplacement et allocations sociales.

Au cours de sa déclaration de politique générale, le premier ministre a annoncé que le projet de budget 1999 prévoit un premier train de mesures (très partielles) de l'ordre de 550 millions de francs. Toutefois, ces mesures sont totalement insuffisantes pour s'attaquer au fond du problème vu le nombre important de discriminations entre couples mariés et isolés sur le plan de la fiscalité et de la parafiscalité.

Dans ce contexte, l'amendement (n° 24, Doc. n° 1608/5) de M. Olaerts a pour objet d'augmenter le montant de la quotité du revenu exemptée pour chaque conjoint de 130 000 francs à 165 000 francs (montant indexé) (article 131, 2°, CIR 1992).

Si le gouvernement estime que ce montant est trop élevé, l'orateur propose un autre amendement (n° 25, Doc. n° 1608/5) tendant à augmenter ce même montant de 130 000 francs à 161 000 francs, c'est-à-dire le montant annoncé dans la déclaration de politique générale du gouvernement (le montant indexé s'élève aujourd'hui à 160 000 francs).

À la question de M. Olaerts de savoir si l'augmentation de 1 000 francs du minimum exonéré d'impôt proposée par le gouvernement sera accordée à cha-

un zo wraakroepende discriminatie die belastingplichtigen treft die van een vervangingsinkomen leven, terwijl het nieuwe begrotingsontwerp (1999) er (amper) in voorziet het belastingvrije minimumbedrag voor gehuwden op te trekken. Zijns inziens is het perfect mogelijk op zoek te gaan naar alternatieven die een dergelijke hervorming kunnen financieren.

*
* *

Amendement n° 22 van de heer Olaerts, dat ertoe strekt een artikel 13^{ter} in te voegen, wordt verworpen met 7 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 13^{quater} en 13^{quinquies} (nieuw)

De heer Olaerts dient amendement n° 23 (Stuk n° 1608/5) in, dat ertoe strekt in artikel 131, 1°, WIB 1992, de volgende wijzigingen aan te brengen :

- tussen de woorden « een » en « alleenstaande » het woord « werkelijk » invoegen;
- de woorden « 165 000 frank » vervangen door de woorden « 180 000 frank ».

De spreker wijst erop dat de in zijn amendementen n°s 23 tot 25 bedoelde bedragen geïndexeerd zijn.

Dit amendement heeft tot doel het bedrag van het belastingvrije inkomen voor werkelijk alleenstaanden op te trekken. De spreker vraagt nadrukkelijk dat de belastingwetgeving rekening houdt met de werkelijke situatie van de belastingplichtigen, zoals dat trouwens reeds voor de vaststelling van de diverse vervangingsinkomens en sociale uitkeringen het geval is.

Tijdens zijn beleidsverklaring heeft de eerste minister aangekondigd dat het ontwerp van begroting voor 1999 voorziet in een eerste pakket (zeer gedeeltelijke) maatregelen voor een bedrag van zowat 550 miljoen frank. Gelet op het groot aantal discriminaties op fiscaal en parafiscaal vlak tussen gehuwden en alleenstaanden, volstaan die maatregelen evenwel hoegenaamd niet om het probleem grondig aan te pakken.

In die context heeft amendement n° 24 (Stuk n° 1608/5) van de heer Olaerts tot doel het belastingvrije deel van het inkomen voor iedere echtgenoot van 130 000 frank naar 165 000 frank (geïndexeerde bedragen) op te trekken (artikel 131, 2°, WIB 1992).

Mocht de regering dat bedrag te hoog vinden, dan stelt de spreker een ander amendement (amendement n° 25, Stuk n° 1608/5) voor, dat ertoe strekt datzelfde bedrag van 130 000 frank tot 161 000 frank te verhogen, dat is het bedrag dat in de beleidsverklaring van de regering in uitzicht werd gesteld (het geïndexeerde bedrag belooft thans 160 000 frank).

Op de vraag van de heer Olaerts of de door de regering voorgestelde verhoging met 1 000 frank van het belastingvrije minimumbedrag aan beide echtge-

cun des conjoints, *le ministre* répond par l'affirmative.

Il demande le rejet des trois amendements. Il indique qu'un débat global sur la question devra avoir lieu mais que cette question n'est actuellement pas à l'ordre du jour du Conseil des ministres faute de moyens budgétaires disponibles.

*
* *

Les amendements n^{os} 23 à 25 de M. Olaerts, visant à insérer un article 13^{quater} et un article 13^{quinquies}, sont rejetés par 9 voix contre 2.

Art. 14

Le ministre signale que le présent article comporte une simple adaptation de référence dans l'article 135, alinéa 1^{er}, 1^o, 3^e tiret, CIR 1992, suite :

— d'une part, à l'arrêté royal du 14 juillet 1994 portant coordination de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités;

— d'autre part, à l'arrêté royal du 10 avril 1995 modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 1964 portant les conditions dans lesquelles l'application de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités est étendue aux travailleurs indépendants.

*
* *

Cet article ne donne lieu à aucune remarque.

Il est adopté par 9 voix et 2 abstentions.

Art. 15 (et 67, § 14)

Le ministre indique que la disposition visée à l'article 143, 3^o, CIR 1992, peut être abrogée suite à la suppression du service militaire.

Cet article prévoyait que pour calculer le montant des ressources à prendre en considération aux fins de déterminer si une personne peut être ou non à charge du contribuable, il était fait abstraction des revenus professionnels que cette personne avait recueillis

noten zal worden verleend, antwoordt *de minister* bevestigend.

De minister vraagt de drie amendementen te verwerpen. Hij wijst erop dat over die aangelegenheid een algemeen debat zal moeten plaatsvinden, maar dat dit punt, bij gebrek aan beschikbare begrotingsmiddelen, momenteel niet op de agenda van de Ministerraad staat.

*
* *

De amendementen n^{rs} 23 tot 25 van de heer Olaerts, die ertoe strekken een artikel 13^{quater} en een artikel 13^{quinquies} in te voegen, worden verworpen met 9 tegen 2 stemmen.

Art. 14

De minister wijst erop dat dit artikel louter een aanpassing bevat van de verwijzing in artikel 135, eerste lid, 1^o, derde gedachtestreepje, WIB 1992, als gevolg van :

— ten eerste, het koninklijk besluit van 14 juli 1994 tot coördinatie van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;

— ten tweede, het koninklijk besluit van 10 april 1995 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 1964 houdende de voorwaarden waaronder de toepassing van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen tot de zelfstandigen wordt verruimd.

*
* *

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Het wordt aangenomen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 15 (en 67, § 14)

De minister wijst erop dat de in artikel 143, 3^o, WIB 1992 bedoelde bepaling, als gevolg van de opschorting van de militaire dienstplicht, kan worden opgeheven.

Dat artikel bepaalde dat, bij de berekening van het bedrag van de inkomsten dat in aanmerking moest worden genomen om te bepalen of iemand al dan niet ten laste van de belastingplichtige kan vallen, geen rekening werd gehouden met de beroepsinkomsten

pendant l'année au cours de laquelle elle avait été appelée à accomplir son service militaire.

*
* *

Cet article n'appelle aucune observation.

Il est adopté par 9 voix et 2 abstentions.

Art. 16 (et 67, § 7)

Le ministre déclare que la présente disposition tend à adapter les références visées à l'article 145¹⁵, alinéa 1^{er}, CIR 1992, suite aux modifications apportées à l'article 56, CIR 1992, par l'article 10, 1^o à 4^o, du présent projet (voir ci-dessus).

Le gouvernement présente un amendement (n^o 53, Doc. n^o 1608/7) visant à remplacer le texte proposé par la disposition suivante :

« Dans l'article 145¹⁵, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « les institutions et entreprises visées à l'article 56, § 1^{er} et § 2, 2^o, f et g » sont remplacés par les mots « les établissements visés à l'article 56, § 1^{er} ». ».

Le ministre indique que la présente disposition vise la possibilité pour un contribuable d'ouvrir un compte d'épargne-pension auprès d'un établissement de crédit. Cette possibilité de gestion est toutefois exclue pour la Banque nationale de Belgique et l'Institut de Réescompte et de Garantie. Le texte de la disposition est adapté en ce sens.

*
* *

L'amendement n^o 53 du gouvernement est adopté à l'unanimité.

L'article 16, ainsi modifié, est adopté par 9 voix et 2 abstentions.

Art. 16bis (nouveau)

MM. Brouns et Leterme présentent un amendement (n^o 44, Doc. n^o 1608/6) visant à insérer un nouvel article 156bis dans le CIR 1992 pour permettre l'instauration d'un crédit d'impôt compensatoire en faveur des travailleurs frontaliers occupant un emploi aux Pays-Bas. Il est renvoyé à la discussion de l'amendement n^o 43 de M. Brouns à l'article 9, ainsi qu'à la justification de l'amendement n^o 44 (Doc. n^o 1608/6, pp. 13 à 15).

Suite aux garanties données par le ministre des Finances, les deux auteurs retirent leur amendement.

die de betrokkene had ontvangen tijdens het jaar waarin hij zijn militaire dienstplicht moest vervullen.

*
* *

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Het wordt aangenomen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 16 (en 67, § 7)

De minister verklaart dat deze bepaling ertoe strekt de in artikel 145¹⁵, eerste lid, WIB 1992, opgenomen wijzigingen, aan te passen na de door artikel 10, 1^o tot 4^o, van dit wetsontwerp (cf. *supra*) in artikel 56, WIB 1992, aangebrachte wijzigingen.

De regering dient amendement n^o 53 (Stuk n^o 1608/7) in, dat ertoe strekt in de voorgestelde tekst de woorden « en instituut » te schrappen.

De minister wijst erop dat deze bepaling slaat op de mogelijkheid voor een belastingplichtige, om een pensioenspaarrekening bij een kredietinstelling te openen. Voor de Nationale Bank van België en voor het Herdisconterings- en Waarborginstituut is die beheersmogelijkheid evenwel uitgesloten. De tekst van de bepaling wordt in die zin aangepast.

*
* *

Amendement n^o 53 van de regering wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 16 wordt aangenomen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 16bis (nieuw)

De heren Brouns en Leterme dienen amendement n^o 44 (Stuk n^o 1608/6) in, dat ertoe strekt in het WIB 1992 een nieuw artikel 156bis in te voegen om ten voordele van de grensarbeiders die in Nederland werken de invoering van een compenserend belastingkrediet mogelijk te maken. Er wordt verwezen naar de bespreking van amendement n^o 43 van de heer Brouns op artikel 9, alsmede naar de verantwoording van amendement n^o 44 (Stuk n^o 1608/6, blz. 13 tot 15).

Gelet op de garanties die de minister van Financiën geeft, trekken de twee indieners hun amendement in.

Il est également renvoyé à la discussion des articles 50bis à 50quater (nouveaux) du projet.

Art. 16ter (nouveau)

MM. Brouns et Leterme présentent un amendement (n° 45, Doc. n° 1608/6) visant à insérer un nouvel article 156bis dans le CIR 1992 pour permettre l'instauration d'un crédit d'impôt compensatoire en faveur des travailleurs frontaliers occupant un emploi en France. Il est renvoyé à la discussion de l'amendement n° 43 de M. Brouns à l'article 9, ainsi qu'à la justification de l'amendement n° 45 (Doc. n° 1608/6, pp. 15 à 17).

Suite aux garanties données par le ministre des Finances, les deux auteurs retirent leur amendement.

Il est également renvoyé à la discussion des articles 50bis à 50quater (nouveaux) du projet.

Art. 17 (et 67, § 15)

Le ministre signale que l'article 180, 2°, CIR 1992, énumère les entreprises publiques portuaires qui sont soumises à l'impôt des personnes morales. L'adaptation proposée vise à reprendre dans l'énumération les deux sociétés issues de la dissolution/scission de la Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles.

Le ministre estime qu'il pourrait être utile de modifier cet article pour viser de manière générique l'ensemble des entreprises publiques portuaires, ce qui éviterait de devoir modifier la loi à chaque fois qu'une de ces entreprises est dissoute ou que de nouvelles entreprises portuaires sont constituées.

*
* *

Cet article n'appelle aucun commentaire.

Il est adopté à l'unanimité.

Art. 18 (et 67, § 7)

Le ministre indique que la modification apportée à l'article 104, 3°, CIR 1992, par l'article 11, 3°, du projet entraîne une adaptation de l'article 181, 7°, CIR 1992.

Il rappelle que l'agrément octroyé conformément à l'article 104, 3°, CIR 1992, a un double effet :

Ook wordt verwezen naar de bespreking van de artikelen 50bis tot 50quater (nieuw) van het ontwerp.

Art. 16ter (nieuw)

De heren Brouns en Leterme dienen amendement n° 45 (Stuk n° 1608/6) in, dat ertoe strekt in het WIB 1992 een nieuw artikel 156bis in te voegen om ten voordele van de grensarbeiders die in Frankrijk werken de invoering van een compenserend belastingkrediet mogelijk te maken. Er wordt verwezen naar de bespreking van amendement n° 43 van de heer Brouns op artikel 9, alsmede naar de verantwoording van amendement n° 45 (Stuk n° 1608/6, blz. 15 tot 17).

Gelet op de garanties die de minister van Financiën geeft, trekken de twee indieners hun amendement in.

Ook wordt verwezen naar de bespreking van de artikelen 50bis tot 50quater (nieuw) van het ontwerp.

Art. 17 (en 67, § 15)

De minister stipt aan dat artikel 180, 2°, WIB 1992, de publieke havenbedrijven opsomt die aan de rechtspersonenbelasting zijn onderworpen. De voorgestelde aanpassing strekt ertoe in de opsomming de twee vennootschappen op te nemen die zijn ontstaan uit de ontbinding/splitsing van de Naamloze Vennootschap Zeekanaal en de Haveninrichtingen van Brussel.

De minister is van oordeel dat het nuttig zou kunnen zijn dit artikel te wijzigen zodat het met een algemene term alle publieke havenbedrijven omvat. Aldus zou worden voorkomen dat de wet telkens moet worden gewijzigd wanneer een van die bedrijven wordt ontbonden of nieuwe havenbedrijven worden opgericht.

*
* *

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 18 (en 67, § 7)

De minister stipt aan dat de wijziging die artikel 11, 3°, van het ontwerp, aanbrengt in artikel 104, 3°, WIB 1992, noopt tot een aanpassing van artikel 181, 7°, WIB 1992.

Hij herinnert eraan dat de erkenning die krachtens artikel 104, 3°, WIB 1992, wordt toegekend, een dubbel effect sorteert :

— il permet à l'organisme de recevoir des libéralités qui sont déductibles fiscalement par le donateur; en d'autres termes, le donataire peut recevoir des libéralités en exonération d'impôt;

— l'organisme en question est soumis à l'impôt des personnes morales et non à l'impôt des sociétés.

*
* *

Cet article ne donne lieu à aucune remarque.

Il est adopté par 9 voix et 2 abstentions.

Art. 19 (et 67, §§ 7, 16 et 29)

Le ministre rappelle que les diverses dispositions traitant du capital libéré en cas d'opérations d'apport, à savoir en cas d'apport d'une branche d'activité ou d'une universalité de biens (article 46, § 1^{er}, dernier alinéa, CIR 1992 — voir discussion de l'article 7 du projet) et en cas d'apport d'un établissement belge assujéti à l'impôt des non-résidents (article 231, § 3, alinéa 2, CIR 1992 — voir article 35 du projet) sont déplacées vers l'article 184, CIR 1992. Cette modification fait l'objet de l'article 19, 2^o, du présent projet.

Concernant l'article 19, 1^o, à l'examen, le ministre précise, que, comme il a été indiqué lors de la discussion de l'article 3 (insertion d'un 2^o*bis* à l'article 18, alinéa 1^{er}, CIR 1992), l'assimilation des primes d'émission au capital social ne sera dorénavant plus inconditionnelle.

En d'autres termes, la prime d'émission ne sera remboursée en exonération d'impôt dans le chef de l'actionnaire que si elle a été portée à un compte qui, au même titre que le capital social, constitue la garantie des tiers et si son remboursement fait l'objet d'une décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les formes et majorité requises pour la modification des statuts conformément au droit des sociétés.

Ainsi, la prime d'émission ne pourra être assimilée à du capital libéré pour l'application de l'impôt des sociétés que s'il est satisfait à la même condition d'« indisponibilité » que celle à laquelle est soumis le capital social : la prime ne doit donc pas avoir servi antérieurement à une affectation à une réserve disponible, à l'apurement de pertes ou avoir été virée au compte de résultat.

Enfin, l'article 19, 3^o, du projet vise à adapter le droit fiscal suite à une modification intervenue dans le droit des sociétés : les ASBL disposent dorénavant

— de l'instilling mag giften ontvangen die voor de schenker fiscaal aftrekbaar zijn; de begiftigde kan met andere woorden belastingvrije giften ontvangen;

— de desbetreffende instelling is onderworpen aan de rechtspersonenbelasting en niet aan de vennootschapsbelasting.

*
* *

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Het wordt aangenomen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 19 (en 67, §§ 7, 16 en 29)

De minister herinnert eraan dat de diverse bepalingen met betrekking tot het gestorte kapitaal bij inbrengoperaties, met name bij inbreng van een bedrijfsafdeling of een algemeenheid van goederen (artikel 46, § 1, laatste lid, WIB 1992 — zie de bespreking van artikel 7 van het ontwerp) en bij inbreng van een Belgische inrichting onderworpen aan de belasting der niet-verblijfhouders (artikel 231, § 3, tweede lid, WIB 1992 — zie artikel 35 van het ontwerp), worden verplaatst naar artikel 184, WIB 1992. Die wijziging wordt doorgevoerd bij artikel 19, 2^o, van het voorliggende ontwerp.

In verband met het voorliggende artikel 19, 1^o, preciseert de minister dat, zoals reeds aangestipt tijdens de bespreking van artikel 3 (invoeging van een 2^o*bis* in artikel 18, eerste lid, WIB 1992), de uitgiftepremies niet meer onvoorwaardelijk met het maatschappelijk kapitaal zullen worden gelijkgesteld.

De uitgiftepremie zal met andere woorden alleen nog worden terugbetaald als belastingvrijstelling voor de aandeelhouder wanneer ze op een rekening werd gezet die, net als het maatschappelijk kapitaal, de waarborg ten opzichte van derden vormt en indien tot de terugbetaling wordt besloten door de algemene vergadering van aandeelhouders die uitspraak doet volgens de vormvoorschriften en met de meerderheid die vereist zijn voor een wijziging van de statuten conform het vennootschapsrecht.

Enkel indien is voldaan aan dezelfde voorwaarde van « onbeschikbaarheid » als die waaraan het maatschappelijk kapitaal moet voldoen, zal de uitgiftepremie voor de toepassing van de vennootschapsbelasting, in het algemeen, met gestort kapitaal kunnen worden gelijkgesteld : de premie mag dus vooraf niet zijn aangewend voor een beschikbare reserve, voor het aanzuiveren van verliezen, noch op de resultatenrekening zijn gestort.

Artikel 19, 3^o, van het ontwerp, strekt er tot slot toe het fiscaal recht aan te passen aan een wijziging van het vennootschapsrecht : de vzw's kunnen

de la faculté de se transformer en sociétés à finalité sociale.

Un premier problème, qui fait aussi l'objet du présent projet à son article 55, se pose en matière de droits d'enregistrement : la société à finalité sociale est en effet normalement redevable d'un droit d'apport sur son capital.

Le deuxième problème est de déterminer le montant du capital fiscal de la nouvelle société pour l'application des impôts sur les revenus. À défaut de disposition légale en la matière, on pourrait considérer qu'il s'agit de la totalité de l'avoir net de l'ASBL transformée en société à finalité sociale. Pour résoudre cette difficulté, il est proposé que l'actif net de cette ASBL, qui doit composer l'avoir social de la nouvelle société à finalité sociale, ne soit pas considéré sur le plan fiscal comme du capital libéré mais comme une réserve exonérée pour autant qu'elle continue à satisfaire à la condition d'intangibilité visée à l'article 190, CIR 1992.

En réponse à la question de *M. Olaerts* de savoir si le régime fiscal appliqué aux sociétés à finalité sociale est ou non différent de celui appliqué aux sociétés anonymes, *le ministre* répond que le régime fiscal appliqué est fonction d'un examen en fait : la société à finalité sociale exerce-t-elle ou non une activité commerciale ou industrielle ? A-t-elle des méthodes de gestion équivalentes à celles d'une société anonyme (comptabilité, etc.) ? Distribue-t-elle des dividendes ? Si oui, il s'agit alors d'une société à but lucratif soumise à l'impôt des sociétés (cf. l'article 182, CIR 1992).

Enfin, à la question de *M. Olaerts* concernant le choix de la date d'entrée en vigueur, *le ministre* répond que la date du 1^{er} juillet 1996 correspond à la date d'entrée en vigueur des dispositions de droit commun réglant la transformation des ASBL en sociétés à finalité sociale.

M. Olaerts constate une évolution importante dans le droit des sociétés en Belgique. Auparavant, l'exercice d'activités sociales ou culturelles était exclusivement le fait des ASBL. Ces dernières années, on observe toutefois une tendance croissante au recours à la forme de la société anonyme pour exercer ces activités, cette forme juridique offrant davantage de latitudes dans la pratique. Va-t-on ainsi évoluer vers deux sortes de sociétés anonymes, en fonction de leurs objectifs ?

Le ministre souligne que les activités des ASBL se sont sensiblement diversifiées si bien que la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique n'est plus adaptée à la réalité.

voortaan worden omgezet in een vennootschap met een sociaal oogmerk.

Een eerste probleem, dat ook wordt behandeld in artikel 55 van het voorliggende ontwerp, rijst met betrekking tot de registratierechten : de vennootschap met een sociaal oogmerk moet normaal gezien een inbrengrecht betalen op haar kapitaal.

Het tweede probleem bestaat erin het bedrag te bepalen van het fiscaal kapitaal van de nieuwe vennootschap zal zijn voor de heffing van de inkomstenbelastingen. Bij gebrek aan wetsbepalingen terzake, zou men kunnen oordelen dat het alle netto-activa omvat van de vzw die in een vennootschap met een sociaal oogmerk is omgezet. Teneinde dit vraagstuk op te lossen, wordt voorgesteld dat de netto-activa van die vzw, die het maatschappelijk kapitaal moeten vormen van de nieuwe vennootschap met een sociaal oogmerk, op fiscaal vlak niet zou worden aangemerkt als gestort kapitaal, maar als een vrijgestelde reserve, op voorwaarde dat ze blijven beantwoorden aan de voorwaarde van onbeschikbaarheid bedoeld in artikel 190, WIB 1992.

De heer Olaerts vraagt of het belastingstelsel dat geldt voor de vennootschappen met een sociaal oogmerk al dan niet verschilt van het stelsel dat geldt voor de naamloze vennootschappen. *De minister* antwoordt daarop dat op grond van een feitelijk onderzoek wordt bepaald welk belastingstelsel wordt toegepast : beoefent de vennootschap met een sociaal oogmerk al dan niet een handelsactiviteit of een industriële activiteit ? Zijn haar beheersmethodes vergelijkbaar met die van een naamloze vennootschap (boekhouding enz.) ? Keert ze dividenden uit ? Zo ja, dan betreft het een vennootschap met winst-oogmerk die is onderworpen aan de vennootschapsbelasting (zie artikel 182, WIB 1992).

Op de vraag van *de heer Olaerts* betreffende de keuze van de datum van inwerkingtreding, antwoordt *de minister* dat de datum van 1 juli 1996 overeenstemt met de datum van inwerkingtreding van de gemeenrechtelijke bepalingen die de omzetting van vzw's in een vennootschap met een sociaal oogmerk regelen.

De heer Olaerts stelt een belangrijke ontwikkeling vast in het vennootschapsrecht in België. Vroeger behoorde de uitoefening van activiteiten met een sociaal of cultureel oogmerk uitsluitend tot het terrein van de vzw's. De jongste jaren stellen we evenwel een groeiende trend vast waarbij voor die activiteiten voor de vorm van de naamloze vennootschap wordt gekozen, omdat die rechtsvorm in de praktijk meer mogelijkheden biedt. Zullen we op die manier evolueren naar twee soorten van naamloze vennootschappen, afhankelijk van het doel dat ze nastreven ?

De minister onderstreept dat de activiteiten van de vzw's aanzienlijk zijn gediversifieerd. De wet van 27 juni 1921 waarbij aan de vereniging zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, is dan ook achterhaald.

Le ministre estime que la loi du 27 juin 1921 devrait être modifiée de manière à opérer une distinction claire entre, d'une part, les ASBL, dont le rôle serait clairement délimité pour en revenir à leur objet originel (en écartant toute activité économique), et, d'autre part, la société à finalité sociale autorisée à exercer certaines activités commerciales, dans les limites fixées par la loi.

En effet, actuellement, la coexistence de ces deux catégories de personnes morales est souvent source de confusion, tant pour l'administration fiscale que pour les associations optant pour l'un ou l'autre statut juridique.

Un avant-projet de loi modifiant la loi du 27 juin 1921 est actuellement en préparation en ce sens au ministère de la Justice, en étroite collaboration avec le ministère des Finances.

M. Olaerts déplore qu'une modification aussi fondamentale que celle apportée au régime fiscal des ASBL transformées en sociétés à finalité sociale soit réglée de manière aussi furtive dans le cadre d'un projet de loi fiscal « fourre-tout ».

D'après lui, la législation de base a toujours opéré une nette distinction entre, d'une part, les ASBL et, d'autre part, les sociétés à forme commerciale. La présente disposition fiscale conforte au contraire une certaine ambiguïté en la matière, à savoir : l'existence de sociétés « mixtes », poursuivant un but à la fois social et lucratif. C'est pourquoi le membre aurait préféré que le législateur apporte les modifications nécessaires dans la loi du 27 juin 1921 tout en maintenant une totale séparation entre ces deux types d'activités.

Le ministre fait remarquer qu'à de nombreuses reprises, son prédécesseur a annoncé la présente modification.

Selon le ministre, le problème se situe principalement non sur le plan fiscal mais plutôt au niveau de la coexistence dans notre droit commun des ASBL et des sociétés à finalité sociale. La solution d'amont devra donc être apportée par une modification de la loi du 27 juin 1921, l'adaptation fiscale étant alors simple à réaliser.

À une demande de précision de *M. Daems*, le ministre répond que sans la présente modification apportée à l'article 184, CIR 1992, la totalité des avoirs de l'ASBL transformée en société à finalité sociale aurait dû être considérée comme du capital libéré, si bien qu'une fois la transformation réalisée, la totalité du « capital » de l'ASBL aurait pu être « remboursée » sous forme de capital libéré en exonération de tout impôt. Ceci aurait bien entendu été assez heurtant car même si une société à finalité sociale est amenée à réaliser une certaine activité commerciale, son but n'est assurément pas d'enrichir ses actionnaires. Il est d'ailleurs à noter qu'actuellement, une

Volgens de minister zou de wet van 27 juni 1921 moeten worden aangepast, zodat een duidelijk onderscheid wordt gemaakt tussen enerzijds de vzw's met een duidelijk afgebakende rol, waarbij wordt teruggegrepen naar hun oorspronkelijk doel (en elke economische bedrijvigheid terzijde blijft), en anderzijds de vennootschap met een sociaal oogmerk die bepaalde handelsactiviteiten mag uitoefenen binnen de beperkingen die door de wet worden opgelegd.

Het feit dat beide categorieën van rechtspersonen momenteel naast elkaar bestaan, zaait namelijk vaak verwarring, zowel voor de belastingadministratie als voor de verenigingen die voor de ene of de andere rechtsvorm kiezen.

Momenteel wordt in die zin een voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van 27 juni 1921 voorbereid door het ministerie van Justitie, in nauwe samenwerking met het ministerie van Financiën.

De heer Olaerts betreurt dat een zo fundamentele wijziging als die welke wordt aangebracht in het belastingstelsel van de vzw's die zijn omgevormd tot vennootschappen met een sociaal oogmerk op een zo heimelijke wijze wordt doorgevoerd in het kader van een ontwerp van fiscale « vergaarbakwet ».

Volgens hem werd in de basiswetgeving steeds geprobeerd een duidelijk onderscheid te maken tussen de vzw's en de vennootschappen met een handelsactiviteit. De onderhavige fiscale bepaling houdt echter een zekere dubbelzinnigheid terzake in stand, te weten : het bestaan van « gemengde » vennootschappen, met zowel een sociaal als een winstgevend oogmerk. Daarom had het lid liever gezien dat de wetgever de nodige wijzigingen aanbrengt in de wet van 27 juni 1921 en tegelijk een volstreekte en duidelijke scheiding behoudt tussen die twee soorten van activiteiten.

De minister merkt op dat zijn voorganger deze wijziging bij herhaling heeft aangekondigd.

Volgens de minister rijst het probleem in hoofdzaak niet op fiscaal vlak maar veeleer op dat van het naast elkaar bestaan in ons gemeen recht van vzw's en vennootschappen met een sociaal oogmerk. De fundamentele oplossing zal dus moeten komen van een wijziging van de wet van 27 juni 1921 omdat de fiscale aanpassing dan gemakkelijk kan worden verwezenlijkt.

Op een vraag om precisering van *de heer Daems* antwoordt *de minister* dat zonder deze wijziging van artikel 184, WIB 1992, het hele vermogen van een vzw die is omgevormd tot een vennootschap met een sociaal oogmerk zou moeten worden beschouwd als volgestort kapitaal, zodat als de omvorming eenmaal verwezenlijkt is het volledige « kapitaal » van de vzw zou kunnen worden « terugbetaald » in de vorm van volgestort kapitaal met vrijstelling van enige belasting. Dat zou uiteraard nogal aanstootgevend geweest zijn want zelfs indien een vennootschap met een sociaal oogmerk een bepaalde handelsactiviteit heeft, is haar doel geenszins de verrijking van haar

ASBL n'est pas autorisée à distribuer librement ses avoirs.

Le législateur a donc voulu empêcher qu'une simple modification par acte notarié de la forme juridique de l'ASBL ne soit suivie quelques mois ou quelques années plus tard du remboursement aux actionnaires (membres de l'ancienne ASBL ou membres du conseil d'administration) de la totalité des avoirs de l'ASBL.

M. Daems constate que la présente disposition permet en effet d'éviter que les membres d'une ASBL ne soient tentés de procéder à sa transformation en société à finalité sociale dans le seul but de leur enrichissement personnel en qualité d'actionnaires de la nouvelle société.

Elle n'apporte toutefois aucune solution aux problèmes fondamentaux liés au statut juridique même de ces nouvelles sociétés à finalité sociale. Nonobstant le fait que le capital social de ces sociétés est comptabilisé sur un compte de réserve indisponible, celles-ci fonctionneront cependant comme de véritables sociétés sur pied de l'ensemble des dispositions légales réglant le fonctionnement des sociétés anonymes, et ce malgré le fait qu'elles sont censées poursuivre un objectif non lucratif. La notion d'ASBL est ainsi totalement vidée de son sens. Sans parler, en outre, des risques de concurrence déloyale.

M. Olaerts partage cette opinion. Il renvoie, par exemple, à la problématique de la fusion des hôpitaux et de la nouvelle réglementation financière en la matière.

Le ministre indique qu'il fournira les renseignements demandés dès qu'il disposera de la réponse de son collègue, ministre de la Justice.

M. Reynders présente un amendement (n° 12, Doc. n° 1608/4) tendant principalement à modifier l'article 184, alinéa 2, CIR 1992, tel que remplacé par le 1° du présent article.

La question posée est de savoir si, en cas d'augmentation de capital avec prime d'émission, la prime d'émission qui fait partie de l'apport des nouveaux actionnaires ou associés (selon le type de sociétés), doit être traitée comme un bénéfice imposable.

En fait, il y a augmentation de capital avec prime d'émission lorsque le prix d'émission des actions nouvelles est supérieur à la valeur nominale des actions existantes.

Dans sa version actuelle, l'alinéa 2 (ancien alinéa 3) de l'article 184, CIR 1992, tel que remplacé par la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, dispose que « les primes d'émission sont assimilées à du capital libéré ». Il faut normalement en déduire que l'assimilation de la prime d'émission à du capital libéré n'est donc soumise à aucune condition.

Telle n'est cependant pas la position de l'administration qui considère que la prime d'émission consti-

aandelhouders. Er zij trouwens opgemerkt dat op dit ogenblik een vzw haar vermogen niet vrij mag uitkeren.

De wetgever heeft dus willen beletten dat een eenvoudige wijziging van de rechtsvorm van een vzw bij notariële akte enkele maanden of jaren nadien wordt gevolgd door de terugbetaling van het hele vermogen van de vzw aan de aandelhouders (leden van de voormalige vzw of leden van de raad van bestuur).

De heer Daems constateert dat deze bepaling inderdaad de mogelijkheid biedt te voorkomen dat leden van een vzw ertoe worden verleid deze om te vormen tot een vennootschap met een sociaal oogmerk alleen maar om zichzelf te verrijken als aandelhouders van de nieuwe vennootschap.

Ze biedt echter geen enkele oplossing voor de fundamentele knelpunten in verband met het wettelijk statuut zelf van die nieuwe vennootschappen met een sociaal oogmerk. Niettegenstaande het feit dat hun maatschappelijk kapitaal geboekt is op een onbeschikbare reserverekening en dat zij voorts geacht worden geen winstoogmerk na te streven, zullen die vennootschappen echter werken als echte vennootschappen op grond van het geheel van de wettelijke bepalingen die de werking van de naamloze vennootschappen regelen. Het begrip vzw wordt aldus volkomen uitgehold, zonder dan nog te spreken van de risico's van oneerlijke concurrentie.

De heer Olaerts is het daarmee grotendeels eens. Hij verwijst bijvoorbeeld naar de problematiek van de fusie van de ziekenhuizen en van de nieuwe financiële reglementering terzake.

De minister verklaart dat hij de gevraagde inlichtingen zal verstrekken zodra hij in het bezit is van het antwoord van zijn collega van Justitie.

De heer Reynders dient amendement n° 12 (Stuk n° 1608/4) in, dat er hoofdzakelijk toe strekt artikel 184, tweede lid, WIB 1992, zoals het werd vervangen door het punt 1° van het onderhavige artikel, te wijzigen.

De vraag is of in geval van verhoging van het kapitaal met uitgiftepremie, de uitgiftepremie die deel uitmaakt van de inbreng van de nieuwe aandelhouders of vennoten (naargelang het soort van vennootschap) moet worden behandeld als een belastbare winst.

Er is immers kapitaalverhoging met uitgiftepremie wanneer de uitgifteprijs van de nieuwe aandelen hoger ligt dan de nominale waarde van de bestaande aandelen.

De thans vigerende versie van artikel 184, tweede (vroeger derde) lid, WIB 1992, zoals het werd vervangen bij de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, luidt als volgt : « Het gestort kapitaal omvat mede de uitgiftepremies. ». Daaruit moet worden afgeleid dat de gelijkstelling van de uitgiftepremie met gestort kapitaal aan geen enkele voorwaarde is onderworpen.

Dat is echter niet de zienswijze van de administratie, die van mening is dat de uitgiftepremie een be-

tue un bénéfice imposable pour la société au moment de sa création, à moins que l'acte notarié d'augmentation de capital ne précise, selon une formule consacrée par la pratique, que le montant de la prime est affecté à un compte spécial indisponible qui constitue, à l'égal du capital, la garantie des tiers et qui ne peut être réduit ou supprimé que suivant les dispositions légales prescrites pour la réduction du capital social (condition d'« indisponibilité »).

Cette interprétation administrative se fonde sur un arrêt de la Cour de cassation du 13 avril 1978. Or, selon M. Reynders, cet arrêt est dépassé par un certain nombre de dispositions légales plus récentes (cf. la justification de l'amendement n° 12, Doc. n° 1608/4, p. 3).

En pratique, la modification proposée par l'article 19 du projet ne présente sans doute guère d'inconvénient pour les sociétés anonymes et les SPRL, puisque les augmentations de capital et les modifications des statuts relatives au capital autorisé de ces sociétés font nécessairement l'objet d'actes notariés et que les notaires ne manquent pas de rappeler la clause rappelée plus haut conformément à la jurisprudence ancienne de la Cour de cassation.

En revanche, la règle que l'article 19 entend restaurer est catastrophique pour les sociétés coopératives. En effet, dans ces sociétés à capital variable, seul le capital minimum constitue la garantie des tiers; les statuts peuvent prévoir que le conseil d'administration se prononce sur l'admission de nouveaux associés et sur le montant de la prime d'émission (appelée, dans ce cas-ci, droit d'entrée).

Même si ces décisions relèvent de l'assemblée générale, il ne s'agit pas d'une modification des statuts et l'intervention d'un notaire n'est dès lors pas requise, de sorte que la clause traditionnelle susmentionnée n'est pas insérée dans l'acte qui constate l'augmentation du fonds social. Suivant le texte en projet, le droit d'entrée serait donc considéré comme un bénéfice imposable de la société coopérative et amputé d'un impôt des sociétés qui, aux yeux de l'intervenant, est totalement injustifié.

Au moment de la sortie d'un coopérateur, le remboursement du droit d'entrée (d'ailleurs souvent très tardif) fait également l'objet d'une décision du conseil d'administration.

Afin de tenir compte de ces diverses remarques, l'amendement n° 12 propose de définir le capital libéré par référence aux notions comptables de compte « capital » et de compte « primes d'émission ». La définition proposée peut être appliquée à toutes les sociétés, y compris celles dont le fonds social ne constitue pas la garantie des tiers (société en nom collectif, société en commandite simple) ou ne constitue

lastbare winst is voor de vennootschap op het tijdstip waarop die uitgifte gebeurt, behalve indien in de notariële akte van kapitaalverhoging volgens een door de praktijk bekrachtigde formule wordt gepreciseerd dat het bedrag van de premie wordt geboekt op een speciale onbeschikbare rekening die, net als het kapitaal, de waarborg ten opzichte van derden is en dat het bedoelde bedrag slechts volgens de in de vennootschapswet vastgestelde regels voor de vermindering van het maatschappelijk kapitaal kan worden verminderd of weggeboekt (voorwaarde van « onbeschikbaarheid »).

Die administratieve interpretatie berust op een arrest van het Hof van Cassatie van 13 april 1978. Volgens de heer Reynders is dat arrest achterhaald door een aantal recentere wettelijke bepalingen (zie de verantwoording van amendement n° 12, Stuk n° 1608/4, blz. 3).

In de praktijk levert de door artikel 19 van het ontwerp voorgestelde wijziging waarschijnlijk nauwelijks een nadeel op voor de naamloze vennootschappen en de BVBA's aangezien voor de kapitaalverhogingen en de statutenwijzigingen die betrekking hebben op het erkende kapitaal van die vennootschappen noodzakelijkerwijs een notariële akte wordt opgemaakt en de notarissen steeds de voormelde clausule overnemen, overeenkomstig de oude rechtspraak van het Hof van Cassatie.

De regel die men via artikel 19 opnieuw wil invoeren is daarentegen rampzalig voor de coöperatieve vennootschappen. In deze vennootschappen met veranderlijk kapitaal is immers alleen het vereiste basiskapitaal de waarborg ten opzichte van derden; in de statuten kan worden bepaald dat de raad van bestuur zich uitspreekt over het toelaten van nieuwe vennoten en over het bedrag van de uitgiftepremie (die in de coöperatieve vennootschappen toegangsrecht wordt genoemd).

Ook al moeten die beslissingen door de algemene vergadering worden genomen, toch gaat het niet om een wijziging van de statuten en bijgevolg is het optreden van een notaris niet vereist, zodat de voormelde traditionele clausule niet wordt opgenomen in de akte waarin de verhoging van het vennootschapskapitaal wordt vastgesteld. Volgens het ontwerp zal het toegangsrecht dus worden beschouwd als een belastbare winst van de coöperatieve vennootschap en worden verminderd met een voor de spreker volkomen ongerechtvaardigde vennootschapsbelasting.

Wanneer iemand de vennootschap verlaat, is ook voor de terugbetaling van het toegangsrecht (die overigens meestal lang op zich laat wachten) een beslissing van de raad van bestuur vereist.

Teneinde met al die opmerkingen rekening te houden, wordt in amendement n° 12 voorgesteld het gestort kapitaal te definiëren met verwijzing naar de boekhoudkundige begrippen « kapitaal » en « uitgiftepremie ». De voorgestelde definitie kan op alle vennootschappen worden toegepast, ook op die waarvan het maatschappelijk kapitaal geen waarborg van derden vormt (zoals bij de vennootschappen onder

que partiellement la garantie des tiers (société coopérative).

En conclusion, l'intervenant souhaiterait savoir si, dans le cas des sociétés susvisées, l'imputation des primes d'émission à une rubrique comptable spécifique suffit pour pouvoir bénéficier de l'exonération d'impôt ou bien si l'administration continuera à exiger que la notion d'indisponibilité soit reprise dans un acte notarié ou à tout le moins dans le procès-verbal d'assemblée générale qui réalise l'augmentation de capital avec primes d'émission.

À quoi sert en effet de prévoir des sociétés de formes juridiques différentes dans les lois coordonnées sur les sociétés commerciales si, par le biais de la législation fiscale, on réintroduit des formalités aussi lourdes ?

Le ministre constate que l'amendement n° 12 de M. Reynders modifie la portée de l'article 184, CIR 1992, en y introduisant la notion de « fonds propres ». Or, cette notion est sujette à discussion et rompt avec la notion de « capital libéré », telle que définie à l'article 2, CIR 1992.

Un problème spécifique semble toutefois se poser pour les sociétés coopératives. En effet, l'exposé des motifs dispose que le capital que constituent les primes d'émission ne peut être réduit (notamment remboursé) que par une nouvelle décision de l'assemblée générale statuant dans les formes et majorité requises pour la modification des statuts conformément au droit des sociétés. Or, dans une société coopérative, les entrées et sorties de nouveaux coopérateurs ne nécessitent effectivement pas une décision de l'assemblée générale. Elles sont généralement actées par le conseil d'administration.

C'est pourquoi le ministre apporte les précisions suivantes :

— lors de l'entrée de nouveaux coopérateurs, aucun acte spécifique autre que ceux prévus par les statuts de la société et les lois coordonnées sur les sociétés commerciales ne sera exigé pour l'assimilation à du capital libéré pour autant que les primes d'émission (dans ce cas-ci, le droit d'entrée) soient versées à un compte indisponible et qu'elles n'aient pas servi antérieurement ou ne servent pas à une affectation à une réserve disponible, à l'apurement de pertes ou qu'elles n'aient pas été ou ne soient pas virées au compte de résultat;

— en cas de sortie, il sera tenu compte des dispositions visées par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales qui prescrivent directement le droit à obtenir le remboursement du capital, lorsque celles-ci trouvent à s'appliquer, ainsi que des éventuelles dispositions statutaires qui organisent de manière spécifique les modalités de remboursement. Il ne

firma en de gewone commanditaire vennootschappen), of die waarbij dat slechts gedeeltelijk het geval is (coöperatieve vennootschappen).

Tot besluit had de spreker graag geweten of de toevoeging van de uitgiftepremies aan een specifieke boekhoudkundige rubriek, in het geval van bovenvermelde vennootschappen, volstaat om de belastingvrijstelling te genieten, dan wel of de administratie zal blijven eisen dat het begrip « onbeschikbaarheid » wordt opgenomen in een notariële akte of, op zijn minst, in de notulen van de algemene vergadering tijdens welke tot de kapitaalverhoging met uitgiftepremies werd beslist.

Wat is immers nog het nut van de verschillende juridische vennootschapsvormen in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, als men via de fiscale wetgeving dergelijk zware vormvereisten oplegt ?

De minister stelt vast dat amendement n° 12 van de heer Reynders, via de invoeging van het begrip « eigen kapitaal », de draagwijdte van artikel 184, WIB 1992, wijzigt. Dat begrip staat echter ter discussie en staat haaks op het in artikel 2 van het WIB 1992 omschreven begrip « gestort kapitaal ».

Met betrekking tot de coöperatieve vennootschappen blijkt evenwel een probleem te rijzen. In de memorie van toelichting staat immers te lezen dat het kapitaal dat door die uitgiftepremies wordt gevormd, slechts kan worden verminderd (inzonderheid terugbetaald) als de algemene vergadering daar opnieuw toe beslist, met inachtneming van de vormvereisten en de meerderheidsregels die, krachtens het vennootschapsrecht, voor een wijziging van de statuten zijn vereist. In het geval van coöperatieve vennootschappen is voor het uit- en instappen van leden echter helemaal geen beslissing van de algemene vergadering noodzakelijk. Over het algemeen neemt de raad van bestuur daar gewoon akte van.

Daarom preciseert de minister het volgende :

— bij de opname van nieuwe vennoten zullen, naast de aktes waarin de statuten van de vennootschap en de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen voorzien, geen andere specifieke aktes worden vereist voor de gelijkstelling met gestort kapitaal; de uitgiftepremies (in dit geval het toegangsrecht) moeten dan wel op een onbeschikbare rekening worden geboekt en mogen voorheen niet naar een beschikbare reserve zijn gegaan, noch hebben gediend of dienen voor de aanzuivering van verliezen, en evenmin op de resultatenrekening zijn of worden gestort;

— bij het vertrek van een vennoot zal rekening worden gehouden met de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen waarin het recht op terugbetaling van het kapitaal rechtstreeks wordt verleend, althans indien zij terzake van toepassing zijn, alsook met de eventuele statutaire bepalingen inzake de specifieke terugbetalings-

sera donc plus exigé de décision expresse de l'assemblée générale.

*
* *

L'amendement n° 12 de M. Reynders est rejeté par 9 voix contre 2.

L'article 19 est adopté par 9 voix et 2 abstentions.

Art. 20 (et 67, § 5)

Le ministre indique que cet article fait suite à diverses questions parlementaires. Il cite notamment la question n° 185 de M. Kubla (bulletin des questions et réponses, Chambre, 1992-1993, n° 33, p. 2 266), la question n° 803 de M. Dupré du 1^{er} décembre 1993 (bulletin des questions et réponses, Chambre, 1993-1994, n° 89, p. 8 671) et la question n° 920 de M. Dupré du 18 février 1994 (bulletin des questions et réponses, Chambre, 1993-1994, n° 109, p. 11 340).

Lorsqu'une société effectue un apport d'une branche d'activité ou d'une universalité de biens en exonération d'impôt conformément à l'article 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, CIR 1992, les plus-values réalisées à l'occasion de cet apport sont exonérées à condition d'être portées à un compte distinct du passif et de ne pas servir de base au calcul de la dotation annuelle de la réserve légale ou des rémunérations ou attributions quelconques (article 190, CIR 1992).

Sur le plan comptable, l'article 29, § 1^{er}*bis*, de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises, inséré par l'article 2 de l'arrêté royal du 3 décembre 1993, stipule qu'à partir du 1^{er} octobre 1993, en cas d'apport exonéré d'une branche d'activité, les participations, actions ou parts reçues en contrepartie de l'apport sont portées dans les comptes de l'apporteur à la valeur nette pour laquelle les biens et valeurs y figuraient à cette date.

Au point de vue comptable, il n'est donc plus possible d'enregistrer les plus-values réalisées ou constatées lors de l'apport dans un compte distinct du passif et donc de respecter la condition d'intangibilité exigée sur le plan fiscal par l'article 190, CIR 1992.

La modification apportée par l'article 20 du projet de loi à l'article 190, CIR 1992, supprime donc cette obligation lorsque, conformément au droit comptable, les plus-values exonérées visées aux articles 45 et 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, CIR 1992, réalisées ou constatées à l'occasion d'une fusion, d'une scission,

voorwaarden; een uitdrukkelijke beslissing van de algemene vergadering is dus niet langer vereist.

*
* *

Amendement n° 12 van de heer Reynders wordt verworpen met 9 tegen 2 stemmen.

Artikel 19 wordt aangenomen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 20 (en 67, § 5)

De minister verklaart dat dit artikel gevolg geeft aan verscheidene parlementaire vragen. Hij vermeldt met name vraag n° 185 van de heer Kubla (Bulletin van vragen en antwoorden n° 33, Kamer, 1992-1993, blz. 2 266), vraag n° 803 van de heer Dupré van 1 december 1993 (Bulletin van vragen en antwoorden n° 89, Kamer, 1993-1994, blz. 8 671) en vraag n° 920 van de heer Dupré van 18 februari 1994 (Bulletin van vragen en antwoorden n° 109, Kamer, 1993-1994, blz. 11 340).

Wanneer een vennootschap, overeenkomstig artikel 46, § 1, eerste lid, 2°, WIB 1992, een belasting-vrije inbreng doet van een bedrijfsafdeling of een tak van werkzaamheid of van de algemeenheid van goederen, worden de meerwaarden die bij die inbreng zijn verwezenlijkt, vrijgesteld van belasting mits ze op een afzonderlijke rekening van het passief zijn geboekt en niet tot grondslag dienen voor de berekening van de jaarlijkse dotatie aan de wettelijke reserve of van enige beloning of toekenning (zie artikel 190, WIB 1992).

Het boekhoudkundig aspect wordt ook geregeld bij artikel 29, § 1*bis*, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen (ingevoegd bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 3 december 1993). Op grond daarvan worden met ingang van 1 oktober 1993 bij een vrijgestelde inbreng van een bedrijfsafdeling, de als tegenprestatie ontvangen deelnemingen of tak van werkzaamheid of aandelen bij de inbreng in de boekhouding van de inbrenger opgenomen tegen de netto-waarde waarvoor de ingebrachte goederen hierin op die datum voorkwamen.

Boekhoudkundig is het derhalve niet langer mogelijk om de door de inbreng verwezenlijkte of vastgestelde meerwaarden op te nemen in een afzonderlijke rekening van het passief en dus de bij artikel 190, WIB 1992, opgelegde voorwaarde van fiscale ontastbaarheid in acht te nemen.

De bij artikel 20 van het wetsontwerp aangebrachte wijziging in artikel 190, WIB 1992, heft die verplichting dus op wanneer krachtens het boekhoudkundig recht de vrijgestelde meerwaarden als bedoeld in de artikelen 45 en 46, § 1, eerste lid, 2°, WIB 1992, welke zijn verwezenlijkt of vastgesteld

d'une transformation ou d'un apport ne peuvent être exprimées et portées à un compte distinct du passif.

M. Leterme constate que cette modification s'applique de manière rétroactive à partir du 1^{er} octobre 1993. Quel est l'impact de cette rétroactivité sur d'éventuels litiges pendants ?

M. Olaerts constate qu'en matière de fiscalité, de nombreux problèmes sont réglés de manière rétroactive, et souvent avec un retard important, ce qui a des conséquences très néfastes sur la sécurité juridique que le contribuable est en droit d'attendre.

Par ailleurs, l'orateur constate qu'il subsiste certaines contradictions entre la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises et l'arrêté royal du 12 septembre 1983 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé. Ne peut-on régler ces problèmes dans le cadre du présent projet de loi ?

Le ministre indique que les plus-values qui font l'objet d'un litige avec l'administration bénéficieront de la présente mesure avec effet rétroactif. Il a en effet été décidé de ne pas appliquer la taxation aux plus-values visées ci-dessus en attendant le vote de la présente disposition.

Par ailleurs, le ministre fait remarquer que les règles comptables sont généralement adaptées par arrêté royal alors que toute modification du droit fiscal exige une adaptation de la loi.

La présente mesure vise uniquement à aligner l'article 190, CIR 1992, sur la norme comptable telle que prévue par l'article 2 de l'arrêté royal du 3 décembre 1983.

*
* *

L'article 20 est adopté par 9 voix et 2 abstentions.

Art. 21 (et 67, §§ 1^{er} et 7)

Cet article n'appelle aucun commentaire.

Il est adopté par 9 voix et 2 abstentions.

Art. 22 (et 67, §§ 5 et 17)

M. Reynders présente un amendement (n° 14, Doc. n° 1608/4) qui tend à rendre plus clair le texte de l'article 192, § 2 (nouveau), CIR 1992, tel qu'inséré par l'article 22 du présent projet, de manière à en

naar aanleiding van een fusie, splitsing, omvorming of inbreng niet kunnen worden bepaald en in een afzonderlijke rekening van het passief opgenomen.

De heer Leterme constateert dat die wijziging van toepassing is met terugwerkende kracht, met ingang van 1 oktober 1993. Welke weerslag heeft die terugwerking op eventuele hangende geschillen ?

De heer Olaerts stipt aan dat op fiscaal vlak heel wat aspecten met terugwerking worden aangepakt, vaak met een aanzienlijke achterstand, hetgeen uitermate kwalijke gevolgen heeft voor de rechtszekerheid die de belastingplichtige mag verwachten.

Voorts stelt de spreker vast dat er op bepaalde punten onderlinge tegenspraak is tussen de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen en het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot bepaling van de minimumindeling van een algemeen rekeningenstelsel. Kunnen die pijnpunten niet worden weggewerkt binnen het bestek van dit wetsontwerp ?

De minister antwoordt dat de ter bespreking voorliggende regeling met terugwerking zal kunnen worden ingeroepen voor geschillen met de administratie omtrent meerwaarden. Er werd immers beslist om de belasting op de hierboven bedoelde meerwaarden niet toe te passen tot deze bepaling is goedgekeurd.

Voor het overige stipt de minister aan dat de boekhoudkundige voorschriften doorgaans bij koninklijk besluit worden aangenomen, maar elke wijziging van het fiscaal recht vereist een aanpassing van de wet.

De ter tafel liggende maatregel strekt er alleen toe artikel 190, WIB 1992, in overeenstemming te brengen met de boekhoudkundige norm, zoals die wordt bepaald bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 3 december 1983.

*
* *

Artikel 20 wordt aangenomen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 21 (en 67, §§ 1 en 7)

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Het wordt aangenomen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 22 (en 67, §§ 5 en 17)

De heer Reynders dient amendement n° 14 (Stuk n° 1608/4) in, dat ertoe strekt de tekst van artikel 192, § 2 (nieuw), WIB 1992, zoals ingevoegd door artikel 22 van dit ontwerp, te verduidelijken, zodat hij begrippe-

faciliter la compréhension par les contribuables auxquels il est destiné à s'appliquer.

*
* *

L'amendement n° 14 de M. Reynders est rejeté par 9 voix contre 2.

L'article 22 est adopté par 9 voix et 2 abstentions.

Art. 23 (et 67, §§ 1^{er} et 18)

Cet article n'appelle aucune observation.

Il est adopté par 9 voix et 2 abstentions.

Art. 24 (et 67, § 1^{er})

En réponse à une question de M. Daems concernant la portée du présent article, le ministre précise que l'article 199, CIR 1992, tel que remplacé par l'article 24 du présent projet, doit se comprendre en deux temps :

— les libéralités ne constituent normalement pas des charges déductibles par l'entreprise; elles figurent en principe dans le résultat fiscal de l'entreprise au titre de dépenses non admises;

— de ce résultat (positif), elle peut cependant déduire les libéralités au niveau de la troisième opération à l'impôt des sociétés, dans les limites prévues par le CIR 1992, de la même manière que les personnes physiques, si ce n'est le pourcentage et le plafond. Il faut nécessairement que ces libéralités aient été versées à une institution ou à une association qui est autorisée à recevoir des libéralités fiscalement déductibles.

Le résultat de l'entreprise comprend tous les produits, y compris les produits exceptionnels tels que les plus-values. C'est sur cette base qu'est calculé le pourcentage qui limite les libéralités admissibles au titre de dépenses déductibles pour la troisième opération à l'impôt des sociétés.

*
* *

L'article 24 est adopté par 9 voix et 2 abstentions.

Art. 25 et 26 (et 67, §§ 17, 19 et 20)

Ces articles ne donnent lieu à aucun commentaire.

Ils sont adoptés par 9 voix et 2 abstentions.

lijker wordt voor de belastingplichtigen op wie de tekst uiteindelijk van toepassing is.

*
* *

Amendement n° 14 van de heer Reynders wordt verworpen met 9 stemmen tegen 2.

Artikel 22 wordt aangenomen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 23 (en 67, §§ 1 en 18)

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Het wordt aangenomen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 24 (en 67, § 1)

Op een vraag van de heer Daems betreffende de toepassingsfeer van dit artikel, licht de minister toe dat artikel 109, WIB 1992, zoals het door artikel 24 van dit ontwerp wordt vervangen, twee aspecten heeft :

— de giften zijn normaal gezien geen lasten die het bedrijf kan aftrekken; ze komen in principe voor in het belastingresultaat van de onderneming als verworpen uitgaven;

— van dat (positieve) resultaat, kan de onderneming evenwel de giften aftrekken in het stadium van de derde verrichting inzake vennootschapsbelasting, binnen de door het WIB 1992 opgelegde beperkingen en op dezelfde wijze als de natuurlijke personen, met uitzondering van het percentage en het plafond. Die giften moeten zijn gestort aan een instelling of een vereniging die fiscaal aftrekbare giften mag ontvangen.

Het bedrijfsresultaat omvat alle baten, met inbegrip van de buitengewone baten zoals de meerwaarden. Op grond daarvan wordt het percentage berekend ter beperking van de giften die als aftrekbare kosten in aanmerking komen voor de derde verrichting inzake vennootschapsbelasting.

*
* *

Artikel 24 wordt aangenomen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 25 en 26 (en 67, §§ 17, 19 en 20)

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Ze worden aangenomen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 27 (et 67, § 5)

M. Olaerts souligne la complexité de la problématique liée aux opérations de fusion et de scission par absorption ou par constitution d'une nouvelle société. Il renvoie à l'article du professeur J. Couturier : « *Inbreng van een algemeenheid of van een bedrijfstak* », dans : *Algemeen fiscaal tijdschrift*, mai 1998, n° 5, pp. 139-159. Cet article étudie de manière très détaillée la problématique de l'apport d'actifs tant au niveau du droit des sociétés et du droit fiscal belges que de la réglementation européenne (il est notamment fait référence aux opérations transfrontalières et à la directive du Conseil du 23 juillet 1990 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents (n° 90/434/CEE)).

L'intervenant renvoie également à la discussion de l'article 20 et à sa remarque concernant les contradictions subsistant au niveau du droit comptable.

Le ministre indique que la fusion ou la scission d'une société résidente ne peut s'opérer sous le régime de la neutralité fiscale que si l'opération satisfait conjointement aux trois conditions de base mentionnées à l'article 211, § 1^{er}, alinéa 2, CIR 1992. S'il n'est pas satisfait à l'une de ces conditions (notamment à la condition aux termes de laquelle l'opération doit répondre à des besoins légitimes de caractère financier ou économique), l'opération est imposable, conformément aux articles 208, 209 et 210, § 1^{er}, 1°, CIR 1992.

Cela peut engendrer des problèmes sur le plan fiscal lorsque l'opération a eu lieu en droit des sociétés et d'un point de vue comptable sous le « régime de la continuité », notamment parce que dans cette hypothèse, le capital libéré suite à l'opération et les actifs transférés sont apportés à leur valeur comptable « ancienne » et non à la valeur réelle qu'ils représentent à l'occasion de l'opération imposable.

L'article 210, § 2, CIR 1992, tel que modifié par l'article 27 du présent projet, vise donc en fait à interrompre sur le plan fiscal le principe de continuité susvisé dans les cas de fusions ou de scissions imposables réalisées conformément aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales et à la loi comptable, en déterminant d'un point de vue fiscal la valeur actuelle du capital libéré et des différents éléments de l'actif.

Concernant les opérations de fusion et de scission transfrontalières, le ministre souligne que les dispositions de la directive européenne du 23 juillet 1990 y relatives n'ont pas été transposées en droit belge, étant donné que le droit des sociétés belge considère que la fusion d'une société résidente avec une société étrangère aboutit à la dissolution de la société belge.

Art. 27 (en 67, § 5)

De heer Olaerts wijst erop dat het vraagstuk van de fusie- en splitsingsverrichtingen door overneming of door oprichting van een nieuwe vennootschap, zeer complex is. Hij verwijst naar het artikel van professor J. Couturier : « *Inbreng van een algemeenheid of van een bedrijfstak* » (in *Algemeen fiscaal tijdschrift*, mei 1998, n° 5, blz. 139-159). Dat artikel behandelt in detail het vraagstuk van de inbreng van activa, zowel op het niveau van het Belgische vennootschapsrecht en fiscaal recht, als op het niveau van de Europese regelgeving (meer in het bijzonder wordt verwezen naar de grensoverschrijdende verrichtingen en naar de richtlijn van de Raad van 23 juli 1990 betreffende de gemeenschappelijke fiscale regeling voor fusies, splitsingen, inbreng van activa en aandelenruil met betrekking tot vennootschappen uit verschillende lidstaten (n° 90/434/EEG)).

De spreker verwijst eveneens naar de bespreking van artikel 20, alsook naar zijn opmerking betreffende de contradicties die er op het vlak van het boekhoudrecht blijven bestaan.

De minister verklaart dat de fusie of de splitsing van een binnenlandse vennootschap slechts belastingneutraal geschiedt wanneer de verrichting tezelfdertijd beantwoordt aan de drie basisvoorwaarden die in artikel 211, § 1, tweede lid, WIB 1992, worden vermeld. Indien aan één van die voorwaarden niet wordt voldaan (meer bepaald aan de voorwaarde dat de verrichting moet beantwoorden aan rechtmatige financiële of economische behoeften), is de verrichting belastbaar conform de artikelen 208, 209 en 210, § 1, 1°, WIB 1992.

Zulks kan op fiscaal vlak aanleiding geven tot problemen wanneer de verrichting plaatsvond vanuit het vennootschapsrechtelijk en boekhoudkundig « continuïteitsbeginsel », inzonderheid omdat in die hypothese het ingevalge de verrichting gestort kapitaal en de overgedragen activa tegen hun « oude » boekhoudkundige waarde worden ingebracht en niet tegen de werkelijke waarde die ze vertegenwoordigen naar aanleiding van de belastbare verrichting.

Artikel 210, § 2, WIB 1992, zoals het door artikel 27 van dit ontwerp werd gewijzigd, strekt er dan ook toe in de gevallen van belastbare fusies of splitsingen overeenkomstig de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen en het boekhoudrecht, het voormelde continuïteitsbeginsel op fiscaal vlak te doorbreken, met name door uit een fiscaal oogpunt de contante waarde van het gestorte kapitaal en van de verschillende elementen van de activa vast te stellen.

In verband met de grensoverschrijdende fusie- en splitsingsverrichtingen, onderstreept de minister dat de bepalingen van de Europese richtlijn van 23 juli 1990 daaromtrent niet in Belgisch recht werden omgezet, aangezien er in het Belgisch vennootschapsrecht van wordt uitgegaan dat de fusie van een binnenlandse vennootschap met een buitenland-

Cette opération ne peut donc pas avoir lieu sous le régime de la continuité : il s'agit d'une liquidation.

En ce qui concerne les conséquences comptables et fiscales de l'opération, l'article 210, § 2, CIR 1992, proposé, a précisé pour objet de faire en sorte qu'il y ait un hiatus entre la valorisation comptable et la valorisation fiscale de l'opération, étant donné que cette opération est imposable. Si on avait gardé la valeur comptable ancienne d'un point de vue fiscal, qui était celle de la société fusionnée ou scindée, il y aurait eu double taxation après un certain nombre d'années. L'article 210 tient compte de la valeur réelle des actifs et du capital libéré au moment où l'opération de fusion ou de scission a lieu.

Comme il l'avait déjà souligné lors de la discussion de l'article 8, *M. Olaerts* est d'avis que la législation fiscale devrait contenir davantage de précisions quant à la définition des concepts utilisés et aux règles d'application des diverses dispositions dans la pratique. Actuellement, le contribuable est trop souvent obligé de se baser sur la jurisprudence pour connaître la portée exacte des dispositions fiscales.

*
* *

L'article 27 est adopté par 9 voix et 2 abstentions.

Art. 28 (et 67, §§ 5 et 21)

L'article 211, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, CIR 1992, tel que remplacé par l'article 28, 1^o, du présent projet fait l'objet d'un *amendement* (n^o 15, Doc. n^o 1608/4) de *M. Reynders*, visant à remplacer les mots « qui sont exonérées au moment de l'opération » par les mots « qui étaient exonérées au moment de l'opération ».

L'auteur indique que le 1^o vise les plus-values qui *étaient* exonérées dans le chef de la société absorbée ou scindée avant la fusion ou la scission.

Le ministre confirme que l'article 211, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, CIR 1992, tel que remplacé par le présent article, porte sur les plus-values constatées ou réalisées *avant* l'opération de fusion ou de scission, c'est-à-dire les plus-values qui figuraient déjà dans les comptes de la société qui est partie à l'opération de fusion ou de scission. La modification proposée par l'amendement n^o 15 n'améliore cependant aucunement le texte proposé.

*
* *

se vennootschap de ontbinding van de Belgische vennootschap tot gevolg heeft. Die verrichting kan dus niet volgens het continuïteitsbeginsel geschieden : het betreft een vereffening.

In verband met de boekhoudkundige en fiscale gevolgen van de verrichting, strekt het voorgestelde artikel 210, § 2, WIB 1992, er precies toe ervoor te zorgen dat er een hiaat is tussen de boekhoudkundige en de fiscale behandeling van de verrichting, aangezien die verrichting belastbaar is. Indien men de oude boekhoudkundige waarde uit een fiscaal oogpunt had behouden, met name die van de gefuseerde of gesplitste vennootschap, dan zou die na verloop van een aantal jaren tweemaal zijn belast. Artikel 210 houdt rekening met de werkelijke waarde van de activa en van het gestorte kapitaal op het ogenblik waarop de fusie- of splitsingsverrichting plaatsvindt.

Zoals hij reeds te kennen heeft gegeven naar aanleiding van de bespreking van artikel 8, is *de heer Olaerts* van mening dat in het fiscaal recht de definities van de gebruikte begrippen en de regels voor de praktische toepassing van de diverse bepalingen, nader gepreciseerd zouden moeten zijn. De belastingplichtige moet zich thans al te vaak op de rechtspraak baseren om de precieze strekking van de fiscale bepalingen te kennen.

*
* *

Artikel 27 wordt aangenomen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 28 (en 67, §§ 5 en 21)

Amendement n^o 15 (Stuk n^o 1608/4) van *de heer Reynders* betreft artikel 211, § 1, eerste lid, 1^o, WIB 1992, zoals het wordt vervangen door artikel 28, 1^o, van dit ontwerp. Het amendement strekt ertoe de woorden « zijn vrijgesteld » te vervangen door de woorden « waren vrijgesteld ».

De indiener stipt aan dat het 1^o betrekking heeft op de meerwaarden die al *waren* vrijgesteld ten name van de opgeslorpte of gesplitste vennootschap vóór de fusie of de splitsing plaatsvond.

De minister bevestigt dat artikel 211, § 1, eerste lid, 1^o, WIB 1992, zoals het door het voorliggende artikel wordt gewijzigd, betrekking heeft op de meerwaarden die werden vastgesteld of verwezenlijkt vóór de fusie of de splitsing, met name op de meerwaarden die reeds voorkwamen in de rekeningen van de vennootschap die partij is bij de fusie of de splitsing. De wijziging die amendement n^o 15 voorstelt, verbetert de voorgestelde tekst evenwel in geen enkel opzicht.

*
* *

L'amendement n° 15 de M. Reynders est rejeté par 9 voix contre 2.

L'article 28 est adopté par 9 voix et 2 abstentions.

Art. 29 (et 67, §§ 6 et 21)

M. Reynders présente un amendement (n° 16, Doc. n° 1608/4) qui vise à rédiger de manière plus compréhensible l'article 212, alinéa 3 (*nouveau*), CIR 1992.

L'auteur rappelle que la Cour de cassation, dans un arrêt du 26 septembre 1997, a condamné le point de vue administratif, aux termes duquel « les « plus-values d'apport » doivent être considérées comme des plus-values non réalisées auxquelles s'appliquent toutes les dispositions fiscales en la matière (entre autres le respect de la « condition d'intangibilité » en ce qui concerne les plus-values d'apport exprimées sur des éléments d'actif, la non imputation d'une quelconque « réduction » sur ces plus-values ensuite de l'annulation d'actions ou parts détenues préalablement par la société absorbante (ou bénéficiaire) dans la société absorbée (ou scindée)) » (cf. Exposé des motifs, Doc. n° 1608/1, p. 19).

Le ministre indique que l'administration examine actuellement quelle attitude adopter par rapport à cet arrêt de la Cour de cassation. Il estime donc prématuré d'apporter une modification au texte proposé.

*
* *

L'amendement n° 16 de M. Reynders est rejeté par 9 voix contre 2.

L'article 29 est adopté par 9 voix et 2 abstentions.

Art. 30 et 31 (et 67, §§ 5, 12 et 13)

Ces articles n'appellent aucun commentaire.

Ils sont adoptés par 9 voix et 2 abstentions.

Art. 32 (et 67, § 7)

M. Moock présente un amendement (n° 5, Doc. n° 1608/3) à l'article 216, 2°, CIR 1992, proposé, en vue de remplacer les mots « ainsi que les sociétés anonymes ou coopératives agréées par la Caisse générale d'épargne et de retraite qui ont pour objet exclusif de consentir des prêts en vue de la construction, de l'achat » par les mots « ainsi que les sociétés anonymes ou coopératives agréées par la Région flamande, la Région wallonne ou la Région de Bruxelles

Amendement n° 15 van de heer Reynders wordt verworpen met 9 tegen 2 stemmen.

Artikel 28 wordt aangenomen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 29 (en 67, §§ 6 en 21)

De heer Reynders dient amendement n° 16 (Stuk n° 1608/4) in, dat ertoe strekt artikel 212, derde lid, (*nieuw*), WIB 1992, op een meer begrijpelijke manier te formuleren.

De indiener herinnert eraan dat het Hof van Cassatie in een arrest van 26 september 1997 het administratieve standpunt heeft veroordeeld, « luidens hetwelk de « inbrengmeerwaarden » moeten worden aangemerkt als niet verwezenlijkte meerwaarden waarop alle fiscale bepalingen terzake van toepassing zijn (onder meer het vervullen van de « onaanvaardbaarheidsvoorwaarde » met betrekking tot de uitgedrukte inbrengmeerwaarde op activabestanden, het niet aanrekenen van enige « vermindering » op die meerwaarden ingevolge de intrekking van aandelen die de overnemende (of verkrijgende) vennootschap voorafgaandelijk in de overgenomen (of gesplitste) vennootschap bezat) » (zie Memorie van toelichting, Stuk n° 1608/1, blz. 19).

De minister stipt aan dat de administratie momenteel onderzoekt welke houding ze tegenover dat arrest van het Hof van Cassatie moet aannemen. Hij acht een wijziging van de voorgestelde tekst dan ook voorbarig.

*
* *

Amendement n° 16 van de heer Reynders wordt verworpen met 9 tegen 2 stemmen.

Artikel 29 wordt aangenomen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 30 en 31 (en 67, §§ 5, 12 en 13)

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Zij worden aangenomen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 32 (en 67, § 7)

De heer Moock dient amendement n° 5 (Stuk n° 1608/3) in, tot wijziging van het voorgestelde artikel 216, 2°, WIB 1992. Het is de bedoeling de woorden « zomede door de Algemene Spaar- en Lijfrentekas erkende naamloze of coöperatieve vennootschappen die uitsluitend ten doel hebben leningen toe te staan voor het bouwen, het aankopen, » te vervangen door de woorden « zomede de door het Vlaams Gewest, het Waals Gewest of het Brussels

les-Capitale qui ont pour objet principal de consentir des prêts en vue de la construction, de l'achat, de la conservation ».

Cet amendement est directement lié à l'amendement n° 6 du même auteur, visant à insérer un chapitre IVbis (nouveau), comprenant les articles 62bis à 62octies, dans le présent projet, ainsi qu'à son amendement n° 11 à l'article 67 (entrée en vigueur).

L'auteur fait remarquer que les autorités régionales sont à présent compétentes en matière de logement social. Cette compétence implique, entre autres, une maîtrise du label à conférer aux sociétés actives dans l'octroi de crédits au logement social. Ce label fait l'objet d'une procédure d'agrément dont la CGER possède actuellement le pouvoir d'attribution. La CGER étant en phase de privatisation, il paraît important de modifier la loi afin que ce soient dorénavant les régions qui octroient et retirent l'agrément susvisé. C'est l'objet de l'amendement n° 5 qui modifie l'article 216, 2°, CIR 1992, proposé.

Les bénéfices constitués par ces sociétés ne sont aujourd'hui soumises qu'à un prélèvement de 5 % à l'impôt des sociétés. Ce taux peut s'assimiler à un subside indirect à répercuter auprès du candidat emprunteur. Il faut donc éviter que lors du retrait de l'agrément, de la distribution des bénéfices ou de la liquidation de la société, cet avantage soit conféré aux actionnaires privés. C'est la raison pour laquelle, à l'instar des associations de crédit agréées par la Caisse nationale de crédit professionnel et des caisses agréées par l'Institut national de crédit agricole, il est proposé, dans l'amendement n° 6, d'étendre l'application de la taxe spéciale de 34 % prélevée sur les bénéfices réservés de ces associations, aux sociétés privées agréées par la CGER et par les régions.

L'amendement n° 6 concrétise en fait une communication effectuée par le vice-premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur le 20 décembre 1996 et publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 1996 (4^e édition). M. Moock s'y réfère notamment pour retenir la date d'entrée en vigueur des présentes dispositions (amendement n° 11, Doc. n° 1608/3).

Le ministre demande le rejet de ces trois amendements dans la mesure où le problème soulevé fait actuellement l'objet de discussions au sein du gouvernement. Ces discussions seront finalisées prochainement et des mesures seront prises en la matière dans le cadre du second projet de loi-programme fiscale qui sera normalement déposé au Parlement dans le courant du mois de novembre, et en tout cas avant la fin de 1998. Les dispositions proposées, qui seront comparables au texte des amendements dépo-

Hoofdstedelijk Gewest erkende naamloze of coöperatieve vennootschappen die tot hoofddoel hebben leningen toe te staan voor de bouw, de aankoop, de instandhouding ».

Dit amendement staat in nauw verband met het eveneens door de heer Moock ingediende amendement n° 6 (tot invoeging in dit ontwerp van een Hoofdstuk IVbis (nieuw), dat de artikelen 62bis tot 62octies bevat), alsmede het amendement n° 11 (op artikel 67, betreffende de inwerkingtreding).

De indiener merkt op dat de gewesten nu bevoegd zijn voor het huisvestingsbeleid. Die bevoegdheid impliceert onder meer dat zij moeten toezien op de verlening van de erkenning waarover de vennootschappen die aan kredietverlening voor sociale huisvesting doen, moeten beschikken. Voor de toekenning van die erkenning geldt een procedure; thans is de ASLK bevoegd om die erkenning te verlenen. Aangezien de ASLK momenteel wordt geprivatiseerd, lijkt het van belang om de wet te wijzigen, zodat voortaan de gewesten bevoegd zijn voor de toekenning en de intrekking van bovenvermelde erkenning. Dat wordt nagestreefd met amendement n° 5, tot wijziging van het voorgestelde artikel 216, 2°, WIB 1992.

Op de door die vennootschappen behaalde winst wordt op dit ogenblik een belasting van amper 5 % geheven. Die belastingvoet kan worden beschouwd als een indirecte subsidie, in het voordeel van de kandidaat-ontlener. Derhalve moet worden voorkomen dat, ingeval de erkenning wordt ingetrokken, de winsten worden verdeeld of de vennootschap in verval gaat, die bedragen in handen komen van de particuliere aandeelhouders. Om die reden wordt in amendement n° 6 voorgesteld om de heffing van de bijzondere taks van 34 % op de gereserveerde winsten van de kredietverenigingen uit te breiden tot de privé-vennootschappen die worden erkend door de ASLK en de gewesten, zoals dat reeds geldt voor de door de Nationale Kas voor het Beroepskrediet erkende kredietverenigingen en de door het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet erkende kassen.

Amendement n° 6 geeft in feite concreet gestalte aan een mededeling die de vice-eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel op 20 december 1996 heeft gedaan en die op 31 december 1996 in het *Belgisch Staatsblad* (vierde uitgaaf) werd bekendgemaakt. De heer Moock verwijst met name naar die mededeling om te bepalen op welke datum deze bepalingen in werking moeten treden (amendement n° 11, Stuk n° 1608/3).

De minister vraagt om die drie amendementen te verworpen, omdat de regering momenteel het hier aangesneden knelpunt behandelt. Die besprekingen zullen binnenkort worden afgerond en er komen terzake maatregelen in het raam van het tweede ontwerp van programmawet houdende fiscale bepalingen, die normaal gezien in november (hoe dan ook vóór eind 1998) in het parlement zal worden ingediend. De daarin voorgestelde bepalingen, die in de lijn zullen liggen van wat de heer Moock in zijn

sés par M. Moock, devraient donc pouvoir être votées avant la fin de cette année.

Les difficultés sont actuellement de deux ordres :

1. les actions de CGER-Banque et de CGER-Assurances encore détenues par la Société fédérale de participations devraient être cédées par l'État conformément à la loi du 19 août 1998 (*Moniteur belge* du 26 septembre 1998); dans ce contexte, il faut bien entendu trouver une solution permettant aux 80 sociétés encore agréées par la CGER de s'organiser;

2. le gouvernement doit par ailleurs encore se prononcer sur l'application du régime des revenus définitivement taxés (RDT). Le ministre déclare qu'il n'est pas favorable au maintien de ce régime en faveur des sociétés agréées actives dans l'octroi de crédit pour le logement social.

M. Moock fait remarquer qu'il se pose un problème urgent en la matière au niveau de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le ministre répond que la situation semble être tout aussi urgente au niveau de la Région wallonne. Il demande toutefois à la commission de ne pas anticiper les décisions qui seront prises prochainement par le gouvernement sur cette question.

*
* *

Suite aux engagements pris par le ministre, les amendements n^{os} 5, 6 et 11 sont retirés après que la commission eut décidé à l'unanimité d'annuler le résultat des votes intervenus antérieurement sur ces amendements.

*
* *

La commission décide à l'unanimité d'ajouter le mot « en » entre les mots « van de wet van 6 juli 1994 » et les mots « bij artikel 1 » dans la phrase liminaire du texte néerlandais de l'article 32 du projet, et ce afin de rétablir la concordance entre le texte néerlandais et le texte français.

*
* *

L'article 32 est adopté par 7 voix et 4 abstentions.

Art. 33 à 41 (et 67, §§ 1^{er}, 4, 7, 11, 15, 22, 23 et 24)

Ces articles ne donnent lieu à aucun commentaire.

Ils sont adoptés par 9 voix et 2 abstentions.

amendements in uitzicht stelt, zouden dus nog dit jaar moeten kunnen worden goedgekeurd.

Momenteel doen zich op twee vlakken moeilijkheden voor :

1. de aandelen van ASLK-Bank en ASLK-Verzekeringen die nog in handen zijn van de Federale Participatiemaatschappij, zouden door de Staat moeten worden verkocht, overeenkomstig de wet van 19 augustus 1998 (*Belgisch Staatsblad* van 26 september 1998); in die omstandigheden moet uiteraard een oplossing worden uitgewerkt waarbij de 80 nog door de ASLK erkende vennootschappen de nodige schikkingen kunnen treffen;

2. de regering moet zich voorts nog uitspreken over de toepassing van het stelsel van de definitief belaste inkomsten (DBI); de minister is niet gewonnen voor de handhaving van dat stelsel ten voordele van erkende vennootschappen die aan kredietverlening voor sociale huisvesting doen.

De heer Moock merkt op dat, wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, het probleem acuut is.

De minister antwoordt dat de toestand al even kritiek is in het Waals Gewest. Niettemin verzoekt hij de commissie om niet vooruit te lopen op de beslissingen die de regering binnenkort in dat verband zal nemen.

*
* *

Nadat de minister een aantal toezeggingen heeft gedaan, worden de amendementen n^{rs} 5, 6 en 11 ingetrokken nadat de commissie eenparig had beslist om het resultaat van de vorige stemmingen over deze amendementen te annuleren.

*
* *

De commissie beslist eenparig om in de inleidende zin van artikel 32 van het ontwerp, het woord « en » in te voegen tussen de woorden « van de wet van 6 juli 1994 » en de woorden « bij artikel 1 ». Aldus worden de Nederlandse en de Franse tekst met elkaar in overeenstemming gebracht.

*
* *

Artikel 32 wordt aangenomen met 7 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 33 tot 41 (en 67, §§ 1, 4, 7, 11, 15, 22, 23 en 24)

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Zij worden aangenomen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 41bis (nouveau)

L'amendement (n° 40, Doc. n° 1608/6) de MM. Schoeters et Suykens vise à insérer un article 41bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 41bis. — L'article 264, alinéa 1^{er}, 2°, du même Code, modifié par la loi du 6 juillet 1994, est abrogé. ».

Il est renvoyé à la discussion de l'amendement n° 38 à l'article 4 du projet, qui a conduit les deux auteurs à retirer leurs amendements n°s 37 à 40, à la condition que la problématique visée fasse l'objet d'un débat approfondi en commission.

Art. 42 à 45 (et 67, §§ 14, 20, 25 et 26)

Ces articles n'appellent aucune remarque.

Ils sont adoptés par 9 voix et 2 abstentions.

Art. 45bis (nouveau)

M. Olaerts dépose quatre amendements (Doc. n° 1608/5) tendant à modifier l'article 327, § 4, CIR 1992.

L'amendement n° 26 propose de supprimer les mots « sur les revenus ». *L'amendement* n° 27 vise à remplacer les mots « en informeront » par les mots « sont tenus d'en informer ». *L'amendement* n° 28 a pour objet de remplacer les mots « le ministre des Finances » par les mots « les services fiscaux compétents ». Enfin, *l'amendement* n° 29 tend à remplacer les mots « après avoir obtenu l'autorisation expresse du procureur général ou de l'auditeur général » par les mots « à moins que le procureur général ou l'auditeur général leur aient adressé une interdiction formelle et motivée à cet égard. ».

M. Olaerts rappelle que l'article 327, § 4, CIR 1992, dispose que « les officiers du ministère public près les cours et tribunaux qui sont saisis d'une affaire pénale dont l'examen fait apparaître des indices sérieux de fraude en matière d'impôts sur les revenus, en informeront le ministre des Finances, après avoir obtenu l'autorisation expresse du procureur général ou de l'auditeur général ». Dans la pratique, cette disposition n'est presque jamais appliquée.

L'orateur constate que l'administration fiscale dispose apparemment de plus de moyens pour percevoir l'impôt dû. Ainsi, s'il apparaît que le contribuable a omis de déclarer certains revenus, l'administration, qui estime devoir rectifier la déclaration fiscale du contribuable, peut l'en informer par lettre recommandée à la poste conformément aux dispositions

Art. 41bis (nieuw)

Amendement n° 40 (Stuk n° 1608/6) van de heren Schoeters en Suykens strekt ertoe een artikel 41bis (nieuw) in te voegen, luidend als volgt :

« Art. 41bis. — Artikel 264, eerste lid, 2°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1994, wordt opgeheven. ».

Er wordt verwezen naar de bespreking van amendement n° 38 op artikel 4 van het ontwerp, naar aanleiding waarvan beide indieners hun amendementen n°s 37 tot 40 hebben ingetrokken, op voorwaarde dat de commissie over dit vraagstuk een diepgaand debat voert.

Art. 42 tot 45 (en 67, §§ 14, 20, 25 en 26)

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Zij worden aangenomen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 45bis (nieuw)

De heer Olaerts dient vier amendementen (Stuk n° 1608/5) in, die ertoe strekken artikel 327, § 4, WIB 1992, te wijzigen.

Amendement n° 26 stelt voor het woord « inkomstenbelastingen » te vervangen door het woord « belastingen ». *Amendement* n° 27 strekt ertoe het woord « zullen » te vervangen door het woord « moeten ». *Amendement* n° 28 heeft tot doel de woorden « minister van Financiën » te vervangen door de woorden « bevoegde belastingdiensten ». *Amendement* n° 29 ten slotte, strekt ertoe de woorden « nadat ze van de procureur-generaal of van de auditeur-generaal uitdrukkelijk verlof daartoe hebben verkregen » te vervangen door de woorden « tenzij ze van de procureur-generaal of van de auditeur-generaal uitdrukkelijk gemotiveerd verbod daartoe hebben gekregen. ».

De heer Olaerts wijst erop dat artikel 327, § 4, WIB 1992, het volgende bepaalt : « De ambtenaren van het openbaar ministerie bij de hoven en rechtbanken, waarbij een strafzaak aanhangig is, waarvan het onderzoek ernstige indiciën van ontduiking inzake inkomstenbelastingen aan het licht brengt, zullen de minister van Financiën hierover inlichten, nadat ze van de procureur-generaal of van de auditeur-generaal uitdrukkelijk verlof daartoe gekregen hebben. ». In de praktijk wordt die bepaling vrijwel nooit toegepast.

De spreker constateert dat de fiscus blijkbaar over meer middelen beschikt om de verschuldigde belasting te innen. Mocht bijvoorbeeld blijken dat de belastingplichtige verzuimd heeft een aantal inkomsten aan te geven, dan kan de administratie, die meent de belastingaangifte van de belastingplichtige te moeten wijzigen, hem daarvan, luidens de bepalin-

prévues à l'article 346, CIR 1992. L'administration est également en mesure de procéder à la taxation d'office en raison du montant des revenus imposables qu'elle peut présumer eu égard aux éléments d'information dont elle dispose (article 351, CIR 1992). À cela s'ajoute encore que l'administration est autorisée à avoir recours à tous les moyens de preuve admis par le droit commun, sauf le serment, pour établir l'existence et le montant de la dette d'impôt (article 340, CIR 1992). Il en résulte que, même s'il peut introduire une réclamation auprès du receveur des contributions (avec la possibilité ultérieure d'un recours auprès de la cour d'appel), le contribuable moyen est tenu de payer l'impôt supplémentaire, généralement assorti d'une amende.

Il en va tout autrement dans les dossiers judiciaires, qui portent souvent sur des montants particulièrement élevés. M. Olaerts constate que, dans la plupart des cas, l'autorité judiciaire néglige de prendre les mesures nécessaires en matière de saisie conservatoire. Comme le jugement n'est généralement rendu qu'après plusieurs années, les faits sont déjà prescrits avant que l'administration fiscale ne soit en mesure de réclamer l'impôt dû.

Les amendements de M. Olaerts visent donc à élargir la portée de l'article 327, § 4, CIR 1992, de sorte que les officiers du ministère public près les cours et tribunaux soient dorénavant obligés de transmettre au service fiscal compétent (et non plus au ministre des Finances) toute information relative à des indices sérieux de fraude fiscale, et ce pour n'importe quel type d'impôt (et non plus uniquement pour les impôts sur les revenus). L'autorisation du procureur général ou de l'auditeur général n'est plus requise. L'information est transmise automatiquement à moins que le procureur général ou l'auditeur général n'ait opposé un refus formel et motivé à cet égard. Les formalités pratiques de cette procédure devront être réglées par une modification de l'arrêté royal d'exécution du CIR 1992.

Le ministre estime que les suggestions formulées par l'orateur précédent sont très louables mais il fait remarquer que l'obligation d'information visée à l'article 327, § 4, susvisé, ne peut être généralisée aux autres types d'impôt dans le cadre du Code des impôts sur les revenus. Pour atteindre l'objectif poursuivi, il faudrait donc insérer une disposition analogue dans chacun des codes fiscaux (à l'exception peut-être du Code des droits de douane et d'accises, dans le cadre duquel l'administration fiscale dispose du droit d'exercer directement l'action publique).

Le ministre fait toutefois remarquer qu'une telle obligation d'information existe déjà pour l'ensemble des infractions fiscales. En effet, l'article 29, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle dispose que « toute autorité constituée, tout fonctionnaire ou

gen van artikel 346, WIB 1192, bij ter post aangetekende brief op de hoogte brengen. De administratie kan ook ambtshalve een aanslag vestigen op het bedrag van de belastbare inkomsten die zij, gelet op een aantal inlichtingen waarover zij beschikt, kan vermoeden (artikel 351, WIB 1992). Daarbovenop kan de administratie alle door het gemeen recht toegelaten bewijsmiddelen — met uitzondering van de eed — aanvoeren ter bepaling van het bestaan en van het bedrag van de belastingschuld (artikel 340, WIB 1992). Daaruit vloeit voort dat de modale belastingplichtige, ook al kan hij wel bij de belastingontvanger een bezwaarschrift indienen (met de mogelijkheid om achteraf bij het hof van beroep hoger beroep aan te tekenen) ertoe kan worden verplicht, naast de extra belasting doorgaans ook nog een geldboete te betalen.

Het gaat er helemaal anders aan toe bij gerechtelijke dossiers die vaak op uitermate hoge bedragen betrekking hebben. De heer Olaerts stelt vast dat de rechterlijke overheid in de meeste gevallen nalaat de nodige maatregelen inzake bewarend beslag te nemen. Aangezien het vonnis in het algemeen pas na vele jaren wordt geveld, zijn de feiten vaak verjaard nog voor de belastingadministratie de verschuldigde belasting kan vorderen.

De amendementen van de heer Olaerts strekken er dus toe de strekking van artikel 327, § 4, WIB 1992 te verruimen zodat de ambtenaren van het openbaar ministerie bij de hoven en rechtbanken worden verplicht iedere informatie met betrekking tot ernstige indiciën van belastingfraude aan de bevoegde belastingdienst (en niet langer aan de minister van Financiën) over te zenden; zulks zou voor alle soorten belastingen (en niet alleen voor de inkomstenbelastingen) moeten gelden. De machtiging van de procureur-generaal of van de auditeur-generaal is niet meer vereist. De informatie wordt automatisch overgezonden, tenzij de procureur-generaal of de auditeur-generaal daartegen een formeel en met redenen omkleed bezwaar heeft geformuleerd. De praktische vormvereisten van die procedure zullen via een wijziging van het koninklijk besluit tot uitvoering van het WIB 1992 worden geregeld.

De minister is van mening dat de door de vorige spreker aangereikte suggesties op zich zeer waardevol zijn, maar hij merkt op dat de in voormeld artikel 327, § 4, vermelde verplichting tot kennisgeving, in het raam van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, niet tot de andere soorten belastingen kan worden veralgemeend. Om het gestelde doel te halen, zou in elk van de belastingwetboeken (met uitzondering misschien van het Wetboek van Douane en Accijnzen, waar de belastingadministratie rechtstreeks een strafvordering kan instellen) een gelijksoortige bepaling moeten worden ingevoegd.

De minister wijst er evenwel op dat een dergelijke verplichting tot kennisgeving reeds voor alle belastingmisdrijven bestaat. Artikel 29, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering bepaalt immers dat « iedere gestelde overheid, ieder openbaar officier die in

officier public, qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquerra la connaissance d'un crime ou d'un délit, sera tenu d'en donner avis sur-le-champ au procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel ce crime ou délit aura été commis ou dans lequel l'inculpé pourrait être trouvé, et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs. ».

L'article 29, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle règle, quant à lui spécifiquement, les modalités de la procédure d'information du procureur du Roi par les fonctionnaires de l'administration des contributions directes et de l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines. Ceux-ci ne peuvent porter à la connaissance du procureur du Roi les faits pénalement punissables aux termes des lois fiscales et de leurs arrêtés d'exécution que s'ils ont obtenu préalablement l'autorisation du directeur régional dont ils dépendent.

À l'inverse, en cas de délit fiscal, le parquet est tenu d'informer le ministre des Finances. Dans la pratique, il y a information dès qu'il s'agit d'une infraction fiscale importante.

Selon *M. Olaerts*, l'obligation visée à l'article 29, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle n'est pas respectée. Pourquoi une telle obligation d'information ne pourrait-elle pas être répétée dans la législation fiscale ? Le membre en veut pour preuve que des dispositions similaires figurent déjà dans la législation fiscale néerlandaise et allemande.

Le ministre rétorque que les problèmes soulevés par *M. Olaerts* concernent exclusivement l'application (correcte ou non) de dispositions légales existantes. Ils ne nécessitent donc pas une modification de la loi.

Dans le cadre de la présente discussion, *M. Olaerts* souhaite s'intéresser plus particulièrement aux problèmes liés à l'application de l'article 340, CIR 1992 qui, comme indiqué ci-dessus, dispose que « pour établir l'existence et le montant de la dette d'impôt, l'administration peut avoir recours à tous les moyens de preuve admis par le droit commun, sauf le serment ».

Une entreprise d'assurances est tenue de mentionner le montant des indemnités versées à ses clients (revenu garanti, ...) sur une fiche (n° 289 00) transmise à l'administration fiscale. Bien que ce document ne mentionne pas la nature de ces indemnités, l'administration fiscale se base sur ces documents pour considérer ces indemnités comme imposables, ce qui n'est pourtant pas nécessairement toujours le cas.

M. Olaerts cite l'exemple d'un contribuable qui a souscrit un contrat d'assurance-vie dont il déduit fiscalement les primes. Dans le cadre de ce contrat, le contribuable jouit également d'une garantie supplémentaire en matière d'accident et d'invalidité mais ne déduit pas les primes versées à cet effet. Malgré

de l'exercice de son ambt kennis krijgt van een misdrijf of van een wanbedrijf, (...) verplicht (is) daarvan dadelijk bericht te geven aan de procureur des Konings bij de rechtbank binnen wier rechtsgebied die misdaad of dat wanbedrijf is gepleegd of de verdachte zou kunnen worden gevonden, en aan die magistraat alle desbetreffende inlichtingen, processen-verbaal en akten te doen toekomen. »

Artikel 29, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering regelt, specifiek, de procedure die de ambtenaren van de administratie der directe belastingen en de ambtenaren van de administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen moeten volgen om de procureur des Konings in te lichten. Zij kunnen feiten die naar luid van de belastingwetten en van de ter uitvoering daarvan genomen besluiten strafrechtelijk strafbare feiten zijn, pas ter kennis van de procureur des Konings brengen wanneer zij daartoe vooraf de machtiging hebben gekregen van de gewestelijke directeur onder wie zij ressorteren.

Omgekeerd moet het parket fiscale delicten meteen aan de minister van Financiën melden. In de praktijk gebeurt dat ook zodra het om een ernstig belastingmisdrijf gaat.

Volgens *de heer Olaerts* wordt de in artikel 29, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering bedoelde verplichting niet nageleefd. Waarom kan een dergelijke verplichting tot kennisgeving niet in de belastingwetgeving worden herhaald ? Ter staving verwijst het lid naar soortgelijke bepalingen die reeds in de Nederlandse en Duitse belastingwetgeving zijn opgenomen.

De minister antwoordt dat de door de heer Olaerts aangekaarte problemen uitsluitend betrekking hebben op de (al dan niet correcte) toepassing van bestaande wetsbepalingen. Daarvoor is dus geen wetswijziging vereist.

In het raam van deze bespreking wenst *de heer Olaerts* wat nader in te gaan op de problemen in verband met de toepassing van artikel 340, WIB 1992. Zoals boven vermeld, bepaalt dat artikel het volgende : « Ter bepaling van het bestaan en van het bedrag van de belastingschuld kan de administratie alle door het gemeen recht toegelaten bewijsmiddelen aanvoeren, met uitzondering van de eed. ».

Een verzekeringsonderneming is ertoe verplicht op een aan de fiscus overgezonden fiche n° 289 00 het bedrag aan te geven van de aan haar cliënten uitbetaalde vergoedingen (gewaarborgd inkomen, ...). Hoewel dat document de aard van de vergoedingen niet vermeldt, baseert de belastingadministratie zich op die documenten om die vergoedingen als belastbaar te beschouwen, wat nochtans niet noodzakelijk altijd het geval is.

De heer Olaerts haalt het voorbeeld aan van een belastingplichtige die een levensverzekeringscontract heeft onderschreven, waarvan hij de premies fiscaal aftrekt. In het raam van dat contract geniet de belastingplichtige tevens een bijkomende waarborg inzake ongeval en invaliditeit, maar hij trekt de

cela, l'administration fiscale considère, sur la base de l'article 340, CIR 1992, que l'indemnisation perçue par le contribuable dans le cadre de cette garantie complémentaire est imposable alors qu'elle ne l'est manifestement pas (puisque les primes n'ont pas été déduites). Comment apporter une solution à de telles situations totalement inadmissibles ?

Le ministre indique que l'article 340, CIR 1992, ne crée aucun privilège pour l'administration sur le plan de la preuve. L'administration demeure tenue d'établir la réalité des éléments justifiant l'impôt et doit apporter la preuve de ce qu'elle allègue.

La fiche dont il est question ne représente qu'une simple indication, un élément d'appréciation. Cette fiche peut donner lieu à une présomption mais certes pas à une présomption irréfragable. Pour faire office de preuve, la présomption doit être grave, précise et concordante. Or, dans le cas du revenu garanti, par exemple, il peut y avoir contestation quant à l'existence du fait générateur de l'impôt. Les cours et tribunaux ont déjà tranché antérieurement en faveur du contribuable et décidé que le montant visé n'était pas imposable.

Le ministre estime en tout cas exclu de limiter les moyens de preuve auxquels l'administration peut avoir recours.

M. Olaerts demande que le système de fiches soit adapté afin d'éviter de tels problèmes à l'avenir.

*
* *

Les amendements n^{os} 26 à 29 de *M. Olaerts*, visant à insérer un article 45bis (nouveau), sont rejetés par 9 voix et 2 abstentions.

Art. 45ter (nouveau)

M. Olaerts présente un amendement (n^o 30, Doc. n^o 1608/5) tendant à insérer un article 45ter (nouveau), libellé comme suit :

« Les redevables ordinaires et les jeunes peuvent, aux conditions et selon les modalités déterminées par le Roi, demander la restitution anticipée des impôts payés en trop. ».

L'intervenant cite le cas d'un contribuable qui trouve un emploi en cours d'année. Le montant mensuel du précompte professionnel dû par lui sera calculé comme s'il avait travaillé une année complète. Les personnes confrontées à ce genre de situation se trouvent, dans certains cas, dans une situation financière difficile. C'est pourquoi l'intervenant propose de leur permettre d'obtenir la restitution anticipée

daarvoor gestorte premies niet af. Desondanks gaat de fiscus er, op grond van artikel 340, WIB 1992, van uit dat de door de belastingplichtige in het raam van die aanvullende waarborg ontvangen vergoeding belastbaar is, terwijl zulks (aangezien de premies niet werden afgetrokken) duidelijk niet het geval is. Hoe kunnen dergelijke volkomen onaanvaardbare toestanden worden rechtgetrokken ?

De minister wijst erop dat artikel 340, WIB 1992, op het vlak van de bewijsvoering, geen enkel voorrecht voor de belastingadministratie instelt. De administratie blijft verplicht de werkelijke belastinggrondslag vast te stellen en moet ter staving daarvan de nodige bewijsstukken voorleggen.

De fiche waarvan sprake is niet meer dan een aanwijzing, één element dat speelt bij de raming. Die fiche kan aanleiding geven tot een vermoeden, maar zeker niet tot een onweerlegbaar vermoeden. Om als bewijsmiddel te gelden moet het vermoeden ernstig, precies en overeenstemmend zijn. In het geval van het gewaarborgd inkomen bijvoorbeeld, kan men redetwisten over het bestaan van het tot de belasting-schuld aanleidinggevend feit. De hoven en rechtbanken hebben trouwens al eerder de zaak beslecht in het voordeel van de belastingplichtige en beslist dat het bedoelde bedrag niet belastbaar was.

De minister is van mening dat het hoe dan ook uitgesloten is de bewijsmiddelen die de administratie mag aanvoeren, te beperken.

De heer Olaerts vraagt het fichesysteem aan te passen teneinde soortgelijke problemen in de toekomst te voorkomen.

*
* *

De amendementen n^{rs} 26 tot 29 van de heer *Olaerts*, die ertoe strekken een artikel 45bis (nieuw) in te voegen, worden verworpen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 45ter (nieuw)

De heer Olaerts dient amendement n^o 30 (Stuk n^o 1608/5) in, dat ertoe strekt een artikel 45ter (nieuw) in te voegen, luidend als volgt :

« Gewone belastingplichtigen en jongeren kunnen onder de voorwaarden en volgens de nadere regels, bepaald door de Koning, vervroegde terugbetaling vragen van de teveel betaalde belastingen. ».

De spreker verwijst naar het geval van een belastingplichtige die in de loop van het jaar een baan vindt. De door hem maandelijks verschuldigde bedrijfsvoorheffing zal worden berekend alsof hij een volledig jaar had gewerkt. Mensen die met soortgelijke situaties worden geconfronteerd, bevinden zich, in sommige gevallen, in een benarde financiële toestand. Daarom stelt de spreker voor hen de mogelijk-

des sommes retenues indûment, comme ceci est déjà prévu par la législation néerlandaise.

Le ministre indique que dans le cas de versements anticipés, une demande peut être introduite par le contribuable auprès de l'administration au cours de la période imposable afin d'obtenir le remboursement des sommes versées en trop.

Par contre, pour obtenir une restitution des excédents de précompte professionnel, l'impôt doit être préalablement enrôlé.

L'article 359, CIR 1992, dispose que « l'impôt dû pour un exercice d'imposition peut être valablement établi jusqu'au 30 juin de l'année suivant celle dont le millésime désigne l'exercice d'imposition. ».

Si l'impôt n'a pas été enrôlé dans les délais prescrits, le précompte sera obligatoirement remboursé conformément au droit commun.

M. Olaerts estime que les déclarations fiscales de contribuables ordinaires se trouvant dans des situations anormales doivent être traitées en priorité.

*
* *

L'amendement n° 30 de *M. Olaerts*, visant à insérer un article 45^{ter} (*nouveau*), est rejeté par 9 voix et 2 abstentions.

Art. 46 (et 67, § 17)

Cet article n'appelle aucun commentaire.

Il est adopté à l'unanimité.

Art. 46bis (*nouveau*)

M. Olaerts présente un amendement (n° 31, Doc. n° 1608/5) qui tend à insérer un article 46bis (*nouveau*), libellé comme suit :

« Art. 46bis. — Dans l'article 414, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « 0,8 % » sont remplacés par les mots « 0,7 % ». ».

L'auteur fait remarquer que le niveau du taux de l'intérêt de retard dû à l'État à défaut de paiement dans les délais fixés, c'est-à-dire 0,8 % par mois civil, soit 9,6 % sur une base annuelle, est trop élevé par rapport aux taux du marché. L'article 414, § 1^{er}, alinéa 2, CIR 1992, dispose d'ailleurs que « le Roi peut adapter ce taux lorsque les fluctuations du taux de l'intérêt pratiqué sur le marché financier le justifient. ». Pourquoi ne pas faire usage de cette disposition ?

heid te bieden de niet-verschuldigde maar wel reeds afgehouden bedragen vervroegd terugbetaald te krijgen, zoals dat al in de Nederlandse belastingwetgeving geldt.

De minister wijst erop dat de belastingplichtige, bij vervroegde stortingen, tijdens de belastbare periode bij de administratie een aanvraag kan indienen om de teveel gestorte bedragen terugbetaald te krijgen.

Om een teruggave van de overschotten inzake bedrijfsvoorheffing te verkrijgen moet de belasting daarentegen vooraf ingekohierd zijn.

Artikel 359, WIB 1992, bepaalt het volgende : « Evenwel kan de voor een aanslagjaar verschuldigde belasting op geldige wijze gevestigd worden tot 30 juni van het jaar dat volgt op dat waarnaar het aanslagjaar wordt genoemd. ».

Indien de belasting niet binnen de gestelde termijnen werd ingekohierd, behoort de voorheffing overeenkomstig het gemeen recht te worden terugbetaald.

De heer Olaerts meent dat de belastingaangiften van gewone belastingplichtigen in abnormale omstandigheden bij voorrang moeten worden behandeld.

*
* *

Amendement n° 30 van de heer *Olaerts*, tot invoeging van een artikel 45^{ter} (*nieuw*), wordt verworpen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 46 (en 67, § 17)

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 46bis (*nieuw*)

De heer Olaerts dient amendement n° 31 (Stuk n° 1608/5) in, dat ertoe strekt een artikel 46bis (*nieuw*) in te voegen, luidend als volgt :

« Art. 46bis. — In artikel 414, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « 0,8 % » vervangen door de woorden « 0,7 % ». ».

De indiener vindt het percentage van de nalatigheidsinterest die bij niet-betaling binnen de gestelde termijnen aan de Staat verschuldigd is, met name 0,8 % per kalendermaand, dus 9,6 % op jaarbasis, te hoog in vergelijking met de markttrente. Artikel 414, § 1, tweede lid, WIB 1992, bepaalt trouwens het volgende : « De Koning kan, wanneer zulks ingevolge de op de geldmarkt toegepaste rentevoeten verantwoord is, dit tarief aanpassen. ». Waarom zou die bepaling terzake niet worden toegepast ?

Le taux de l'intérêt légal s'élève actuellement à 7 % sur une base annuelle (reporté de 8 % à 7 %) (arrêté royal du 4 août 1996 modifiant le taux de l'intérêt légal, entré en vigueur le 1^{er} septembre 1996).

Le ministre estime que l'évolution des taux d'intérêt doit être considérée sur une période suffisamment longue.

Il concède que le niveau actuel du taux des intérêts de retard peut paraître anormalement élevé par rapport à l'évolution récente des taux du marché. Cette évolution n'est toutefois peut-être que très transitoire. C'est pourquoi le ministre plaide pour le maintien du taux actuel, qui reste d'ailleurs inférieur au taux pratiqué en matière de crédit de caisse, par exemple.

Plutôt que d'inscrire un taux fixe dans la loi, *le président, M. Didden*, demande s'il n'est pas préférable d'indiquer que les sommes dues sont productives d'un intérêt égal au taux d'escompte, augmenté de x %, de manière à tenir compte de la fluctuation des taux d'intérêt pratiqués sur le marché.

Le ministre propose alors de remplacer la formulation actuelle par une référence à l'intérêt légal, de manière à uniformiser la pratique en la matière, tant sur le plan du droit civil et judiciaire que du droit fiscal.

En conséquence, *M. Olaerts* présente un *amendement* (n° 57, Doc. n° 1608/7) visant à insérer un article 46bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 46bis. — Dans l'article 414, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « d'un intérêt fixé à 0,8 % par mois civil » sont remplacés par les mots « de l'intérêt légal, au taux fixé en matière civile et calculé par mois civil ». ».

L'auteur renvoie à une disposition analogue dans le Code des droits de succession.

M. Olaerts dépose également un *amendement* (n° 58, Doc. n° 1608/7) visant à supprimer l'alinéa 2 de l'article 414, § 1^{er}, CIR 1992, précité. Cet amendement est la conséquence de l'amendement n° 57 présenté ci-dessus.

Il propose de fixer l'entrée en vigueur de ces nouvelles dispositions au 1^{er} janvier 1999 (cf. l'amendement n° 61 à l'article 67 du projet).

En vue de tenir compte d'une remarque du *ministre*, *M. Olaerts* présente enfin un *amendement* (n° 62, Doc. n° 1608/7) (sous-amendement à l'amendement n° 57 du même auteur) tendant à supprimer les mots « au taux fixé en matière civile et » dans le texte proposé.

*
* *

L'amendement n° 62 de *M. Olaerts*, sous-amendement à l'amendement n° 57, est adopté à l'unanimité.

De wettelijke rentevoet bedraagt momenteel 7 % op jaarbasis (verlaagd van 8 % naar 7 %), overeenkomstig het op 1 september 1996 van kracht geworden koninklijk besluit van 4 augustus 1996 tot wijziging van de wettelijke rentevoet.

Volgens *de minister* behoort de ontwikkeling van de rentevoeten over een voldoende lange periode te worden nagegaan.

Hij erkent dat het huidige percentage van de nalatighedsinterest in vergelijking met de recente ontwikkeling van de marktrentevoet abnormaal hoog kan lijken, maar misschien is die ontwikkeling maar tijdelijk. Hij pleit dan ook voor het behoud van de huidige rentevoet die trouwens lager is dan die welke bijvoorbeeld inzake kaskrediet wordt gehanteerd.

Voorzitter Didden vraagt of het niet de voorkeur verdient om in plaats van bij wet een vaste rentevoet op te leggen, aan te geven dat de verschuldigde bedragen rentedragend zijn tegen een tarief dat gelijk is aan dat van de discontovoet, verhoogd met x %, teneinde rekening te houden met de gangbare marktrentevoeten.

De minister stelt dan voor om de huidige formulering te vervangen door een verwijzing naar de wettelijke rentevoet; zodoende kan zowel in burgerlijke en gerechtelijke als in fiscale zaken voor uniformiteit worden gezorgd.

De heer Olaerts dient dientengevolge *amendement* n° 57 (Stuk n° 1608/7) in, dat ertoe strekt een artikel 46bis (nieuw) in te voegen, luidend als volgt : « Art. 46bis. — In artikel 414, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « een interest op die is vastgesteld op 0,8 % per kalendermaand » vervangen door de woorden « de wettelijke interest op, tegen de rentevoet bepaald in burgerlijke zaken en berekend per kalendermaand ». ».

De indiener verwijst naar een soortgelijke bepaling in het Wetboek van de successierechten.

De heer Olaerts dient ook *amendement* n° 58 (Stuk n° 1608/7) in, dat ertoe strekt het tweede lid van het voormelde artikel 414, § 1, WIB 1992, weg te laten. Dit amendement is het gevolg van het voormelde amendement n° 57.

Het stelt voor die nieuwe bepalingen op 1 januari 1999 in werking te laten treden (cf. amendement n° 61 op artikel 67 van het wetsontwerp).

Teneinde rekening te houden met een opmerking van de *minister* dient *de heer Olaerts* ten slotte *amendement* n° 62 (Stuk n° 1608/7) in, als subamendement op amendement n° 57 van dezelfde indiener, dat ertoe strekt in de voorgestelde tekst de woorden « tegen de rentevoet bepaald in burgerlijke zaken en » weg te laten.

*
* *

Amendement n° 62 van de heer Olaerts, een subamendement op amendement n° 57, wordt eenparig aangenomen.

L'amendement n° 57 de M. Olaerts, tel que sous-amendé, est adopté par le même vote.

L'amendement n° 58 de M. Olaerts est adopté à l'unanimité.

En conséquence, M. Olaerts retire son amendement n° 31.

Art. 46ter (nouveau)

M. Olaerts présente un amendement (n° 32, Doc. n° 1608/5) qui tend à insérer un article 46ter (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 46ter. — Dans l'article 418, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « 0,8 % » sont remplacés par les mots « 0,7 % ». ».

Cet amendement a une portée analogue à celle de l'amendement n° 31 de M. Olaerts visant à insérer un nouvel article 46bis. Le présent amendement porte sur le taux des intérêts moratoires.

Il est renvoyé à la discussion de l'amendement n° 31 (voir ci-dessus).

Suite aux remarques formulées en la matière, M. Olaerts dépose un amendement (n° 59, Doc. n° 1608/7) visant à insérer un article 46ter (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 46ter. — Dans l'article 418, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « au taux de 0,8 % par mois civil » sont remplacés par les mots « au taux de l'intérêt légal fixé en matière civile et calculé par mois civil ». ».

Afin de tenir compte d'une remarque formulée par le ministre, M. Olaerts dépose un amendement (n° 63, Doc. n° 1608/7) (sous-amendement à l'amendement n° 59) afin de supprimer les mots « fixé en matière civile et » dans le texte proposé.

Enfin, l'intervenant introduit un amendement (n° 60, Doc. n° 1608/7) visant à supprimer l'alinéa 2 de l'article 418, CIR 1992, précité. Cet amendement est la conséquence de l'amendement n° 59 du même auteur.

*
* *

L'amendement n° 63 de M. Olaerts, sous-amendement à l'amendement n° 59, est adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 59 de M. Olaerts, tel que sous-amendé, est adopté par le même vote.

L'amendement n° 60 de M. Olaerts est adopté à l'unanimité.

En conséquence, M. Olaerts retire son amendement n° 32.

Het aldus gesubamendeerde amendement n° 57 van de heer Olaerts wordt aangenomen met dezelfde stemuitslag.

Amendement n° 58 van de heer Olaerts wordt eenparig aangenomen.

De heer Olaerts trekt bijgevolg zijn amendement n° 31 in.

Art. 46ter (nieuw)

De heer Olaerts dient amendement n° 32 (Stuk n° 1608/5) in, dat ertoe strekt een artikel 46ter (nieuw) in te voegen, luidend als volgt :

« Art. 46ter. — In artikel 418, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « 0,8 % » vervangen door de woorden « 0,7 % ». ».

Dit amendement heeft ongeveer een zelfde strekking als amendement n° 31 van de heer Olaerts tot invoeging van een nieuw artikel 46bis. Het voorliggende amendement heeft betrekking op het percentage van de moratoriuminteressen.

Er wordt verwezen naar de bespreking van amendement n° 31 (cf. *supra*).

Als gevolg van de opmerkingen daaromtrent dient de heer Olaerts amendement n° 59 (Stuk n° 1608/7) in, dat ertoe strekt een artikel 46ter (nieuw) in te voegen, luidend als volgt :

« Art. 46ter. — In artikel 418, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « tegen een rentevoet van 0,8 % per kalendermaand » vervangen door de woorden « tegen de wettelijke rentevoet bepaald in burgerlijke zaken en berekend per kalendermaand ». ».

Teneinde rekening te houden met een opmerking van de minister dient de heer Olaerts amendement n° 63 (Stuk n° 1608/7) in, als subamendement op amendement n° 59, dat ertoe strekt in de voorgestelde tekst de woorden « bepaald in burgerlijke zaken en » weg te laten.

Ter afronding dient de spreker amendement n° 60 (Stuk n° 1608/7) in, tot weglating van het tweede lid van het voormelde artikel 418, WIB 1992. Dit amendement is het logische uitvloeisel van amendement n° 59 van dezelfde indiener.

*
* *

Amendement n° 63 van de heer Olaerts, als subamendement op amendement n° 59, wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gesubamendeerde amendement n° 59 van de heer Olaerts wordt met dezelfde stemuitslag aangenomen.

Amendement n° 60 van de heer Olaerts wordt eenparig aangenomen.

Dientengevolge trekt de heer Olaerts zijn amendement n° 32 in.

Art. 47 (et 67, §§ 3 et 9)

Cet article ne donne lieu à aucun commentaire.

Il est adopté à l'unanimité.

Art. 47bis (nouveau)

Le gouvernement présente un amendement (n° 35, Doc. n° 1608/6) en vue d'insérer un article 47bis (nouveau) dans le projet.

Le ministre indique que l'article 47bis (nouveau) modifie l'article 442bis, CIR 1992, en ce qu'il prétend, à la fois, remplacer l'obligation d'enregistrement des conventions de cession d'entreprises et de fonds de commerce par une obligation de notification au receveur des contributions et redéfinir le champ d'application de la mesure ainsi que les opérations qui en sont exclues.

Les articles 6 et 8 à 12 de l'arrêté royal du 12 décembre 1996 portant des mesures en matière de lutte contre la fraude fiscale et en vue d'une meilleure perception de l'impôt ont entendu mettre en place un système complet destiné à faire échec à certaines pratiques frauduleuses qui confinent à l'organisation d'insolvabilité.

Le but de ces dispositions est double :

- empêcher qu'une personne physique ou morale ne cède un fonds de commerce sans acquitter ses dettes fiscales exigibles;
- entraver la fraude organisée par certains débiteurs d'impôts qui, aux abois, se hâtent de céder leur fonds de commerce lorsqu'ils sont avertis que leur situation fiscale fait l'objet d'un contrôle.

Pour rencontrer ces objectifs, le système actuellement en vigueur s'articule autour de deux axes :

- 1) une obligation d'enregistrement des cessions d'universalités de biens et de branches d'activité est instaurée pour permettre à l'administration des contributions directes d'être informée;
- 2) l'article 6 de l'arrêté royal précité, insérant un article 442bis dans le CIR 1992, met en place un mécanisme qui permet au receveur des contributions d'engager toutes les mesures nécessaires à garantir le recouvrement des impôts dus par le cédant.

Ce mécanisme repose sur quatre éléments :

- 1) la transmission n'est opposable à l'administration des contributions directes qu'à l'expiration du deuxième mois qui suit celui au cours duquel la convention de cession a été enregistrée;
- 2) le cessionnaire est solidairement responsable du paiement des impôts dus par le cédant à l'expiration du délai précité, à concurrence de la valeur des biens cédés;

Art. 47 (en 67, §§ 3 en 9)

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 47bis (nieuw)

De regering dient amendement n° 35 (Stuk n° 1608/6) in, dat ertoe strekt in het ontwerp een artikel 47bis (nieuw) in te voegen.

De minister geeft aan dat artikel 47bis (nieuw) artikel 442bis, WIB 1992 wijzigt in die zin dat het de verplichte registratie van de overeenkomsten inzake overdrachten van ondernemingen of handelszaken wil vervangen door een verplichte kennisgeving aan de ontvanger van de belastingen; voorts strekt het ertoe het toepassingsgebied van de maatregel en de ervan uitgesloten verrichtingen opnieuw te definiëren.

De artikelen 6 en 8 tot 12 van het koninklijk besluit van 12 december 1996 houdende maatregelen inzake strijd tegen de fiscale fraude en met het oog op een betere inning van de belasting waren bedoeld om een volledig systeem op te zetten dat paal en perk moest stellen aan bepaalde bedrieglijke praktijken, die verwant zijn aan georganiseerd onvermogen.

Die bepalingen hebben een tweeledig doel :

- beletten dat een natuurlijke persoon of een rechtspersoon een handelszaak overdraagt zonder zijn invorderbare belastingschuld te betalen;
- de georganiseerde fraude verhinderen van sommige in het nauw gedreven belastingschuldenaars die, wanneer ze ervan werden verwittigd dat hun fiscale situatie zal worden onderzocht, zich haasten om hun handelszaak in vereffening te brengen.

Om die doelstellingen te bereiken, zijn er in het huidige stelsel twee werkwijzen :

- 1) opdat de administratie der directe belastingen op de hoogte zou zijn, bestaat er een verplichting tot registratie van de overdrachten van gemeenschappen van goederen en van takken van werkzaamheid;
- 2) artikel 6 van het voormelde koninklijk besluit, dat in het WIB 1992 een artikel 442bis invoegt, voorziet in een regeling die de belastingontvanger de mogelijkheid biedt alle maatregelen te nemen die nodig zijn om de invordering van de door de overdrager verschuldigde belastingen te waarborgen.

Die regeling berust op vier krachtlijnen :

- 1) de overdracht is pas na het verstrijken van de tweede maand die volgt op die waarin de overeenkomst van overdracht werd geregistreerd tegenstelbaar aan de administratie der directe belastingen;
- 2) de overnemer is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belastingen die bij het verstrijken van de voormelde termijn door de overdrager verschuldigd zijn, ten belope van de waarde van de overgedragen goederen;

3) les systèmes de l'opposabilité différée de la cession et de la solidarité solidaire limitée du cessionnaire ne trouvent pas à s'appliquer lorsque le cédant demande et obtient du receveur des contributions un certificat destiné à être soumis à la formalité de l'enregistrement simultanément à la convention de cession;

4) la délivrance du certificat est refusée lorsque le cédant a des dettes fiscales ou lorsque la demande est introduite après l'annonce d'un contrôle fiscal.

Au moment de sa mise en place, cette procédure n'a fait l'objet d'aucune remarque particulière du Conseil d'État. Elle présente cependant plusieurs problèmes.

Ainsi, le libellé de l'article 442*bis*, CIR 1992, qui renvoie expressément aux articles 19, 1° ou 7°, et 31, alinéa 1^{er}, 1^o*ter*, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, restreint le champ d'application de la mesure par la référence implicite à l'article 11 du Code de la TVA, lequel donne une définition restrictive de la notion de cession d'universalité.

À l'inverse, la cession réalisée dans le cadre des procédures de faillite et de concordat n'est pas expressément exclue du champ d'application de la disposition. Or, il est incontestable que les objectifs poursuivis restent étrangers à ce type de cession. Dans ce cas, c'est en effet un mandataire public qui est comptable de la distribution des fonds en fonction des divers privilèges.

Dans le même ordre de considérations, le champ d'application de la mesure appréhende involontairement le domaine des fusions, scissions et absorptions de sociétés.

Enfin, l'obligation d'enregistrement des cessions d'universalité a engendré un effet pervers non voulu par le législateur en ce qu'elle a soumis au droit d'enregistrement proportionnel un certain nombre d'opérations qui en étaient jusqu'alors exemptes.

Pour remédier à ces difficultés, le ministre propose d'apporter les modifications suivantes :

1) le champ d'application de l'article 442*bis*, CIR 1992, est redéfini par référence à la notion d'un « ensemble de biens affectés à l'exercice d'une profession libérale, d'un office ministériel ou d'une activité industrielle, commerciale ou agricole »;

2) l'obligation d'enregistrement est remplacée par une obligation de notification au receveur des contributions compétent;

3) le mécanisme mis en place ne s'applique pas aux techniques de réorganisation des entreprises et aux opérations analogues réglementées par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, ni aux cessions d'une universalité de biens ou d'une branche

3) de stelsels van de uitgestelde tegenstelbaarheid van de overdracht en van de beperkte hoofdelijke samenhorigheid van de overnemer zijn niet van toepassing wanneer de overdrager aan de belastingontvanger een certificaat vraagt dat bestemd is om samen met de overeenkomst van overdracht te worden geregistreerd en hij dat certificaat ook verkrijgt;

4) de afgifte van het certificaat wordt geweigerd indien de overdrager belastingschulden heeft of wanneer de aanvraag werd ingediend nadat de belastingcontrole werd aangekondigd.

De Raad van State heeft geen bijzondere opmerking gemaakt over die werkwijze op het ogenblik dat ze werd ingevoerd. Ze doet echter verschillende problemen rijzen.

Artikel 442*bis*, WIB 1992, dat uitdrukkelijk refereert aan de artikelen 19, 1° of 7°, en 31, eerste lid, 1^o*ter*, van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, beperkt het toepassingsgebied van de maatregel door de impliciete verwijzing naar artikel 11 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, waarin een beperkende omschrijving is opgenomen van het begrip overdracht van een algemeenheid.

De overdracht die wordt verwezenlijkt in het kader van de procedures van faillissement en gerechtelijk akkoord is daarentegen niet uitdrukkelijk uitgesloten van het toepassingsgebied van de bepaling. Het is echter onbetwistbaar dat de nagestreefde doelstellingen niets van doen hebben met dat soort van overdracht. In dat geval is het immers een van overheidswege gemachtigde die verantwoordelijk is voor de uitkering van de fondsen op grond van de diverse voorrechten.

In dezelfde gedachtegang omvat het toepassingsgebied van de maatregel ongewild de fusies, de splitsingen en de opslorpingen van vennootschappen.

Ten slotte heeft de verplichting tot registratie van de overdrachten van algemeenheden van goederen een kwalijk gevolg dat niet door de wetgever was gewenst, aangezien een aantal transacties die tot dan toe waren vrijgesteld van het evenredig registratierecht daaraan nu ook zijn onderworpen.

Om die moeilijkheden te verhelpen, stelt de minister voor de volgende wijzigingen aan te brengen :

1) het toepassingsgebied van artikel 442*bis*, WIB 1992 wordt opnieuw bepaald door te verwijzen naar het begrip « een geheel van goederen die voor de uitoefening van een vrij beroep, ambt of post of een industrieel, handels- of landbouwbedrijf worden aangewend »;

2) de registratieplicht wordt vervangen door een verplichting tot kennisgeving aan de bevoegde belastingontvanger;

3) de regeling is niet van toepassing op de technieken inzake reorganisatie van de ondernemingen noch op de soortgelijke transacties die worden geregeld door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, en evenmin op de overdrachten

d'activité réalisées à l'intervention d'un curateur ou d'un commissaire du sursis;

4) l'obligation de présentation à l'enregistrement des conventions de cession visées à l'article 11 du Code de la TVA est supprimée.

En conclusion, le ministre fait remarquer que ces modifications affinent la disposition sans remettre en cause les mesures prises en vue de protéger les droits du Trésor face à certaines pratiques frauduleuses.

À la question de *M. Moock* de savoir si cette adaptation de la législation a déjà fait l'objet d'un accord au sein du gouvernement, le ministre répond par l'affirmative.

Deux problèmes ont fait l'objet de discussions au sein du Conseil des ministres :

— la première question portait sur la notion d'« universalité de biens ». Le texte original proposé visait en effet les cessions de biens quelles qu'elles soient. Dans la version définitive de l'amendement, il a été décidé de limiter, du moins partiellement, l'extension de la mesure;

— concernant la formalité d'enregistrement, la question se posait de savoir s'il était possible de soumettre les cessions à l'enregistrement avec le paiement d'un droit fixe, en visant non pas la protection du receveur des contributions (qui est garantie par la simple notification) mais en étendant la protection de l'acte en lui donnant date certaine à travers la formalité de l'enregistrement.

Il est néanmoins apparu que lorsque des opérations de cession sont enregistrées, il est préférable de les soumettre à un droit proportionnel. Par ailleurs, la notification donne exactement la même protection que l'enregistrement. Pour le receveur des contributions, la notification présente en effet les mêmes caractéristiques que l'enregistrement et, alors que l'enregistrement avait généralement lieu dans un autre bureau des contributions, c'est le receveur compétent qui reçoit directement la notification.

L'absence de notification entraîne les mêmes conséquences que celles visées dans le texte initial.

M. Olaerts demande si l'amendement n° 35 du gouvernement introduit des modifications en ce qui concerne les délais (article 442bis, § 1^{er}, CIR 1992) ou en ce qui concerne la responsabilité solidaire du cessionnaire vis-à-vis des dettes fiscales du cédant (article 442bis, § 2, CIR 1992). Quelle est la portée exacte de l'exception contenue dans le § 4 ?

Les nouvelles dispositions ne constitueront-elles pas un obstacle à la cession rapide d'entreprises, ce qui pourrait évidemment avoir une incidence sur l'emploi ?

van een algemeenheid van goederen of van een tak van werkzaamheid die worden verwezenlijkt door bemiddeling van een curator of een commissaris inzake opschorting;

4) de verplichting om de overeenkomsten van overdracht als bedoeld in artikel 11 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde ter registratie voor te leggen, wordt opgeheven.

Om af te ronden wijst de minister erop dat die wijzigingen de bepaling aanscherpen zonder de maatregelen in het gedrang te brengen die zijn genomen om de rechten van de Schatkist veilig te stellen ten aanzien van bepaalde bedrieglijke praktijken.

De minister antwoordt bevestigend op de vraag van *de heer Moock* of men het binnen de regering reeds eens is over die aanpassing van de wetgeving.

Tijdens de bespreking in de Ministerraad zijn twee knelpunten te berde gebracht :

— het eerste betrof het begrip « algemeenheid van goederen ». De aanvankelijk voorgestelde tekst had immers betrekking op alle vormen van overdracht van goederen. Er is beslist om in de definitieve versie van het amendement de toepassings sfeer van de maatregel, ten minste gedeeltelijk, te beperken;

— in verband met de formaliteit van de registratie is de vraag gerezen of het mogelijk was een vast recht te bepalen voor de registratie van de overdrachten, door niet de (door de eenvoudige kennisgeving gewaarborgde) bescherming van de belastingontvanger te beogen, maar door de bescherming van de akte uit te breiden door er een vaste dagtekening aan toe te kennen door middel van de formaliteit van de registratie.

Er is niettemin gebleken dat het de voorkeur geniet voor de overdrachten die worden geregistreerd een vast recht te bepalen. De kennisgeving biedt ten andere dezelfde bescherming als de registratie. Voor de belastingontvanger heeft de kennisgeving immers dezelfde kenmerken als de registratie. Terwijl de registratie doorgaans plaatshad in een ander belastingkantoor, krijgt de bevoegde ontvanger de kennisgeving rechtstreeks.

Het ontbreken van de kennisgeving heeft dezelfde gevolgen als die welke bedoeld zijn in de oorspronkelijke tekst.

De heer Olaerts vraagt of het regeringsamendement n° 35 wijzigingen inhoudt inzake de termijnen (artikel 442bis, § 1, WIB 1992) of met betrekking tot de hoofdelijke aansprakelijkheid van de overnemer voor belastingsschulden van de overdrager (artikel 442bis, § 2, WIB 1992). Wat is de precieze draagwijdte van de in paragraaf 4 vervatte uitzondering ?

Zullen de nieuwe bepalingen geen hinderpaal vormen voor een vlote overdracht van ondernemingen, wat toch ook voor de werkgelegenheid belangrijk kan zijn ?

Le ministre précise que l'amendement ne modifie ni les délais ni le système actuel d'opposabilité et de notification.

Si une cession a lieu, par exemple, le 1^{er} novembre, cette convention s'applique évidemment aux parties. Elle n'est toutefois opposable qu'à l'expiration du mois qui suit celui au cours duquel une copie de l'acte certifiée conforme à l'original a été notifiée au receveur des contributions, sauf en cas de délivrance du certificat visé au § 3. Les notaires suivent d'ores et déjà une procédure similaire lors de la vente d'immeubles (notification au receveur des contributions).

La délivrance du certificat visé au § 3 permet au cessionnaire de payer plus rapidement sans courir le risque de devoir intervenir dans le remboursement des dettes fiscales du cédant.

M. Olaerts demande dans quelle mesure ce certificat couvrira également les dettes fiscales futures, qui seront découvertes lors de contrôles ou de nouveaux calculs.

Le ministre répond que la validité du certificat est limitée à trente jours. La cession doit donc intervenir dans le délai de validité du certificat, sans quoi le cessionnaire risque d'être tenu solidairement responsable du paiement des dettes fiscales dues par le cédant. Si, au cours de cette période de trente jours, le receveur des contributions est informé d'une nouvelle dette fiscale du cédant, il peut toutefois employer contre ce dernier tous les moyens de droit commun (y compris la saisie-arrêt sur le prix de la cession entre les mains du cessionnaire). Le cessionnaire n'est toutefois pas solidairement responsable du paiement de cette nouvelle dette fiscale.

M. Olaerts déduit de la réponse du ministre que le cessionnaire qui reçoit un tel certificat ne devra pas intervenir dans le paiement des dettes fiscales contractées par le cédant après la cession.

Le ministre confirme cette interprétation.

M. Pieters constate que l'article 442bis, § 1^{er}, CIR 1992, tel que modifié par l'amendement n° 35 du gouvernement, porte notamment sur « la cession, en propriété ou en usufruit, d'un ensemble de biens affectés à l'exercice d'une profession libérale, charge ou office, ou d'une exploitation industrielle, commerciale ou agricole (...) ». Dans le commentaire de l'amendement (Doc. n° 1608/6, p. 5) concernant le champ d'application de la disposition proposée (point 1), il est indiqué que « l'article 442bis, CIR 1992, s'applique aux cessions d'universalité de biens composée d'éléments de nature à retenir la clientèle d'un établissement commercial ou d'une profession libérale (...) ». Cela ressort-il de manière suffisamment claire de la disposition proposée ?

De minister geeft aan dat noch de termijnen, noch het bestaande systeem van tegenstelbaarheid en kennisgeving worden gewijzigd.

Wanneer bijvoorbeeld op 1 november een overdracht plaatsvindt, dan is deze overeenkomst uiteraard geldig tussen de partijen. Zij wordt echter pas tegenstelbaar na verloop van de maand die volgt op die waarin een met het origineel eensluidend afschrift van de akte ter kennis is gebracht van de belastingontvanger, tenzij na aflevering van het in § 3 bedoelde certificaat. Bij de verkoop van onroerende goederen wordt nu reeds door de notarissen een gelijkaardige procedure gevolgd (betekening aan de belastingontvanger).

De aflevering van het in § 3 bedoelde certificaat maakt het mogelijk om de betaling door de overnemer vlugger te doen geschieden, zonder dat deze het risico loopt voor de belastingschulden van de overdrager te moeten opdraaien.

De heer Olaerts vraagt in welke mate dit certificaat ook de toekomstige belastingschulden, die bij controles of herberekeningen aan het licht komen, kan dekken.

De minister antwoordt dat het certificaat slechts 30 dagen geldig blijft. De overdracht moet dus gebeuren tijdens de geldigheidsduur van het certificaat, zoniet riskeert de overnemer hoofdelijk verantwoordelijk te zijn voor de belastingschulden van de overdrager. Indien de belastingontvanger tijdens deze periode van 30 dagen kennis krijgt van een nieuwe belastingsschuld van de overdrager kan hij wel tegen deze laatste alle middelen van gemeen recht (met inbegrip van derdenbeslag op de prijs van de overdracht in handen van de overnemer) aanwenden. De overnemer is echter voor deze nieuwe belastingsschuld niet hoofdelijk aansprakelijk.

De heer Olaerts leidt uit het antwoord van de minister af dat de overnemer die een dergelijk certificaat ontvangt niet moet opdraaien voor belastingsschulden van de overdrager die na de overdracht ontstaan.

De minister antwoordt bevestigend.

De heer Pieters constateert dat artikel 442bis, § 1, WIB 1992, zoals het wordt gewijzigd door amendement n° 35 van de regering, onder meer betrekking heeft op « de overdracht in eigendom of in vruchtgebruik van een geheel van goederen die voor de uitoefening van een vrij beroep, ambt of post of een industrieel, handels- of landbouwbedrijf worden aangewend ». In de commentaar van het amendement (Stuk n° 1608/6, blz. 5) met betrekking tot het toepassingsgebied van de voorgestelde bepaling (punt 1) wordt gesteld dat « artikel 442bis, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (...) van toepassing [is] op de overdrachten van een gemeenschap van goederen samengesteld uit elementen tot behoud van het cliënteel van een handelsonderneming of een vrij beroep (...) ». Komt dat duidelijk genoeg naar voor uit de voorgestelde bepaling ?

Par ailleurs, M. Pieters fait remarquer que l'article 442bis, § 3, alinéa 3, CIR 1992, proposé, dispose que « le certificat sera refusé par le receveur si, à la date de la demande, le cédant a des dettes fiscales (...) ». Cette disposition ne risque-t-elle pas de donner lieu à certaines confusions ? L'orateur se demande s'il n'est pas préférable de préciser la portée de la disposition en indiquant que le certificat sera refusé si, à la date de la demande, l'imposition établie à charge du cédant constitue une dette certaine et liquide.

L'intervenant introduit un *amendement* (n° 50, Doc. n° 1608/7) (sous-amendement à l'amendement n° 35 du gouvernement) visant à apporter ces deux modifications.

Le ministre marque son accord. Il confirme que la dette fiscale visée à l'article 442bis, § 3, alinéa 3, CIR 1992, proposé, doit être une dette certaine et liquide, établie (c'est-à-dire déjà enrôlée) en matière d'impôts sur les revenus.

*
* *

L'amendement n° 50 de M. Pieters, sous-amendement à l'amendement n° 35 du gouvernement, est adopté par 4 voix et 5 abstentions.

L'amendement n° 35 du gouvernement, tel que sous-amendé, est adopté par 5 voix et 4 abstentions.

Art. 48 (et 67, § 20)

Cet article ne donne lieu à aucune remarque.

Il est adopté à l'unanimité.

Art. 49 (et 67, § 27)

M. Olaerts s'enquiert de la portée précise du nouvel article 470bis, CIR 1992, proposé. Concerne-t-il le problème abordé en commission le 19 octobre dernier (à la suite des questions et des interpellations relatives aux montants des impôts reversés aux communes) ? (Voir le compte rendu analytique de la réunion de la commission des Finances et du Budget, C 643, pp. 4 à 12).

Le ministre répond par la négative. L'article 470bis proposé permet en revanche d'améliorer et de clarifier les répercussions des dégrèvements prononcés par les directeurs des contributions à l'impôt des personnes physiques et en matière de précompte immobilier sur les finances communales. Le département dispose de tous les moyens informatiques nécessaires à l'application de cette nouvelle disposition (qui a, du reste, été élaborée sur proposition du grou-

Voorts merkt de heer Pieters op dat naar luid van artikel 442bis, § 3, derde lid, WIB 1992 « het certificaat wordt geweigerd door de ontvanger indien op de dag van de aanvraag de overdrager belastingschulden heeft (...) ». Dreigt die bepaling geen aanleiding te geven tot verwarring ? De spreker vraagt of het niet beter zou zijn de strekking van de bepaling te preciseren door aan te geven dat het certificaat zal worden geweigerd indien op de datum van de aanvraag de ten laste van de overdrager gevestigde belasting een zekere en vaststaande schuld is.

De spreker dient op amendement n° 35 van de regering *subamendement n° 50* (Stuk n° 1608/7) in, dat ertoe strekt deze twee wijzigingen aan te brengen.

De minister stemt hiermee in. Hij bevestigt dat de in het voorgestelde artikel 442bis, § 3, derde lid, WIB 1992 bedoelde belastingschuld een zekere en vaststaande schuld moet zijn, die gevestigd (dat wil zeggen reeds ingekohierd) is op de inkomstenbelastingen.

*
* *

Subamendement n° 50 van de heer Pieters op amendement n° 35 van de regering wordt aangenomen met 4 stemmen en 5 onthoudingen.

Het aldus gesubamendeerde amendement n° 35 van de regering wordt aangenomen met 5 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 48 (en 67, § 20)

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 49 (en 67, § 27)

De heer Olaerts peilt naar de precieze draagwijdte van het nieuw ingevoegde artikel 470bis, WIB 1992. Houdt het verband met de problematiek die op 19 oktober jongstleden (naar aanleiding van de vragen en interpellaties over aan de gemeenten doorgestorte belastingbedragen) in de commissie werd besproken ? (Zie beknopt verslag van de vergadering van de commissie voor de Financiën en de Begroting, C 643, blz. 4 tot 12).

De minister antwoordt ontkennend. Het thans voorgestelde nieuwe artikel 470bis houdt wel een verbetering en een verduidelijking in van de weerslag van de door de directeurs der belastingen inzake personenbelasting en inzake onroerende voorheffing uitgesproken ontheffingen op de gemeentefinanciën. Het departement beschikt over alle vereiste middelen inzake informatica om deze nieuwe bepaling (die trouwens op voorstel van de gemengde werkgroep

pe de travail mixte État-régions, au sein duquel les communes sont également représentées).

*
* *

L'article 49 est adopté à l'unanimité.

Art. 50 (et 67, § 5)

Cet article ne donne lieu à aucune observation.
Il est adopté à l'unanimité.

Art. 50bis à 50quater (nouveaux)

M. Pieters présente un amendement (n° 46, Doc. n° 1608/6) tendant à insérer un article 50bis (nouveau). Cet article vise à remplacer le mot « 1996 » par le mot « 1998 » dans l'article 524, CIR 1992, inséré par l'article 6 de la loi du 27 octobre 1997 portant des mesures fiscales visant à stimuler les exportations et la recherche. Etant donné que la loi susvisée n'a été publiée au *Moniteur belge* que le 2 décembre 1997, les dispositions de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 qui tenaient compte du libellé de l'article 67, CIR 1992, avant sa modification par la loi susdite, doivent rester d'application pour les exercices d'imposition 1998 (revenus de 1997) et antérieurs. L'amendement tend à corriger cette anomalie.

Les administrations des Affaires économiques et des Classes moyennes ont en effet délivré, sur la base de ces dispositions antérieures, quelque 300 attestations pour les exercices d'imposition 1997 et 1998, attestations qui sont à présent contestées par l'administration des contributions au regard de la nouvelle loi.

Le ministre souscrit à l'amendement.

M. Brouns présente un amendement (n° 54, Doc. n° 1608/7) visant à insérer un article 50bis (nouveau) dans le présent projet.

MM. Brouns et Leterme déposent également deux amendements (n°s 55 et 56, Doc. n° 1608/7), en vue d'insérer respectivement un article 50ter et 50quater (nouveaux) dans le projet.

La portée de ces amendements est identique à celle de leurs amendements n° 43 à l'article 9 et n°s 44 et 45, tendant respectivement à insérer de nouveaux articles 16bis et 16ter. Ces amendements avaient entre-temps été retirés.

M. Brouns annonce que, contrairement aux déclarations faites par le ministre des Finances lors de la discussion de l'article 9 du présent projet, la ministre des Affaires sociales vient de déclarer, lors d'une réunion concomitante de la commission des Affaires sociales consacrée à l'examen du projet de loi portant des dispositions sociales (Doc. n° 1722/1-97/98), que la problématique des travailleurs frontaliers devra

Staat-gewesten, waarin ook de gemeenten zijn vertegenwoordigd, tot stand kwam) toe te passen.

*
* *

Artikel 49 wordt eenparig aangenomen.

Art. 50 (en 67, § 5)

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.
Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 50bis tot 50quater (nieuw)

De heer Pieters stelt bij amendement (n° 46, Stuk n° 1608/6) de invoeging van een nieuw artikel 50bis voor. Dit artikel strekt ertoe in artikel 524, WIB 1992, zoals ingevoegd bij artikel 6 van de wet van 27 oktober 1997 houdende bepalingen in verband met de fiscale stimuli voor de uitvoer en het onderzoek, de woorden « 1996 » te vervangen door « 1998 ». Aangezien de bovenvermelde wet pas op 2 december 1997 in het *Belgisch Staatsblad* werd bekendgemaakt, moeten voor de aanslagjaren 1998 (inkomsten 1997) en vorige de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 december 1995, die rekening hielden met de bewoordingen van artikel 67, WIB 1992, voordat het werd gewijzigd door voornoemde wet, van toepassing blijven. Deze anomalie wordt via amendement n° 46 rechtgezet.

De administraties van Economische Zaken en van Middenstand hebben immers op basis van deze vroegere bepalingen voor de aanslagjaren 1997 en 1998 een driehonderdtal attesten afgeleverd, die nu door de belastingadministratie op grond van de nieuwe wet worden betwist.

De minister stemt in met het amendement.

De heer Brouns dient amendement n° 54 (Stuk n° 1608/7) in, dat ertoe strekt in dit ontwerp een artikel 50bis (nieuw) in te voegen.

De heren Brouns en Leterme dienen eveneens twee amendementen (n°s 55 en 56, Stuk n° 1608/7) in, die er respectievelijk toe strekken in dit ontwerp een artikel 50ter (nieuw) en 50quater (nieuw) in te voegen.

Deze amendementen hebben identiek dezelfde draagwijdte als hun inmiddels ingetrokken amendementen n°s 43 (op artikel 9), 44 en 45 (respectievelijk tot invoeging van de nieuwe artikelen 16bis en 16ter).

Volgens *de heer Brouns* heeft de minister van Sociale Zaken onlangs, tijdens een vergadering van de commissie voor de Sociale Zaken gewijd aan de bespreking van het wetsontwerp houdende sociale bepalingen (Stuk n° 1722/1-97/98), gezegd dat voor het vraagstuk van de grensarbeiders een allesomvattende fiscale oplossing moet worden uitgewerkt. Die verklaring staat haaks op wat de minister van Fi-

être résolue de manière globale par le biais de la législation fiscale. Cette déclaration laisse supposer que le projet de loi relatif à la sécurité sociale des travailleurs (Doc. n° 1602/1-97/98), qui crée la base légale d'un fonds de compensation en faveur des travailleurs frontaliers, restera lettre morte. Le gouvernement pourrait-il prendre clairement position en la matière avant le vote sur l'ensemble du présent projet de loi ?

Après avoir pris contact avec sa collègue, *le ministre des Finances* confirme le point de vue développé lors de la discussion de l'article 9 du projet. Un groupe de travail s'est penché sur la question au cours des vacances parlementaires. La note transmise par ce groupe de travail au gouvernement fait état de deux options :

- soit la création d'un fonds de compensation, élargi à l'ensemble des travailleurs frontaliers et tenant compte des dernières modifications législatives intervenues aux Pays-Bas;
- soit l'instauration d'un crédit d'impôt compensatoire.

Vu l'existence de ces deux orientations et l'absence de chiffres précis quant au coût budgétaire des deux mesures proposées, le Conseil des ministres a décidé de postposer l'examen de la question.

Le ministre considère toutefois que le choix a d'ores et déjà opéré dans la mesure où le projet de loi relatif à la sécurité sociale des travailleurs frontaliers (Doc. n° 1602/1), issu de la proposition de loi déposée au Sénat par MM. Santkin et Charlier, a été adopté par la commission des Affaires sociales de la Chambre et le sera tout prochainement en séance plénière. En effet, si la Chambre préfère résoudre la problématique des travailleurs frontaliers par l'instauration d'un crédit d'impôt compensatoire, il ne peut adopter le projet susvisé car les deux options ne peuvent être cumulées.

Le ministre estime que l'instauration d'un crédit d'impôt n'est cependant pas la voie la meilleure vu la difficulté de définir la notion de « travailleur frontalier », celle-ci n'existant que sur le plan fiscal et pas sur le plan social.

En outre, la technique du fonds social compensatoire lui paraît nettement plus souple dans la mesure où son alimentation budgétaire peut varier en fonction des besoins et de l'évolution de la législation dans les pays voisins.

Le ministre veut néanmoins éviter que les auteurs des amendements n^{os} 54 à 56 soient grugés, d'autant plus qu'il s'agit d'un problème très grave qui exige une solution urgente. Il ne serait en effet pas acceptable que la Chambre vote en faveur de la création d'un fonds mais que les crédits nécessaires ne soient pas libérés par le gouvernement, sous prétexte qu'il recherche une solution sur le plan fiscal, solution qui s'avérerait ensuite inapplicable d'un point de vue technique (et/ou budgétaire).

nanciën beweerde op de gelijktijdig gehouden vergadering waarop artikel 9 van dit ontwerp werd besproken. Een en ander doet het vermoeden ontstaan dat het wetsontwerp betreffende de sociale zekerheid van de grensarbeiders (Stuk n° 1602/1-97/98), waarin de wettelijke basis wordt gelegd voor een compensatiefonds ten voordele van de grensarbeiders, dode letter zal blijven. Zou de regering terzake een duidelijk standpunt kunnen innemen, nog vóór de stemming over het gehele wetsontwerp ?

Na overleg met zijn collega bevestigt *de minister van Financiën* het tijdens de bespreking van artikel 9 van het ontwerp uiteengezette standpunt. Een werkgroep heeft dit knelpunt tijdens het parlementair reces onder de loop genomen. In de nota die de groep aan de regering heeft bezorgd, worden twee mogelijkheden naar voor geschoven :

- ofwel de oprichting van een compensatiefonds dat dan voor alle grensarbeiders zal worden opgesteld en waarbij rekening wordt gehouden met de in Nederland aangebrachte wetswijzigingen;
- ofwel de invoering van een belastingkrediet.

Gelet op die beleidsopties, alsook op het ontbreken van exacte cijfers over de budgettaire weerslag van de twee voorgestelde maatregelen, heeft de Minister-raad besloten de bespreking van dit knelpunt uit te stellen.

Niettemin is de minister van oordeel dat de keuze nu al is gemaakt, aangezien het wetsontwerp betreffende de sociale zekerheid van de grensarbeiders (Stuk n° 1602/1) — een uitloper van het wetsvoorstel van de senatoren Santkin en Charlier — door de Kamercommissie voor de Sociale Zaken werd goedgekeurd en zeer binnenkort ook het fiat van de plenaire vergadering zal krijgen. Als de Kamer de moeilijkheden van de grensarbeiders liever verhelpt via de invoering van een compenserend belastingkrediet, dan mag het bovenvermeld ontwerp niet goedkeuren, want beide oplossingen kunnen niet naast elkaar bestaan.

Volgens de minister is de invoering van een belastingkrediet echter niet de meest aangewezen weg, omdat het begrip « grensarbeider » zich moeilijk in een definitie laat gieten. Die definitie geldt immers alleen op fiscaal vlak, niet op sociaal vlak.

Bovendien lijkt de techniek van het sociaal compensatiefonds hem veel soepeler, aangezien het mogelijk is de daarvoor op de begroting uit te trekken bedragen te doen afhangen van de noden en van de evolutie van de wetgeving in onze buurlanden.

Toch wil de minister voorkomen dat de indieners van de amendementen n^{rs} 54 tot 56 om de tuin worden geleid, temeer daar het hier een zeer acuut probleem betreft dat een dringende oplossing vereist. Het zou immers niet door de beugel kunnen, mocht de Kamer de oprichting van een fonds goedkeuren, maar de regering vervolgens nalaten de daartoe vereiste middelen vrij te maken, onder het voorwendsel dat zij streeft naar een fiscale oplossing die daarna technisch (en/of budgettair) onwerkbaar zou blijken te zijn.

Il répète que les deux mesures proposées ne sont en aucun cas cumulables. Dans le cadre de la discussion du projet de loi n° 1602/1 en séance plénière, la Chambre devra préciser ses intentions en la matière, y compris en ce qui concerne l'alimentation budgétaire du fonds.

Si la solution devait cependant demeurer incertaine, le ministre suggère que les amendements n°s 54 à 56 de MM. Brouns et Leterme, visant à instaurer un crédit d'impôt, soient redéposés et examinés en séance plénière lors de la discussion du présent projet de loi.

M. Brouns compte sur l'engagement pris par le ministre de veiller à ce que le gouvernement prévoie les crédits budgétaires nécessaires en vue d'alimenter le fonds.

MM. Leterme et Olaerts partagent ce point de vue.

M. Leterme demande au ministre de fournir une note détaillée concernant les objections légistiques et techniques formulées à l'égard des amendements (et propositions de loi) visant à instaurer un crédit d'impôt compensatoire, de manière à pouvoir les amender, si nécessaires.

Le ministre marque son accord.

Suite aux engagements pris par le ministre, *MM. Brouns et Leterme* retirent leurs amendements n°s 54 à 56.

M. Arens insiste pour que le gouvernement trouve également une solution en vue de compenser le coût budgétaire important supporté par les communes frontalières, dû au fait que les travailleurs belges occupant un emploi au Grand-Duché de Luxembourg versent l'impôt sur les revenus (y compris les additionnels communaux) dans ce pays.

*
* *

L'amendement n° 46 de *M. Pieters*, visant à insérer un article 50bis (nouveau), est adopté à l'unanimité.

Les amendements n°s 54 à 56 ont été retirés.

Art. 51 (et 67, § 27)

Cet article ne donne lieu à aucune remarque.

Il est adopté à l'unanimité.

Art. 51bis à 51octies (nouveaux)

Le gouvernement présente un amendement (n° 36, Doc. n° 1608/6) visant à insérer les articles 51bis à 51octies dans le chapitre III du présent projet de loi. Il est renvoyé à la discussion de l'amendement n° 35

Hij herhaalt dat cumulatie van beide voorgestelde maatregelen hoe dan ook uit den boze is. In het raam van de bespreking van wetsontwerp n° 1602/1 in plenaire vergadering, zal de Kamer duidelijkheid moeten scheppen over haar intenties terzake, met inbegrip van de wijze waarop zij het fonds gefinancierd wil zien.

De minister suggereert om, bij blijvende onzekerheid over het al dan niet bereiken van een oplossing, de door de heren Brouns en Leterme ingediende amendementen n°s 54 tot 56, tot invoering van een belastingkrediet, tijdens de bespreking van dit wetsontwerp door de plenaire vergadering opnieuw in te dienen en te behandelen.

De heer Brouns rekent erop dat de minister zijn toezegging nakomt en er derhalve op zal toezien dat de regering in de begroting de nodige bedragen uittrekt voor de financiering van het fonds.

De heren Leterme en Olaerts zijn dezelfde mening toegedaan.

De heer Leterme vraagt aan de minister een gedetailleerde nota inzake de wetgevingstechnische en technische bezwaren die rijzen in verband met de amendementen (en wetsvoorstellen) tot invoering van een compenserend belastingkrediet. Op die manier kunnen zij zo nodig worden verbeterd.

De minister stemt hiermee in.

Als gevolg van de toezeggingen van de minister trekken *de heren Brouns en Leterme* hun amendementen n°s 54 tot 56 in.

De heer Arens dringt erop aan dat de regering ook een oplossing uitwerkt ter compensatie van de zware begrotingslast die de grensgemeenten moeten torsen, omdat de in het Groothertogdom Luxemburg werkende Belgen hun inkomstenbelastingen (met inbegrip van de gemeentelijke opcentiemen) in dat land betalen.

*
* *

Amendement n° 46 van de heer Pieters, tot invoeging van een artikel 50bis (nieuw), wordt eenparig aangenomen.

De amendementen n°s 54 tot 56 werden ingetrokken.

Art. 51 (en 67, § 27)

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 51bis tot 51octies (nieuw)

De regering dient amendement n° 36 (Stuk n° 1608/6) in, dat ertoe strekt de artikelen 51bis tot 51octies in te voegen in hoofdstuk III van dit wetsontwerp. Er zij verwezen naar de bespreking van amen-

du gouvernement, visant à insérer un article 47bis (*nouveau*) dans le présent projet.

*
* *

L'amendement n° 36 du gouvernement, qui vise à insérer les articles 51bis à 51octies, est adopté par 4 voix et 5 abstentions.

Art. 52 à 56 (et 67, § 28)

Le président, M. Didden, se réjouit de la mesure proposée. Il demande cependant si le régime fiscal de faveur accordé en matière de donations d'entreprises ne doit pas être assorti de conditions en ce qui concerne le maintien de l'emploi.

*
* *

Les articles 52 à 56 sont adoptés à l'unanimité.

Art. 57

Dans le texte français de l'article 104quinquies, a), proposé, il y a lieu d'insérer le mot « conformément » entre le mot « souscrits » et le mot « à ».

La commission marque son accord sur cette correction.

Le gouvernement présente un amendement (n° 47, Doc. n° 1608/7) qui tend à remplacer chaque fois les mots « articles 130 à 140 » par les mots « articles 131 à 140 » dans les articles 140quater, 140quinquies, 140sexies et 140octies proposés. Il s'agit de la correction d'une référence fautive.

*
* *

L'amendement n° 47 du gouvernement est adopté à l'unanimité.

L'article 57, ainsi amendé, est adopté par le même vote.

Art. 57bis (*nouveau*)

MM. Mairesse et Arens présentent un amendement (n° 33, Doc. n° 1608/5) tendant à insérer un article 57bis (*nouveau*) visant à exempter sous certaines conditions des droits de donation, à concurrence d'une première tranche de 2 200 000 francs (majorée en fonction du nombre d'enfants à charge), les donations faites par les parents ou les grands-parents, si

dement n° 35 van de regering, dat ertoe strekt in dit ontwerp een artikel 47bis (*nieuw*) in te voegen.

*
* *

Amendement n° 36 van de regering, dat strekt tot invoeging van de artikelen 51bis tot 51octies, wordt aangenomen met 4 stemmen en 5 onthoudingen.

Artikelen 52 tot 56 (en 67, § 28)

Voorzitter Didden is opgetogen over de voorgestelde maatregel. Hij stelt evenwel de vraag of de fiscale voorkeurregeling die aan schenkingen van ondernemingen wordt verleend, niet moet gepaard gaan met maatregelen inzake het behoud van de werkgelegenheid.

*
* *

De artikelen 52 tot 56 worden eenparig aangenomen.

Art. 57

In de Franse tekst van het voorgestelde artikel 140quinquies moet onder punt a), tussen de woorden « souscrits » en « à » het woord « conformément » worden ingevoegd.

De commissie stemt in met deze tekstverbetering.

De regering dient amendement n° 47 (Stuk n° 1608/7) in, dat ertoe strekt in de voorgestelde artikelen 140quater, 140quinquies, 140sexies en 140octies telkens de woorden « artikelen 130 tot 140 » te vervangen door de woorden « artikelen 131 tot 140 ». Het gaat hierbij om de verbetering van een foutieve verwijzing.

*
* *

Amendement n° 47 van de regering wordt eenparig aangenomen.

Het aldus geamendeerde artikel 57 wordt aangenomen met dezelfde stemuitslag.

Art. 57bis (*nieuw*)

De heren Mairesse en Arens stellen bij amendement (n° 33, Stuk n° 1608/5) de invoeging voor van een nieuw artikel 57bis. Dit artikel strekt ertoe schenkingen vanwege ouders of grootouders tot beloop van een eerste tranche van 2 200 000 frank (verhoogd naar gelang van het aantal kinderen ten laste) onder bepaalde voorwaarden van schenkings-

cette somme est affectée par le donataire à l'acquisition ou à la construction d'une première habitation.

M. Arens renvoie à la proposition de loi d'une portée identique déposée par M. Mairesse et consorts (Doc. n° 873/1-96/97), proposition dont l'examen en commission a débuté le 22 avril 1997.

Le ministre estime que cet amendement entraîne un effet pervers, en ce qu'il risque de soumettre au droit proportionnel les dons manuelles. Il propose donc aux auteurs de redéposer un amendement de portée analogue mais techniquement mieux adapté lors de la discussion du deuxième projet de loi-programme fiscale qui sera déposé au parlement avant la fin de l'année.

En conséquence, *M. Arens* retire son amendement.

Art. 58

Cet article ne fait l'objet d'aucune remarque.

Il est adopté à l'unanimité.

Art. 59

La commission constate que le texte néerlandais de cet article laisse à désirer.

Le ministre partage cet avis. Il convient de corriger le texte en reprenant les termes (du texte néerlandais) de l'article 15, CIR 1992.

La commission souscrit à cette correction de texte.

*
* *

L'article 59 est adopté, sous cette réserve, à l'unanimité.

Art. 60

Le gouvernement présente un amendement (n° 48, Doc. n° 1608/7) visant à remplacer, dans l'article 182bis proposé, les mots « leurs registres, livres, actes et tous autres documents » par les mots « tous les livres et documents ». Ce nouveau libellé reprend les termes utilisés dans l'article 315, CIR 1992.

Le ministre précise à l'intention de *M. Olaerts* que le nouvel article 182bis permettra à l'administration de demander aux entreprises de remettre tous les livres et documents devant attester qu'elles répon-

rechten vrij te stellen indien dat bedrag aan de aankoop of de bouw van een eerste woning wordt besteed.

De heer Arens verwijst naar het identieke wetsvoorstel van de heer Mairesse c.s. (Stuk n° 873/1-96/97), waarvan de bespreking in de commissie op 22 april 1997 werd aangevat.

De minister is van mening dat dit amendement een averechts effect sorteert, omdat het risico bestaat dat daardoor de handgiften aan het evenredig recht worden onderworpen. Bijgevolg stelt hij de indieners voor tijdens de bespreking van het tweede ontwerp van fiscale programmawet dat nog vóór het einde van het jaar aan het parlement zal worden voorgelegd, een amendement van een soortgelijke strekking in te dienen dat op technisch vlak dan wel beter aangepast is.

Dientengevolge trekt *de heer Arens* zijn amendement in.

Art. 58

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 59

De commissie stelt vast dat de Nederlandse tekst van dit artikel te wensen overlaat.

De minister is het daarmee eens. De tekst moet worden verbeterd door de bewoordingen over te nemen van (de Nederlandse tekst van) artikel 15, WIB 1992.

De commissie stemt in met deze tekstverbetering.

*
* *

Onder dit voorbehoud wordt artikel 59 eenparig aangenomen.

Art. 60

De regering dient amendement n° 48 (Stuk n° 1608/7) in, dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 182bis de woorden « hun registers, repertoria, boeken, akten en alle andere bescheiden » te vervangen door de woorden « alle boeken en bescheiden ». Deze nieuwe omschrijving herneemt de termen gebruikt in artikel 315, WIB 1992.

Aan *de heer Olaerts* legt *de minister* uit dat het nieuwe artikel 182bis de administratie toelaat aan de ondernemingen de overlegging van alle boeken en bescheiden te vragen, waaruit moet blijken dat zij

dent aux conditions en matière de donations d'entreprises et de compulser ceux-ci sur place.

*
* *

L'amendement n° 48 du gouvernement est adopté à l'unanimité.

L'article 60, ainsi modifié, est adopté par un vote identique.

Art. 61 (et 67, § 28)

Cet article ne donne lieu à aucune observation.
Il est adopté à l'unanimité.

Art. 61bis (nouveau)

MM. Mairesse et Arens présentent un amendement (n° 34, Doc. n° 1608/5) visant à insérer un nouvel article 61bis.

Afin d'éviter que le bénéfice de la tarification avantageuse applicable à la donation anticipée d'une entreprise ou d'un bien immobilier destiné à l'habitation du donataire ne soit retiré suite au décès prématuré du donateur dans les trois ans de l'acte de donation, cet amendement prévoit une exception à la réserve de progressivité.

Cet amendement est retiré à la demande du *ministre*. Il est renvoyé à la discussion de l'amendement n° 33 des mêmes auteurs (article 57bis).

Art. 62

Cet article ne donne lieu à aucune observation.
Il est adopté à l'unanimité.

Art. 62bis à 62octies (nouveaux)

M. Moock présente un amendement (n° 6, Doc. n° 1608/3) qui vise à insérer un chapitre IVbis (nouveau) intitulé : « Chapitre IVbis — Code des taxes assimilées au timbre » et comprenant les articles 62bis à 62octies. Cet amendement est directement lié à l'amendement n° 5 du même auteur à l'article 32 du projet. Il est renvoyé à la discussion de cet amendement, à la suite de laquelle l'amendement n° 6 est retiré.

Art. 63

Cet article fait l'objet d'un amendement (n° 49, Doc. n° 1608/7) du gouvernement tendant à rempla-

voldoen aan de voorwaarden inzake schenkingen van ondernemingen, en deze ter plaatse in te kijken.

*
* *

Amendement n° 48 van de regering wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 60 wordt met dezelfde stemming aangenomen.

Art. 61 (en 67, § 28)

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.
Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 61bis (nieuw)

De heren Mairesse en Arens dienen amendement n° 34 (Stuk n° 1608/5) in tot invoeging van een nieuw artikel 61bis.

Om te voorkomen dat het voordelige tarief voor de vervroegde schenking van een onderneming of van een onroerend goed bestemd om door de begiftigde te worden bewoond, zou wegvallen na het voortijdig overlijden van de schenker binnen een periode van drie jaar nadat de akte van schenking werd opge maakt, voorziet dit amendement in een uitzondering op het progressievoorbehoud.

Op vraag van *de minister* wordt dit amendement ingetrokken. Er wordt verwezen naar de bespreking van amendement n° 33 van dezelfde auteurs (artikel 57bis).

Art. 62

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.
Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 62bis tot 62octies (nieuw)

Met zijn amendement n° 6 (Stuk n° 1608/3) beoogt *de heer Moock* een hoofdstuk IVbis in te voegen, met als opschrift « Hoofdstuk IVbis — Wetboek van de met het zegel gelijkgestelde belastingen », dat de artikelen 62bis tot 62octies bevat. Dit amendement houdt rechtstreeks verband met amendement n° 5 van dezelfde indiener op artikel 32 van het ontwerp. Er wordt verwezen naar de bespreking van amendement n° 5, als gevolg waarvan amendement n° 6 wordt ingetrokken.

Art. 63

De regering dient op dit artikel amendement n° 49 (Stuk n° 1608/7) in, dat tot doel heeft in de voorgestel-

cer, dans le texte proposé, les mots « vingt-quatre milliards » par les mots « vingt-cinq milliards » et les mots « quatre tranches » par les mots « trois tranches ».

Le ministre indique que le texte de l'amendement vise à relever en une fois la limite de l'émission des monnaies divisionnaires de 23 milliards de francs à 25 milliards de francs et à habilitier le Roi à porter cette limite à 28 milliards de francs par une libération successive de 3 tranches d'un milliard de francs chacune.

La Banque nationale de Belgique prévoit que, dans l'hypothèse d'une augmentation linéaire de la circulation monétaire, le plafond de 24 milliards de francs pourrait déjà être atteint dès l'été 1999.

Le projet de loi relatif à l'euro (Doc. n° 1509/1-97/98) prévoit qu'à partir de 1999, le Roi pourra adapter le plafond d'émission par arrêté délibéré en Conseil des ministres, moyennant l'approbation de la Banque centrale européenne en vertu de l'article 105A, § 2, du Traité instituant la Communauté européenne.

Toutefois, en l'absence d'un précédent, il est très difficile d'estimer le temps nécessaire pour obtenir cette approbation. Afin d'éviter qu'il soit à nouveau impossible de satisfaire aux besoins de monnaies en raison de la durée de la procédure de relèvement du plafond d'émission, il est important de relever dès à présent ce plafond jusqu'à 25 milliards de francs.

En tout cas, la Banque centrale européenne devra approuver le volume d'émission des monnaies divisionnaires avant 2002, date d'émission des pièces en euro, étant donné que la circulation simultanée des pièces en euro et en franc belge pendant la période transitoire nécessitera incontestablement une adaptation du plafond d'émission.

M. Olaerts constate que certaines dispositions visées au CIR 1992 sont encore toujours exprimées en franc belge et non en euro. Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des mesures en la matière ? Nombreuses sont les questions que se pose notamment le monde des entreprises concernant le traitement fiscal d'opérations spéculatives et la réalisation d'éventuelles plus-values lors de la conversion en euro.

Le ministre indique que le projet de loi relatif à l'euro a été adopté sans modification le 21 octobre 1998 par la commission des Finances et des Affaires économiques du Sénat. La transposition de l'ensemble des données encore exprimées en franc belge sera réglée dans le cadre d'un deuxième projet de loi en la matière.

M. Olaerts fait remarquer qu'à partir de la prochaine année des revenus, le contribuable aura le choix d'exprimer les montants figurant dans sa déclaration fiscale en franc belge ou en euro. Selon lui, des adaptations en la matière devront encore être apportées au CIR 1992 avant le début de 1999.

de tekst de woorden « vierentwintig miljard » te vervangen door de woorden « vijfentwintig miljard » en de woorden « vier tranches » door de woorden « drie tranches ».

De minister stipt aan dat het amendement ertoe strekt in één keer het uitgifteplafond van de deelmunten op te trekken van 23 naar 25 miljard frank en de Koning te machtigen die grens op 28 miljard frank te brengen door achtereenvolgens 3 tranches van 1 miljard frank vrij te geven.

De Nationale Bank van België voorziet dat in geval van lineaire stijging van de muntcirculatie het plafond van 24 miljard frank reeds in de zomer van 1999 zou kunnen worden bereikt.

Het wetsvoorstel betreffende de euro (Stuk n° 1509/1-97/98) bepaalt dat met ingang van 1999 het uitgifteplafond kan worden aangepast door de Koning bij wege van een in Ministerraad overlegd besluit, met goedkeuring van de Europese Centrale Bank, overeenkomstig artikel 105A, § 2, van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap.

Bij gebrek aan een precedent is het echter moeilijk om te voorspellen hoelang het zal duren om die goedkeuring te krijgen. Om te voorkomen dat het wegens de duur van de procedures voor het verhogen van het uitgifteplafond opnieuw onmogelijk wordt te voldoen aan de geldbehoefte, is het van belang nu reeds dat plafond op te trekken tot 25 miljard frank.

De Europese Centrale Bank zal in ieder geval vóór 2002, dat wil zeggen vóór de euro in omloop komt, het uitgiftevolume van de deelmunten moeten goedkeuren, aangezien de gelijktijdige circulatie van muntstukken in euro en in Belgische frank tijdens de overgangperiode ongetwijfeld een aanpassing van het uitgifteplafond zal vereisen.

De heer Olaerts stelt vast dat in sommige bepalingen die bedoeld zijn in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 nog sprake is van Belgische frank en niet van euro. Is de regering voornemens terzake maatregelen te nemen ? De bedrijfswereld heeft tal van vragen over de fiscale behandeling van zogenaamde speculatieve verrichtingen en het verwezenlijken van eventuele zogenaamde meerwaarden bij de omrekening in euro.

De minister wijst erop dat het wetsontwerp betreffende de euro op 21 oktober 1998 ongewijzigd werd aangenomen door de commissie voor de Financiën en de Economische Aangelegenheden van de Senaat. De omzetting van alle nog in Belgische frank uitgedrukte gegevens zal worden geregeld in het kader van een tweede wetsontwerp terzake.

De heer Olaerts merkt op dat de belastingplichtige vanaf volgend inkomstenjaar de mogelijkheid zal hebben in zijn belastingaangifte de bedragen uit te drukken in Belgische frank of in euro. Volgens hem zouden de desbetreffende aanpassingen in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 nog vóór het begin van 1999 moeten worden aangebracht.

L'amendement n° 49 du gouvernement est adopté à l'unanimité.

L'article 63, ainsi modifié, est adopté par le même vote.

Art. 64 à 66

Ces articles ne font l'objet d'aucune observation.

Ils sont adoptés à l'unanimité.

Art. 66bis et 66ter (nouveaux)

MM. Pieters et Leterme présentent deux amendements (n°s 9 et 10, Doc. n° 1608/3) portant sur les articles 826 et 922 du Code civil. Les auteurs entendent éviter que la continuité de l'entreprise soit mise en danger après le décès du donateur, en raison d'intérêts purement familiaux.

Le représentant du ministre de la Justice fait référence aux dernières recommandations européennes en la matière :

« a) Nature du problème

— La transmission d'entreprises d'une génération à l'autre lors du décès ou du départ à la retraite du propriétaire initial est, dans certains États membres, administrativement complexe et est souvent rendue encore plus compliquée par les droits de succession.

Cette situation comporte un risque pour bon nombre d'entreprises viables et met à mal la sécurité d'emploi de leurs travailleurs.

b) Causes

— La transmission d'entreprises d'une génération à l'autre est souvent considérée davantage comme un transfert de patrimoine que comme la transmission d'une entreprise.

— (...)

c) Propositions

— Il faut être plus attentif à fournir une aide en cas de continuation d'une entreprise, lorsque le propriétaire initial n'est plus concerné par l'entreprise. ». ⁽¹⁾

Selon l'intervenant, le ministre de la Justice estime que les deux amendements proposés vont dans la bonne direction.

⁽¹⁾ Rapport de la *task force* pour l'amélioration du climat entrepreneurial, deuxième partie, chapitre 6 : La transmission d'entreprises à la génération suivante, Communautés européennes, 1998, p. 6.

Amendement n° 49 van de regering wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 63 wordt met dezelfde stemming aangenomen.

Art. 64 tot 66

Bij deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Zij worden eenparig aangenomen.

Art. 66bis en 66ter (nieuw)

De heren Pieters en Leterme dienen twee amendementen n°s 9 en 10 (Stuk n° 1608/3) in. Deze amendementen betreffen de artikelen 826 en 922 van het Burgerlijk Wetboek. De indieners willen voorkomen dat de continuïteit van de onderneming na het overlijden van de schenker omwille van zuiver familiale belangen in gevaar zou worden gebracht.

De vertegenwoordiger van de minister van Justitie verwijst naar de jongste Europese aanbevelingen terzake :

« a) Aard van het probleem

— De overdracht van ondernemingen van de ene aan de andere generatie bij het overlijden of de pensionering van de oorspronkelijke eigenaar is in sommige lidstaten in administratief opzicht complex en wordt door successierechten vaak nog ingewikkelder.

Deze situatie is voor veel levensvatbare bedrijven een risico en brengt de werkzekerheid van hun werknemers aan het wankelen.

b) Oorzaken

— De overdracht van ondernemingen van de ene aan de andere generatie wordt vaak als vermogensoverdracht beschouwd en niet zozeer als het doorgeven van een onderneming.

— (...)

c) Voorstellen

— Er moet meer aandacht worden besteed aan ondersteuning bij de voortzetting van ondernemingen, wanneer de oorspronkelijke eigenaar niet langer bij het bedrijf betrokken is. ». ⁽¹⁾

Volgens de interveniënt is de minister van Justitie van mening dat de twee voorgestelde amendementen in de goede richting gaan.

⁽¹⁾ Verslag van de *task force* voor de verbetering van het ondernemingsklimaat, deel II, hoofdstuk 6 : de overdracht van ondernemingen aan de volgende generatie, Europese Gemeenschappen, 1998, blz. 6.

L'article 826, alinéa 1^{er}, du Code civil prévoit que chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature des actifs (meubles et immeubles) de la succession. L'amendement n° 9 de MM. Pieters et Leterme vise précisément à pallier le phénomène d'une éventuelle répartition en nature des actions de la société familiale entre les différents actionnaires. Une exception similaire est d'ailleurs déjà prévue dans le texte existant pour les exploitations agricoles.

L'amendement n° 10 de MM. Pieters et Leterme aura par ailleurs pour effet de ne pas spolier l'héritier ou le légataire de l'entreprise des plus-values qu'il aurait générées dans le cadre de son activité à la tête de l'entreprise.

Les dispositions proposées réalisent un équilibre entre les droits des héritiers et l'intérêt de l'entreprise concernée. Elles permettront aussi de prévenir des conflits parfois très graves entre actionnaires familiaux.

Le ministre des Finances se déclare également favorable aux dispositions proposées par les amendements n°s 9 et 10. Il rappelle que dans le cadre de la transmission anticipée des entreprises familiales, l'article 922 du Code civil a donné lieu à d'interminables discussions concernant la part de l'actif octroyé à chaque héritier, lors du décès du donateur. La nouvelle disposition permettra effectivement d'éviter que le donataire, qui a reçu anticipativement l'entreprise et qui a fait fructifier celle-ci, ne soit spolié au moment du décès du donateur parce que privé des bénéfices de l'ensemble de son activité.

*
* *

L'amendement n° 9 de MM. Pieters et Leterme, visant à insérer un article 66*bis*, est adopté par 6 voix et 3 abstentions.

L'amendement n° 10 des mêmes auteurs, visant à insérer un article 66*ter*, est adopté par 5 voix et 4 abstentions.

Art. 67

L'amendement (n° 39, Doc. n° 1608/6) de MM. Schoeters et Suykens tend à apporter les modifications suivantes :

- au § 1^{er}, supprimer les chiffres « 3, 1° »;
- au § 7, supprimer les chiffres « 4, 1° »;
- compléter l'article par la disposition suivante :

Ingevolge artikel 826, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek kan ieder van de medeërfgenen zijn deel van de roerende en onroerende goederen der nalatenschap in natura vorderen. Amendement n° 9 van de heren Pieters en Leterme strekt er precies toe het probleem te ondervangen van een eventuele verdeling in natura van de aandelen van het familiebedrijf onder de verschillende aandeelhouders. Er is in een soortgelijke uitzondering trouwens al voorzien in de huidige wetgeving voor de landbouwbedrijven.

Amendement n° 10 van de heren Pieters en Leterme zal anderzijds tot gevolg hebben dat de meerwaarden die de erfgenaam of de legataris heeft verwezenlijkt in het kader van zijn activiteit aan het hoofd van de vennootschap hem niet worden ontnomen.

De voorgestelde bepalingen zorgen voor een evenwicht tussen de rechten van de erfgenamen en het belang van de betrokken onderneming. Ze zullen tevens de mogelijkheid bieden soms heel ernstige conflicten tussen familiale aandeelhouders te voorkomen.

De minister van Financiën zegt dat ook hij voorstander is van de door de amendementen n°s 9 en 10 voorgestelde bepalingen. Hij herinnert eraan dat in het kader van de voortijdige overdracht van familiebedrijven artikel 922 van het Burgerlijk Wetboek aanleiding heeft gegeven tot eindeloze discussies over het gedeelte van het actief dat bij het overlijden van de schenker aan elk van de erfgenamen wordt toegekend. De nieuwe bepaling zal het daadwerkelijk mogelijk maken te voorkomen dat de begiftigde die het bedrijf vooraf heeft gekregen en het winstgevend heeft gemaakt, wordt geruïneerd op het ogenblik van het overlijden van de schenker omdat de winsten van zijn hele activiteit hem worden ontnomen.

*
* *

Amendement n° 9 van de heren Pieters en Leterme, dat tot doel heeft een artikel 66*bis* in te voegen, wordt aangenomen met 6 stemmen en 3 onthoudingen.

Amendement n° 10 van dezelfde indieners, dat ertoe strekt een artikel 66*ter* in te voegen, wordt aangenomen met 5 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 67

Amendement n° 39 (Stuk n° 1608/6) van de heren Schoeters en Suykens strekt ertoe de volgende wijzigingen aan te brengen :

- in § 1, de cijfers « 3, 1° », weglaten;
- in § 7, de cijfers « 4, 1° », weglaten;
- het artikel aanvullen met de volgende bepaling :

« § 30. Les articles 3, 1°, et 4, 1°, sont applicables aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 15 octobre 1998. ».

Il est renvoyé à la discussion de l'amendement n° 38 des mêmes auteurs à l'article 4 du projet, qui a conduit MM. Schoeters et Suykens à retirer leurs quatre amendements (n°s 37 à 40).

M. Olaerts dépose un amendement (n° 61, Doc. n° 1608/7) tendant à compléter l'article 67 comme suit :

« § 30. Les articles 46bis et 46ter entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1999. ».

Il est renvoyé à la discussion des amendements n°s 57 à 60 et 62 et 63 du même auteur, qui tendent à insérer les articles 46bis et 46ter (*nouveaux*) dans le projet.

L'amendement (n° 11, Doc. n° 1608/3) de M. Moock a pour objet de compléter l'article 67 par la disposition suivante :

« § 31. Le chapitre IVbis produit ses effets le 20 décembre 1996. ».

Il est renvoyé à la discussion de l'amendement n° 5 du même auteur à l'article 32, à la suite de quoi les amendements n°s 5, 6 et 11 ont été retirés.

L'amendement (n° 64, Doc. n° 1608/7) du gouvernement a pour objet de compléter l'article 67 par ce qui suit :

« § 30. Les articles 47bis et 51bis à 51octies entrent en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*. ».

Il est renvoyé à la discussion des amendements n°s 35 et 36 du gouvernement, visant à insérer les articles susmentionnés dans le projet.

L'amendement n° 1 du gouvernement (Doc. n° 1608/2) tend enfin à compléter l'article 67 par la disposition suivante :

« § 30. L'article 63 entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge* et au plus tard le 31 décembre 1998. ».

Le ministre renvoie à la justification de cet amendement, ainsi qu'à la discussion de l'amendement n° 49 à l'article 63.

M. Olaerts estime que le gouvernement fait preuve d'arbitraire dans la fixation de la date d'entrée en vigueur des dispositions du projet de loi à l'examen.

Cela ne pose pas de problème pour les dispositions proposées exclusivement dans un but de coordination mais le projet de loi apporte aussi des modifications à la fiscalité des entreprises, modifications qui ne sont pas d'ordre purement technique (nouvelle interprétation de textes existants, modifications quant au fond, ...).

M. Olaerts estime qu'il n'est pas correct que de telles modifications s'appliquent rétroactivement. Cette manière de procéder compromet en effet la sécurité juridique.

« § 30. De artikelen 3, 1°, en 4, 1°, zijn van toepassing voor de inkomsten toegekend of betaalbaar gesteld vanaf 15 oktober 1998. ».

Er wordt verwezen naar de bespreking van amendement n° 38 van dezelfde indieners op artikel 4 van het ontwerp. Ingevolge die bespreking trekken de heren Schoeters en Suykens hun vier amendementen (de n°s 37 tot 40) in.

De heer Olaerts dient amendement n° 61 (Stuk n° 1608/7) in, dat ertoe strekt artikel 67 aan te vullen als volgt :

« § 30. De artikelen 46bis en 46ter treden in werking op 1 januari 1999. ».

Er wordt verwezen naar de bespreking van de amendementen n°s 57 tot 60 en 62 en 63 van dezelfde indiener, die ertoe strekken de artikelen 46bis (*nieuw*) en 46ter (*nieuw*) in het ontwerp in te voegen.

Amendement n° 11 (Stuk n° 1608/3) van de heer Moock strekt ertoe artikel 67 aan te vullen met de volgende bepaling :

« § 31. Hoofdstuk IVbis treedt in werking op 20 december 1996. ».

Er wordt verwezen naar de bespreking van amendement n° 5 van dezelfde indiener op artikel 32. Ingevolge die bespreking worden de amendementen n°s 5, 6 en 11 ingetrokken.

Amendement n° 64 van de regering (Stuk n° 1608/7) strekt ertoe artikel 67 aan te vullen met wat volgt :

« § 30. De artikelen 47bis en 51bis tot 51octies treden in werking de eerste dag van de derde maand na die waarin deze wet in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt. ».

Er wordt verwezen naar de bespreking van de amendementen n°s 35 en 36 van de regering, die ertoe strekken de bovengenoemde artikelen in het ontwerp in te voegen.

Ten slotte strekt *amendement (n° 1, Stuk n° 1608/2) van de regering* ertoe artikel 67 aan te vullen met de volgende bepaling :

« § 30. Artikel 63 treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en uiterlijk op 31 december 1998. ».

De minister verwijst naar de verantwoording van dit amendement, alsook naar de bespreking van amendement n° 49 op artikel 63.

De heer Olaerts meent dat de regering blijk geeft van willekeur bij het bepalen van de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van dit wetsontwerp.

Voor de zuivere coördinatiebepalingen schept dat geen probleem. Het wetsontwerp bevat echter ook wijzigingen in de ondernemingsfiscaliteit, die niet van louter technische aard zijn (nieuwe interpretatie van bestaande teksten, wijzigingen ten gronde, ...).

De heer Olaerts vindt het onfatsoenlijk dat dergelijke wijzigingen met terugwerkende kracht worden doorgevoerd. Daardoor wordt immers de rechtszekerheid geschonden.

Le ministre renvoie à l'avis du Conseil d'État (Doc. n° 1608/1, pp. 61-62, point II). Le Conseil exige une justification détaillée pour chacune des dispositions s'appliquant rétroactivement.

M. Olaerts demande quels effets aura le projet de loi à l'examen sur les procédures administratives et judiciaires en cours.

Le ministre indique que le projet de loi est d'ordre interprétatif. Les modifications qu'il contient servent les intérêts du contribuable. Si la contestation est née au stade du contrôle, le contrôleur devra se conformer à la nouvelle loi et la contestation se réglera dès lors d'elle-même. La modification s'appliquera aussi immédiatement pendant la procédure de réclamation, de sorte qu'il sera fait droit à la réclamation du contribuable.

En cas de procédure judiciaire devant la cour d'appel, il sera aussi immédiatement mis fin au litige (par la conclusion d'un accord).

M. Olaerts ne croit pas que le projet de loi ne contienne que des dispositions favorables au contribuable. Par le passé, des modifications de fond ont d'ailleurs aussi déjà été apportées par le biais de dispositions qui n'étaient soi-disant proposées que dans un but de coordination. Or, ces modifications se sont ensuite avérées préjudiciables aux contribuables.

Le ministre précise que le Conseil d'État a pris tout son temps pour examiner minutieusement toutes les dispositions du projet de loi. Cet examen a duré plus de cinq mois.

*
* *

L'amendement n° 1 du gouvernement est adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 61 de *M. Olaerts* est adopté par le même vote.

L'amendement n° 64 du gouvernement est adopté par 4 voix et 5 abstentions.

L'article 67, ainsi modifié, est adopté à l'unanimité.

Art. 68

Cet article n'appelle aucun commentaire.

Il est adopté à l'unanimité.

*
* *

L'ensemble du projet de loi, ainsi modifié, y compris les errata, est adopté à l'unanimité.

De minister verwijst naar het advies van de Raad van State (Stuk n° 1608/1, blz. 61-62, punt II). De Raad eist een uitvoerige rechtvaardiging voor elke bepaling die met terugwerkende kracht wordt ingevoerd.

De heer Olaerts vraagt wat de gevolgen van dit wetsontwerp zullen zijn voor de lopende administratieve en gerechtelijke procedures.

De minister geeft aan dat het wetsontwerp van interpretatieve aard is. De erin vervatte wijzigingen zijn gunstig voor de belastingplichtige. Indien de bestaande betwisting gerezen is in het stadium van de controle zal de controleur zich schikken naar de nieuwe wet en zal de betwisting bijgevolg vanzelf verdwijnen. Ook tijdens de administratieve bezwaarprocedure zal de wijziging onmiddellijk worden toegepast, waardoor het bezwaar van de belastingplichtige zal worden ingewilligd.

Ook bij een gerechtelijke procedure voor het hof van beroep zal het geschil (door een conclusie van akkoord) onmiddellijk worden beëindigd.

De heer Olaerts gelooft niet dat het wetsontwerp enkel en alleen bepalingen bevat die gunstig zijn voor de belastingplichtige. In het verleden werden trouwens ook reeds onder het mom van « zuivere coördinatiebepalingen » wijzigingen ten gronde doorgevoerd, die achteraf voor de belastingplichtigen nadelig bleken.

De minister geeft aan dat de Raad van State ruim zijn tijd heeft genomen om alle bepalingen van het wetsontwerp nauwgezet te onderzoeken. Het onderzoek heeft ruim 5 maanden in beslag genomen.

*
* *

Amendement n° 1 van de regering wordt eenparig aangenomen.

Amendement n° 61 van de heer *Olaerts* wordt aangenomen met dezelfde stemming.

Amendement n° 64 van de regering wordt aangenomen met 4 stemmen en 5 onthoudingen.

Het aldus gewijzigde artikel 67 wordt eenparig aangenomen.

Art. 68

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Het wordt eenparig aangenomen.

*
* *

Het gehele, aldus gewijzigde ontwerp, met inbegrip van de errata, wordt eenparig aangenomen.

La commission décide à l'unanimité de faire confiance à la rapporteuse pour la rédaction de la version définitive de son rapport.

La rapporteuse,

A. VAN HAESENDONCK

Le président,

M. DIDDEN

De commissie stelt eenparig haar vertrouwen in de rapporteur voor het redigeren van de definitieve versie van het verslag.

De rapporteur,

A. VAN HAESENDONCK

De voorzitter,

M. DIDDEN